

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques

DREES

document
de *travail*

SÉRIE STATISTIQUES

N° 199 • JUILLET 2016

L'offre d'accueil collectif des enfants
de moins de trois ans en 2013

Françoise BORDERIES



Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques

DREES

SÉRIE STATISTIQUES

N° 199 • juillet 2016

L'offre d'accueil collectif des enfants de
moins de trois ans en 2013

Françoise BORDERIES

Sommaire

■ LE SERVICE DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI).....	8
■ LES MODES D'ACCUEIL COLLECTIF ET FAMILIAL.....	10
Une gestion relevant principalement des communes	11
Le personnel de direction des structures d'accueil	12
■ L'OFFRE D'ACCUEIL EN FRANCE METROPOLITAINE.....	15
Accueil collectif : une progression toujours portée par le multi-accueil.....	16
Structures collectives mono-accueil : une diminution atténuée par l'essor des micro-crèches	19
Structures multi-accueil : une expansion dynamique	20
Les services d'accueil familial : une érosion confirmée de l'offre	20
Les assistant.e.s maternel.le.s : 71% des places disponibles et une offre toujours en hausse	20
■ LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'OFFRE D'ACCUEIL EN FRANCE MÉTROPOLITAINE	23
Accueil collectif et familial : la région parisienne et le sud-est sont les mieux pourvus	23
Les assistant.e.s maternel.le.s : sept places d'accueil disponibles sur dix sont proposées aux domiciles des assistantes maternelles	24
La scolarisation : 12 % des enfants de 2 ans présents en maternelle.....	25
■ L'OFFRE D'ACCUEIL DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM).....	31
Les établissements mono-accueil largement majoritaires	31
Deux tiers des places sont proposées en crèches collectives.....	32
Les assistant.e.s maternel.le.s dans les DOM : une offre en augmentation mais bien moins importante qu'en accueil collectif et familial	34
■ LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	35
POUR EN SAVOIR PLUS.....	37
■ DONNÉES DÉTAILLÉES PAR DÉPARTEMENT.....	39
Nombre d'établissements d'accueil collectif et de services d'accueil familial par département en 2013	39
Nombre de places d'accueil collectif, familial et nombre d'agrément.s pour assistant.e.s maternel.le.s par départements en 2013	53
Nombre de places d'accueil collectif et familial par département de 2009 à 2013.....	71

Il est indispensable lorsque les parents travaillent, sont en formation ou à la recherche d'un emploi, d'organiser l'accueil des nourrissons et des jeunes enfants qui n'ont pas l'âge de la scolarité obligatoire (inscription à l'école élémentaire à la rentrée scolaire de l'année civile au cours de laquelle l'enfant atteint l'âge de 6 ans). Bien que cela ne soit pas obligatoire, la majorité des enfants d'âge préscolaire (2-5 ans) intègre les classes enfantines¹ ou l'école maternelle (le taux de scolarisation des enfants de 2 ans est de 12 % en 2013, à 3 ans il est de 100 %)².

Des établissements d'accueil du jeune enfant accueillent des enfants non encore scolarisés, scolarisés à temps partiel ou sur les temps périscolaires, pendant la journée, de façon régulière ou occasionnelle : crèches collectives, haltes-garderies, jardins d'enfants et établissements multi-accueil, qui regroupent plusieurs modes de garde dans un même lieu.

Par ailleurs, des assistant.e.s maternel.le.s, agréé.e.s par le président du conseil départemental, assurent l'accueil des enfants à leur domicile sur l'ensemble de la journée ou selon les besoins de garde jusqu'à leur rentrée en maternelle. Elles peuvent également être sollicitées sur les temps périscolaires jusqu'à l'entrée en élémentaire. Principalement employées par des particuliers, certaines exercent leur activité dans le cadre d'un service d'accueil familial (ex-crèche familiale) et sont alors employées par une collectivité ou une association. Depuis 2009, les maisons d'assistant.e.s maternel.e.s sont autorisées. Elles permettent à quatre assistant.e.s maternel.le.s au maximum d'exercer en dehors de leur domicile au sein d'un même local pour l'accueil de 12 enfants au plus.

Les résultats présentés dans ce document sont principalement issus de l'enquête annuelle de la DREES auprès des services de protection maternelle et infantile (PMI) des départements (encadré 1). Les données sont arrêtées au 31 décembre 2013. Les principales données de l'année 2013 détaillées par département, portant sur la France entière, sont présentées en fin de document : établissements et nombre de places. Sont aussi également présentes des données départementales qui détaillent le nombre de places d'accueil collectif et familial de 2009 à 2013.

¹ En l'absence d'école maternelle dans les communes de moins de 2 000 habitants, celle-ci peut être remplacée par une classe enfantine annexée à l'école primaire (Code de l'éducation L.113-1 et D.113-1).

² Sources : MEN-MESR/DEPP, Enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire.

■ LE SERVICE DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE (PMI)

L'organisation et les missions du service départemental de PMI sont définies aux articles L.2111-1 et suivants, R.2112-1 et suivants du Code de la santé publique.

En matière de garde d'enfants, le service de PMI exerce une mission de surveillance et de contrôle à l'égard des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans, ainsi qu'à l'égard des assistant.e.s maternel.le.s (article L.421-1 du Code de l'action sociale et des familles). Il donne un avis ou accorde une autorisation pour l'ouverture des établissements et services. Par ailleurs, il instruit les demandes d'agrément des assistant.e.s maternel.le.s et organise les actions de formation qui leur sont destinées.

Le service de PMI participe, sous l'autorité du président du conseil départemental, à la protection et à la promotion de la santé maternelle et infantile. Outre ses missions auprès des femmes enceintes, il organise des consultations et des actions de prévention médico-sociale en faveur des enfants de moins de 6 ans et il établit, entre autres, un bilan de santé pour les enfants âgés de trois à quatre ans, notamment en école maternelle. À l'occasion de ces consultations et actions de prévention médico-sociale, il contribue au dépistage des troubles d'ordre physique, psychologique, sensoriel et de l'apprentissage et oriente, le cas échéant, l'enfant vers les professionnels de santé et les structures spécialisées.

Au titre de la protection de l'enfance, il participe également à des actions de prévention et de prise en charge des mineurs en danger ou qui risquent de l'être. La loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance a particulièrement mis l'accent sur cette mission de prévention en tant que partie intégrante de la protection de l'enfance.

■ ENCADRÉ 1 - L'ENQUÊTE DE LA DREES SUR LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Données sur l'offre d'accueil des enfants de moins de 3 ans

Les articles L.1614-7 et R.1614-28 à R.1614-35 du Code général des collectivités territoriales prévoient que les conseils départementaux transmettent, chaque année, aux services de l'État, les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. La DREES envoie donc tous les ans aux conseils départementaux un questionnaire destiné à collecter, pour ce qui concerne la situation au 31 décembre, des informations sur l'activité des services de PMI, et notamment sur le nombre d'établissements et de places d'accueil collectif et familial des enfants de moins de 6 ans. Pour chaque type d'établissement (crèche collective, halte-garderie, jardin d'enfants, jardin d'éveil, établissement multi-accueil et service d'accueil familial) sont ainsi recensés leur nombre et leur capacité d'accueil. Les nombres d'agrément des assistant.e.s maternel.le.s en cours de validité sont aussi intégrés à cette enquête. Ce sont ces données qui sont détaillées dans le présent document. Certaines données ont été estimées par la Drees. Les principales méthodes d'estimation consistent soit en la reprise de la donnée fournie l'année précédente soit à l'application d'un taux départemental par rapport à l'année précédente à partir des informations disponibles par ailleurs dans le questionnaire.

Données sur l'activité des services de PMI

Cette enquête permet aussi de dénombrer le personnel travaillant à temps plein et à temps partiel au sein des services de PMI. Fin 2013, ces services comptent en métropole un effectif de 2 630 médecins (2 010 en équivalent temps plein – ETP), 1 130 sages-femmes (960 en ETP), 4 630 puéricultrices (4 130 en ETP) et 1 510 infirmières (1 280 en ETP). Les puéricultrices apportent leur concours à la PMI, soit uniquement pour les consultations infantiles, la surveillance des enfants de moins de 6 ans à domicile ou

dans les écoles maternelles, soit en exerçant conjointement deux ou trois de ces fonctions. Des infirmières peuvent être recrutées par la PMI pour assurer ces mêmes tâches. Ces équipes sont complétées par d'autres professionnels en contact avec les usagers : 940 auxiliaires de puériculture (840 ETP), 490 conseillères conjugales (340 ETP), 570 psychologues (470 ETP) et 340 éducateurs de jeunes enfants (310 ETP) sont dénombrés en 2013.

L'enquête interroge enfin les conseils départementaux sur le nombre de points de consultation, les actions collectives, les actions en faveur des femmes enceintes, celles en faveur des enfants et dans le domaine de la planification et de l'éducation familiale réalisées par les services de PMI¹.

¹ Données départementales brutes accessibles sur <http://drees.social-sante.gouv.fr>, rubrique « Études et Statistiques/Open Data/Aide et action sociale/Données nationales/La protection maternelle et infantile (PMI) » ou sur www.data.drees.sante.gouv.fr, rubrique « Aide et action sociale des départements>Autres données brutes déclarées par les conseils départementaux>La protection maternelle et infantile ».

Voir également AMAR E. et BORDERIES F., 2015, « Les services de PMI : plus de 5 000 sites de consultation en 2012 », *Études et Résultats*, DREES, n°913, Avril.

■ LES MODES D'ACCUEIL COLLECTIF ET FAMILIAL

Les établissements d'accueil se caractérisent par leur diversité et la pluralité de leurs modes d'accueil : on distingue notamment l'accueil collectif et l'accueil familial.

Les établissements et les services d'accueil, outre leur fonction d'accueil, ont pour mission de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants qui leur sont confiés (*cf.* dernier décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans). La création de ces établissements est préalablement soumise à l'autorisation du président du conseil départemental pour les structures de droit privé, et à son avis pour celles créées par les collectivités publiques, notamment les communes. La prise en charge des enfants est assurée par une équipe pluridisciplinaire, composée notamment d'éducateurs de jeunes enfants et d'auxiliaires de puériculture. L'établissement peut être dirigé par un médecin, une puéricultrice ou éventuellement, pour les structures de 40 places au plus, par un éducateur de jeunes enfants.

■ Les crèches collectives (accueil régulier d'enfants de moins de 3 ans)

Les crèches collectives sont conçues et aménagées pour recevoir les enfants dans la journée, collectivement et de façon régulière :

- *Les crèches traditionnelles de quartier* accueillent des enfants dont le domicile se situe à proximité et ont une capacité d'accueil limitée à 60 places par unité. Elles sont ouvertes de 8 à 12 heures par jour, fermées la nuit, le dimanche et les jours fériés.
- *Les crèches de personnel* sont implantées sur le lieu de travail des parents et adaptent leurs horaires à ceux de l'entreprise ou de l'administration (par exemple l'hôpital). Leur capacité d'accueil est également de 60 places maximum par unité.
- *Les crèches parentales* sont gérées par les parents eux-mêmes : regroupés en association de type loi 1901, ils s'occupent à tour de rôle des enfants. La capacité d'accueil de la structure, de 20 places maximum, peut à titre exceptionnel être portée à 25 places, eu égard aux besoins des familles.

■ Les micro-crèches

En vertu du décret 2010-613 du 7 juin 2010 ces structures peuvent accueillir simultanément dix enfants au maximum. L'ouverture est subordonnée à l'avis ou l'autorisation délivrée par le président du conseil départemental après avis de la PMI. Le gestionnaire peut être public ou privé, à but lucratif ou non-lucratif. Il faut deux personnes encadrant directement les enfants à partir du 4^{ème} enfant présent et un référent technique qui peut être en partie ou totalement hors de l'équipe d'encadrement direct. Les membres de l'équipe sont diplômés dans le domaine de la petite enfance (puéricultrice, éducateur de jeunes enfants (EJE), etc.), ou ont deux ans d'expérience au minimum auprès d'enfants et titulaires d'une certification au moins de niveau V (CAP petite enfance, diplôme d'assistants familiaux), ou trois ans d'expérience en tant qu'assistant.e maternel.le agréé.e. L'équipe peut fonctionner sans directeur, sous réserve que le gestionnaire ait désigné une personne physique chargée du suivi technique de l'établissement, de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet d'accueil. Les micro-crèches, sorties du mode expérimental en 2010, sont désormais comptabilisées dans les crèches collectives.

■ Les haltes garderies (accueil occasionnel d'enfants de moins de 6 ans)

Elles permettent notamment d'offrir aux enfants de moins de 3 ans des temps de rencontre et d'activité communs avec d'autres enfants, les préparant progressivement à l'entrée à l'école maternelle. Comme pour les crèches

collectives, on distingue les haltes-garderies traditionnelles de quartier pouvant offrir au maximum 60 places par unité et les haltes-garderies à gestion parentale, limitées à 20 places (25 places par dérogation).

■ Les jardins d'éveil (accueil régulier d'enfants de 2 à 6 ans)

Les jardins d'éveil, qui sont sortis du cadre expérimental en 2011, accueillent de façon régulière par demi-journée, 2 unités de 12 enfants maximum. Leur objectif est de faciliter l'intégration des enfants dans l'enseignement du premier degré. Les enfants sont non scolarisés ou scolarisés à temps partiel.

■ Les jardins d'enfants (accueil régulier d'enfants de 2 à 6 ans)

Pour les enfants non scolarisés ou scolarisés à temps partiel, les jardins d'enfants sont conçus comme pouvant être une alternative à l'école maternelle. Le personnel qualifié (éducateurs de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture,...) propose des activités favorisant l'éveil des enfants (développement physique et psychomoteur, éveil et socialisation). Leur capacité d'accueil peut atteindre 80 places par unité.

■ Les établissements multi-accueil

Ils proposent au sein d'une même structure différents modes d'accueil d'enfants de moins de 6 ans : accueil régulier ou occasionnel, accueil à temps plein ou partiel. Ces structures peuvent être gérées de façon traditionnelle ou être à gestion parentale : leurs capacités d'accueil s'élèvent dans le premier cas au maximum à 60 places et dans le second à 20 places (25 par dérogation). Certains de ces établissements assurent aussi à la fois de l'accueil collectif et familial : dans ce cas, leur capacité globale d'accueil est limitée à 100 places.

■ Les services d'accueil familial (crèches familiales)

Les services d'accueil familial regroupent des assistant.e.s maternel.le.s agréé.e.s qui accueillent les enfants à leur domicile en journée et se rendent à intervalles réguliers dans un établissement collectif pour différentes activités. Elles sont supervisées et gérées comme les crèches collectives. Les assistant.e.s maternel.le.s sont rémunéré.e.s par la collectivité locale ou l'organisme privé qui les emploie. La capacité d'accueil des crèches familiales ne peut être supérieure à 150 places.

■ Autres modes d'accueil

Afin de faciliter l'adaptation des enfants à l'école maternelle, des expériences ont été développées, notamment dans certains quartiers défavorisés, autour de « classes passerelles » (accueil régulier d'enfants de 2 à 3 ans) dont la vocation est de créer les conditions d'une première socialisation, de favoriser une séparation progressive avec la famille et de soutenir les parents dans l'exercice de la fonction parentale.

Sur les 86 départements métropolitains ayant renseigné cette rubrique (nombre d'établissements et nombre de places), 10 d'entre eux accueillent un total de 20 classes pour 280 places.

Une gestion relevant principalement des communes

En 2013, pour le mono-accueil, 55 % des crèches collectives sont gérées par des collectivités territoriales (dont 44 % par des communes et 5 % par les départements), 26 % par des associations, 19 % par d'autres organismes (tableau 1). Concernant les haltes-garderies, 61 % sont gérées par des communes et 2 % par d'autres organismes publics, 32 % par des associations, 3 % par les caisses des allocations familiales (CAF), un peu plus de 2 % par d'autres organismes (privé à but commercial ou autre). Au final, près de 42 % des structures mono-accueil sont prises en charge par le secteur associatif ou privé.

Pour les établissements multi-accueil, 53 % relèvent des communes, 31 % des associations et 16 % d'autres organismes ou institutions. Le secteur associatif ou privé est présent dans 44 % des établissements multi-accueil.

Les micro-crèches sont gérées, en majorité, par des associations ou des entreprises à but commercial (85 % pour le mono-accueil, 81 % pour le multi-accueil).

Les communes conservent la gestion de 88 % des services d'accueil familial.

Tableau 1 – Répartition des établissements et services d'accueil de jeunes enfants selon l'organisme gestionnaire en 2013 – France métropolitaine

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON L'ORGANISME GESTIONNAIRE	PUBLIC			PRIVÉ				Ensemble (%)
	Commune CCAS EPCI	Département	Autre	Association loi 1901	C.A.F	Privé à but commercial	Autre : mutuelle, comité	
STRUCTURES MONO-ACCUEIL	51,4	3,0	3,9	28,3	1,2	10,6	1,5	100
Crèches collectives	44,5	5,2	5,5	25,5	0,2	17,1	2,1	100
traditionnelles de quartier	67,9	7,9	1,1	19,1	0,2	3,1	0,6	100
de personnel	3,9	5,5	56,4	7,2	0,0	8,3	18,8	100
à gestion parentale	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100
Micro crèches	13,8	0,0	1,0	29,1	0,2	54,9	1,0	100
Haltes-garderies	60,9	0,2	1,8	31,9	2,8	1,6	0,8	100
traditionnelles de quartier	62,9	0,2	1,9	29,6	2,9	1,7	0,8	100
à gestion parentale	11,1	0,0	0,0	88,9	0,0	0,0	0,0	100
Jardins d'éveil	35,0	0,0	0,0	50,0	0,0	10,0	5,0	100
Jardins d'enfants	60,6	0,4	1,2	32,5	2,0	3,3	0,0	100
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL	53,2	0,5	1,9	31,2	0,5	11,0	1,7	100
traditionnelles de quartier	60,0	0,6	1,3	30,3	0,5	5,8	1,6	100
de personnel	1,8	0,6	16,6	10,7	0,0	63,8	6,4	100
à gestion parentale	0,5	0,0	0,5	97,7	0,0	0,0	1,4	100
Micro crèches	18,0	0,0	0,9	39,2	0,0	40,2	1,6	100
Multi-accueil collectif/familial	83,6	0,8	1,3	9,4	1,3	3,1	0,5	100
SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL	88,4	0,2	2,6	8,0	0,2	0,3	0,5	100

CCAS : Centre communal d'action sociale.
EPCI : Établissement public de coopération intercommunale.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

Le personnel de direction des structures d'accueil

Le directeur.trice d'un établissement ou d'un service d'accueil peut être, en principe, soit un.e médecin, soit un.e puériculteur.trice justifiant de trois ans d'expérience professionnelle³. Toutefois, la réglementation permet aux éducateurs de jeunes enfants ayant trois ans d'expérience professionnelle auprès d'enfants de moins de 3 ans, de diriger des établissements d'accueil d'une capacité inférieure ou égale à 40 places, sous réserve de présence d'autres personnels dans l'effectif (un.e puériculteur.trice ou à défaut un.e infirmier.ière justifiant d'un an d'expérience).

Les micro-crèches, comme les crèches à gestion parentale, sont dispensées de l'obligation de nommer un.e directeur.trice. Le gestionnaire de l'établissement est tenu de désigner une personne physique, dénommée « référent technique », pouvant être distincte des personnes chargées de l'encadrement des enfants accueillis, pour assurer le suivi technique de l'établissement ainsi que l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du projet d'accueil. Elle a aussi pour mission d'accompagner et de coordonner l'activité des personnes chargées de l'encadrement des enfants (article R.2324-36-1 du code de la santé publique).

Par ailleurs, les établissements et services d'accueil peuvent déroger, en fonction de leurs capacités, aux conditions d'expérience professionnelle et de diplôme en faveur de certaines professions (exemples : infirmiers,

³ Articles R.2324-34 et suivants du Code de la santé publique.

assistants de service social ou éducateurs spécialisés) justifiant de leur expérience professionnelle auprès des jeunes enfants⁴. Ces dérogations sont toutefois peu fréquentes.

De par cette réglementation, plus les établissements ont un nombre de places élevé (plus de 40 places), plus la part des puériculteurs.trices dans le personnel de direction est importante. Ainsi, en 2013, les crèches en structure mono-accueil, dont 40 % ont plus de 40 places, sont dirigées à 47 % par des puériculteurs.trices (tableaux 2 et 3). À l'inverse, les haltes-garderies, qui à 99 % comptent moins de 40 places, sont pour 76 % d'entre elles dirigées par des éducateurs.trices de jeunes enfants et pour seulement 11 % par des puériculteurs.trices (et 13 % par d'autres professionnel.les, dont des médecins). La part des puériculteurs.trices dans la direction des établissements apparaît sensiblement plus importante que celle imposée par la réglementation, notamment s'agissant des crèches. En effet, 38 % (+5,5 points par rapport à 2012) des crèches sont dirigées par des éducateurs.trices de jeunes enfants, alors que 60 % d'entre elles ont une capacité d'accueil inférieure ou égale à 40 places.

Tableau 2 – La qualification du personnel de direction ou du référent technique des établissements d'accueil collectif et des services d'accueil familial en 2013 – France métropolitaine

Niveau de qualification (%)	puériculteurs.trices	Éducateurs.trices de jeunes enfants	Autre (*)	dérogation (**)	Ensemble
STRUCTURES MONO-ACCUEIL	30,2	56,3	9,2	5,0	100
Crèches collectives	46,9	38,1	9,3	5,7	100
Traditionnelles de quartier	67,0	23,5	6,2	3,4	100
De personnel	84,6	10,0	3,1	2,3	100
Parentales	4,4	85,7	7,7	2,2	100
Micro crèches	12,5	60,5	16,2	10,7	100
Haltes-garderies	11,2	76,3	8,8	3,8	100
Traditionnelles de quartier	11,5	76,2	8,5	3,8	100
Parentales	3,8	77,4	15,1	3,8	100
Jardins d'éveil	16,7	66,7	16,7	0,0	100
Jardins d'enfants	7,5	76,9	8,7	6,9	100
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL	32,4	52,4	10,8	4,4	100
Traditionnelles de quartier	33,8	52,3	10,0	4,0	100
De personnel	43,1	49,0	6,4	1,5	100
Parentales	8,5	69,0	12,0	10,5	100
Micro crèches	8,2	62,5	21,2	8,1	100
Collectives/familiales	60,9	27,9	8,3	2,9	100
SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL	68,4	17,8	9,3	4,5	100

(*) médecins : article R 2324-34 du Code de Santé Publique; personnes assurant la direction ou la responsabilité technique d'une structure avant la publication du décret du 1er août 2000 modifié par celui du 20 février 2007 en vertu des dispositions du décret du 15 janvier 1974 et de l'arrêté du 26 février 1979 ou de la note de service du 24 août 1981 (sage-femme, infirmière, auxiliaire de puériculture, travailleuse familiale)

(**) personne assurant la direction en application des dispositions de l'article R2324-46 du code de la santé publique (à l'exception des dérogations sur la durée de l'expérience professionnelle)

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

⁴ Article R. 2324-46 du Code de la santé publique.

Tableau 3 – Répartition des établissements et services d'accueil de jeunes enfants par capacité d'accueil en 2013 – France métropolitaine

Type de structure	Part d'établissements (%)				
	moins de 20 places	21 à 40 places	41 à 60 places	plus de 60 places	Ensemble
STRUCTURES MONO-ACCUEIL	58,6	16,7	12,6	12,1	100
Crèches collectives	41,6	18,3	20,3	19,8	100
Traditionnelles de quartier	15,3	26,4	29,0	29,4	100
De personnel	7,7	27,1	37,6	27,6	100
Parentales	93,8	6,2	0,0	0,0	100
Micro crèches	100,0	0,0	0,0	0,0	100
Haltes-garderies	88,1	11,2	0,6	0,1	100
Traditionnelles de quartier	87,8	11,5	0,7	0,1	100
Parentales	96,3	3,7	0,0	0,0	100
Jardins d'éveil	25,0	75,0	0,0	0,0	100
Jardins d'enfants	44,3	30,1	13,0	12,6	100
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL	44,8	35,9	13,8	5,5	100
Traditionnelles de quartier	40,9	40,1	14,6	4,5	100
De personnel	17,2	50,9	25,5	6,4	100
Parentales	80,8	18,7	0,5	0,0	100
Micro crèches	99,6	0,4	0,0	0,0	100
Collectives/familiales	8,3	30,7	24,7	36,2	100
SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL	13,4	24,3	23,6	38,7	100

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

■ L'OFFRE D'ACCUEIL EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Selon l'enquête *Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants* menée par la DREES en 2013⁵, 61 % des enfants de moins de 3 ans sont gardés principalement⁶ par un de leurs parents et 3 % par un autre membre de la famille. En dehors des parents, l'accueil chez un.e assistant.e maternel.le agréé.e constitue le mode de garde à titre principal le plus fréquent (19 %). Vient ensuite l'accueil en établissement qui concerne 13 % des jeunes enfants (9 % en crèche municipale ou départementale, 2 % en crèche parentale ou familiale, 1 % en crèche de personnel ou d'entreprise et 1 % en micro crèche ou halte-garderie). Outre ces principaux modes de garde, il existe des alternatives pour près de 5 % des enfants. Ces derniers peuvent être gardés par un.e employé.e au domicile de leurs parents ou dans le cadre d'un autre mode de garde : ami, voisin, baby-sitter ou autre personne extérieure à la famille, jardin d'enfant, accueil périscolaire et centre de loisirs ou établissement spécialisé. Ils peuvent également être scolarisés dès 2 ans.

D'après cette même enquête, l'accueil en école maternelle est ainsi le mode de garde principal de 3 % des enfants de moins de 3 ans. Selon le ministère de l'Éducation nationale, les écoles maternelles ont accueilli environ 92 000 enfants de 2 ans, en France métropolitaine, lors de la rentrée 2013⁷. Le plus souvent, ces enfants sont scolarisés à temps partiel et les familles ont alors recours à un ou plusieurs modes de garde complémentaires. Après une longue période de stabilité, de la fin des années 1970 au début des années 2000, où près d'un enfant sur trois de 2 ans fréquentait l'école maternelle, le taux de scolarisation à 2 ans a nettement baissé pour atteindre 12 % depuis 2011 (il est en revanche de quasiment 100 % pour les enfants de 3 ans).

Les résultats présentés ci-après pour l'année 2013 portent sur les places d'accueil collectif et familial offertes aux enfants de moins de 6 ans et sont issus de l'enquête annuelle de la DREES auprès des départements sur l'activité des services de PMI. Les nombres de places seront rapportés à la population des moins de 3 ans. En effet, les enfants sont très majoritairement scolarisés à trois ans (et donc avant l'obligation légale de scolarisation à 6 ans en école élémentaire), et les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), bien que dénommés « établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans » dans le CASF sont, pour la plupart, dédiés aux moins de trois ans. Seuls les jardins d'enfants et des jardins d'éveil accueillent régulièrement jusqu'à 6 ans (et sont donc retirés de certains indicateurs). De même, les assistant.e.s maternel.le.s, dans le cadre de l'accueil familial ou de l'emploi direct par des particuliers prennent aussi en charge très majoritairement des moins de 3 ans, l'accueil jusqu'à 6 ans concernant essentiellement les temps périscolaires.

À la fin 2013, les établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE) offrent 397 300 places en France métropolitaine (tableau 4). Cela représente 17,3 places pour 100 enfants de moins de 3 ans (en prenant en compte tous les types de structures).

Ces places en établissements complètent les 981 700 places mises à disposition par les assistantes maternelles employées par les particuliers (soit près de 43 places pour 100 enfants de moins de 3 ans) et les 92 000 places offertes – souvent à temps partiel – par les écoles maternelles pour les enfants de 2 ans.

La garde à domicile est une forme d'accueil à laquelle les familles ont également recours. Toutefois, la PMI n'ayant aucun rôle d'agrément ou de contrôle de ce mode de garde, la présente enquête ne la recense pas. L'enquête de la Drees « modes de garde et d'accueil des jeunes enfants » estime la part et le nombre des enfants de moins de 3 ans dont le mode de garde principal est une garde à domicile à 1 % des enfants, soit environ 22 900 enfants. Par ailleurs, la part et le nombre des enfants de moins de 3 ans confiés au moins une

⁵ Émilie LEGENDRE et Sophie VILLAUME, 2014, « Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants en 2013 », *Études et résultats*, DREES, n°896, octobre.

⁶ En considérant le mode d'accueil principal, c'est-à-dire le mode de garde dans lequel l'enfant de moins de 3 ans passe le temps le plus long du lundi au vendredi, de 8 heures à 19 heures.

⁷ Sources : MEN-MESR DEPP, Enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire, 2013.

fois au cours de la semaine de référence à une garde à domicile est d'un peu moins de 2 % des enfants, soit environ 41 600 enfants (dans les deux cas on se réfère à la période du lundi au vendredi, entre 8 heures et 19 heures).

Accueil collectif : une progression toujours portée par le multi-accueil

Le nombre d'établissements et le nombre de places d'accueil collectif continuent de progresser en 2013. On dénombre 344 800 places d'accueil collectif au 31 décembre, soit 10 900 de plus qu'en 2012 (+3,3 %) (tableau 4). Plus de 49 000 places d'accueil collectif ont été créées en quatre ans (+4 % en moyenne par an), et plus de 146 000 en 20 ans (graphique 2).

Tableau 4 – Nombre de places d'accueil collectif et familial de 2009 à 2013 – France métropolitaine

Type de places par structure	Nombre de places					Places (%)	Taux d'évolution (%)		Taux d'évolution annuel moyen (%)
	2009	2010	2011	2012	2013		2013/2012	2013/2009	
STRUCTURES MONO-ACCUEIL	128 700	128 000	120 840	115 880	114 690	28,9	-1,0	-10,9	-2,8
Crèches collectives :	88 580	89 490	84 080	81 390	81 920	20,6	0,7	-7,5	-1,9
• Traditionnelles de quartier	75 180	74 080	67 850	64 680	63 220	15,9	-2,3	-15,9	-4,2
• De personnel	10 990	11 030	10 650	10 200	10 780	2,7	5,7	-1,9	-0,5
• Parentales	2 410	2 240	2 260	2 300	2 050	0,5	-10,8	-14,8	-3,9
• Micro crèches*	-	2 130	3 330	4 210	5 870	1,5	39,4	-	-
Haltes garderies :	32 060	30 480	28 510	25 870	24 100	6,1	-6,8	-24,8	-6,9
• Traditionnelles de quartier	30 850	29 490	27 600	24 880	23 210	5,8	-6,7	-24,8	-6,9
• Parentales	1 210	990	920	990	890	0,2	-10,1	-26,5	-7,4
Jardins d'éveil	-	-	330	410	460	0,1	11,7	-	-
Jardins d'enfants	8 060	8 030	7 920	8 210	8 210	2,1	0,0	1,8	0,4
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL	167 080	178 810	199 510	218 020	230 120	57,9	5,5	37,7	8,3
• Traditionnelles de quartier	142 300	151 780	167 310	182 370	192 180	48,4	5,4	35,0	7,8
• De personnel	6 650	7 730	10 970	12 040	12 800	3,2	6,4	92,4	17,8
• Parentales	5 430	4 610	4 510	4 400	4 170	1,0	-5,3	-23,3	-6,4
• Micro crèches*	-	2 020	3 680	5 850	7 480	1,9	28,0	-	-
• Collectives/familiales	12 690	12 670	13 040	13 360	13 490	3,4	1,0	6,3	1,5
TOTAL ACCUEIL COLLECTIF	295 780	306 810	320 350	333 900	344 810	86,8	3,3	16,6	3,9
ACCUEIL FAMILIAL	60 380	59 060	57 080	53 210	52 450	13,2	-1,4	-13,1	-3,5
• places en multi-accueil collectif/familial	10 370	10 350	10 130	10 630	10 730	2,7	1,0	3,4	0,8
• places en services d'accueil familial	50 000	48 710	46 950	42 590	41 720	10,5	-2,0	-16,6	-4,4
TOTAL PLACES	356 160	365 870	377 420	387 110	397 260	100,0	2,6	11,5	2,8

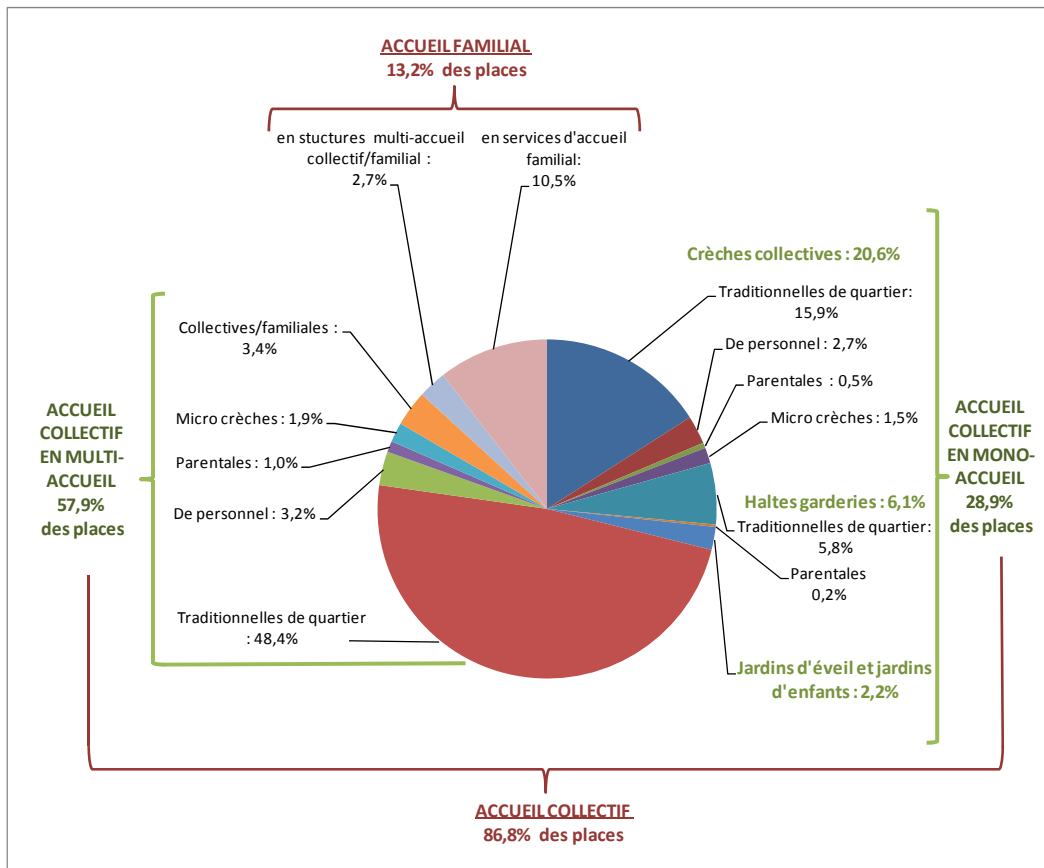
Les chiffres sont arrondis à la dizaine. Les sommes des données détaillées peuvent donc différer légèrement des totaux.

* Les micro crèches sortent du dispositif expérimental en 2010. En 2009 le nombre de places était estimé à 1800

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

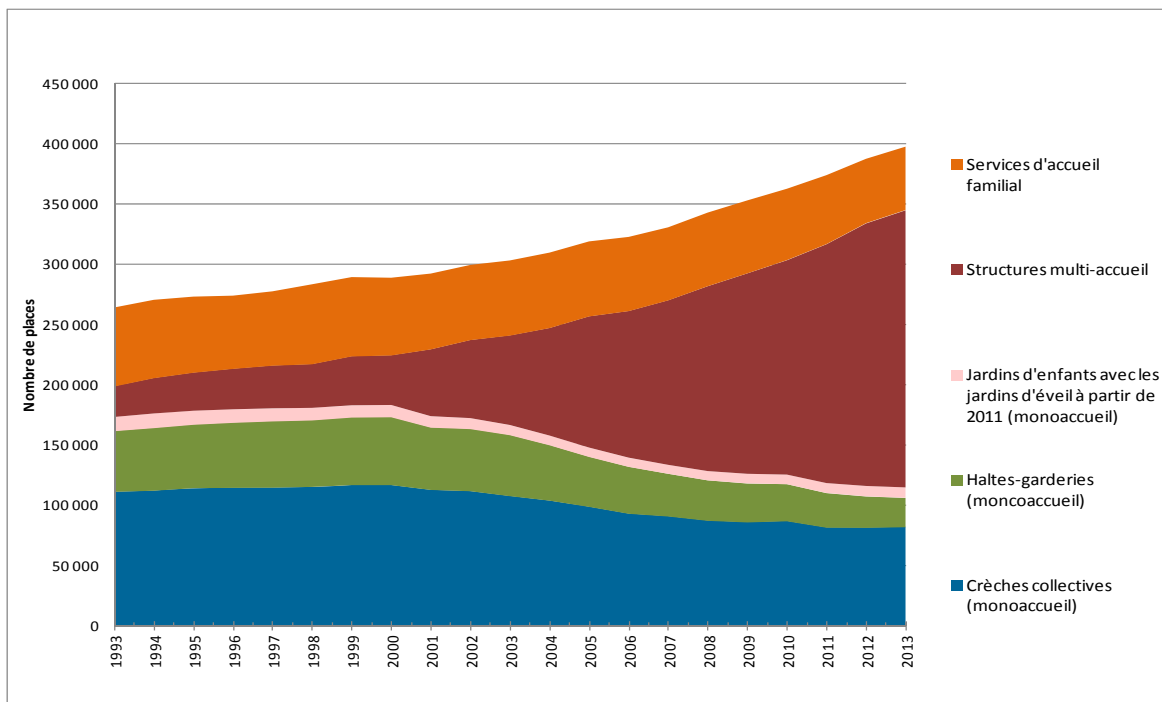
SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 2009 À 2013.

Graphique 1 – Répartition des places selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013



CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

Graphique 2 – Évolution du nombre de places d'accueil collectif et familial en 20 ans



*Nombre de place : Nombre d'enfants pouvant être accueillis simultanément dans chaque type de structure.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTES PMI 1993 À 2013.

La hausse du nombre de places s'est accompagnée d'une augmentation du nombre d'établissements d'accueil collectif ; ce dernier s'est accru de 4,4 % entre 2012 et 2013. Il a progressé de 4,9 % par an en moyenne depuis 2009, soit 2 130 établissements supplémentaires en quatre ans (+21,6 %) (tableau 5). L'essor des micro-crèches, au nombre de 1 340 en 2013, participe largement à cette évolution du nombre d'établissements.

Tableau 5 – Nombre d'établissements d'accueil collectif et services d'accueil familial de 2009 à 2013 – France métropolitaine

Type d'établissement	Nombre d'établissements					Établissements (%)	Taux d'évolution (%)		Taux d'évolution annuel moyen (%)
	2009	2010	2011	2012	2013		2013	2013/2012	
STRUCTURES MONO-ACCUEIL :	4 140	4 220	4 050	3 920	3 940	31,1	0,4	-4,8	-1,6
Crèches collectives :	1 980	2 170	2 120	2 120	2 240	17,7	6,0	13,3	1,5
Traditionnelles de quartier	1 640	1 610	1 460	1 370	1 340	10,6	-2,2	-18	-4,6
De personnel	180	180	180	170	180	1,4	6,5	-1,0	-1,6
Parentales	160	150	140	150	130	1,0	-11,0	-17,8	-2,4
Micro crèches*	-	230	340	430	590	4,7	37,2	-	-
Haltes garderies :	1 930	1 820	1 680	1 540	1 430	11,3	-7,3	-26,1	-6,4
Traditionnelles de quartier	1 850	1 750	1 630	1 480	1 380	10,9	-7,1	-26	-6,3
Parentales	80	60	60	60	50	0,4	-12,9	-31,6	-7,6
Jardins d'éveil	-	-	10	20	20	0,2	10,5	-	-
Jardins d'enfants	230	230	230	240	250	1,9	0,8	8,4	5,9
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL :	5 720	6 250	6 900	7 560	8 050	63,6	6,5	40,6	9,3
Traditionnelles de quartier	4 860	5 180	5 670	6 060	6 370	50,3	5	31,1	7,7
De personnel	170	200	290	310	330	2,6	6,8	93,6	23,8
Parentales	300	270	240	230	220	1,7	-4	-26,0	-7,8
Micro crèches*	-	220	380	600	750	6,0	26,2	-	-
Collectives/familiales	400	380	330	360	380	3,0	5,8	-4,2	1,5
TOTAL ACCUEIL COLLECTIF	9 860	10 460	10 950	11 480	11 990	94,7	4,4	21,6	4,9
SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL**	760	750	750	700	670	5,3	-3,5	-11	-2,6
TOTAL ÉTABLISSEMENTS	10 620	11 210	11 700	12 170	12 660	100	4,0	19,2	4,4

Les chiffres sont arrondis à la dizaine. Les sommes des données détaillées peuvent donc différer légèrement des totaux.

* Les micro crèches sortent du dispositif expérimental en 2010. En 2009 le nombre d'établissements était estimé à 200 (mono-accueil et multi-accueil non différenciés).

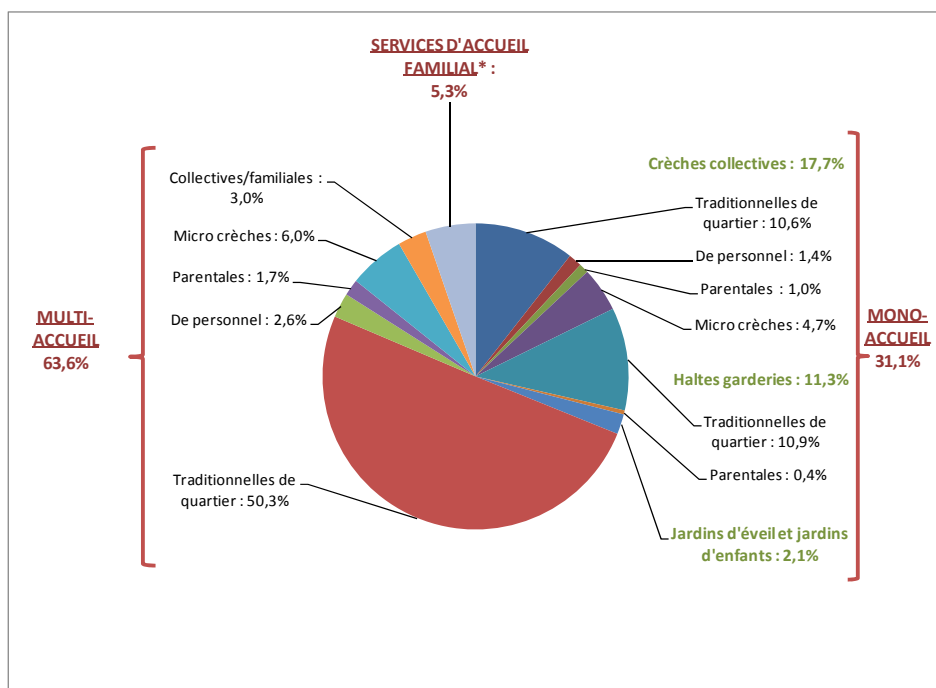
** hors structures multi-accueil proposant des places d'accueil familial.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 2009 À 2013.

L'accueil collectif peut prendre différentes formes (graphique 1) : les établissements dits multi-accueil offrent plusieurs modes de prise en charge des enfants de moins de 6 ans (accueil régulier, accueil occasionnel ou polyvalent – une même place pouvant alors, en fonction des besoins, être utilisée pour de l'accueil régulier ou occasionnel –, accueil à temps plein ou à temps partiel) contrairement aux structures mono-accueil (crèches collectives, haltes garderies et jardins d'enfants), qui n'en offrent qu'un.

L'enquête permet de distinguer les places relevant du multi-accueil de celles du mono-accueil. Sur l'ensemble des départements, 56 départements métropolitains ont fourni des données à la fois sur le nombre de places et le nombre d'enfants accueillis. Ces données permettent d'observer qu'une place en crèche a bénéficié à environ 2 enfants au cours de l'année en 2013, contre 3,1 enfants en moyenne pour une place en structure multi-accueil (hors structures à gestion parentale ou implantées sur le lieu de travail des parents).

Graphique 3 – Répartition des établissements selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013



* HORS STRUCTURES MULTI-ACCUEIL PROPOSANT DES PLACES D'ACCUEIL FAMILIAL.
 CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
 SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

Structures collectives mono-accueil : une diminution atténuée par l'essor des micro-crèches

Entre 2012 et 2013, les micro-crèches poursuivent leur développement dynamique (+37 % d'établissements) à l'inverse des crèches traditionnelles de quartier, des crèches parentales et des haltes-garderies qui sont toujours moins nombreuses (respectivement -2 %, -11 % et -7 %). L'essor des premières s'explique par la facilité de leur mise en place. Elles bénéficient de conditions particulières pour la fonction de direction et les modalités d'encadrement des enfants, et d'une relative souplesse de fonctionnement, notamment en termes d'horaires d'ouverture.

Le nombre de jardins d'enfants, avec de très légères mais régulières augmentations depuis 2009, reste faible (près de 250). Les jardins d'éveil restent marginaux (20 établissements).

Les crèches collectives offrent nettement plus de places, en général, que les haltes-garderies : 88 % des haltes-garderies ont moins de 20 places, ce qui n'est le cas que de 42 % des crèches collectives. Plus de 40 % des crèches proposent plus de 40 places. Ainsi le nombre moyen de places en crèches collectives est de 36,6 alors qu'il est de 17 en halte-garderies.

Toutefois, du fait du développement des micro-crèches qui n'accueillent que 10 enfants au maximum et représentent 26 % des crèches collectives en 2013, cet écart tend à diminuer.

Au total, les établissements mono-accueil regroupent 114 700 places, dont 71 % dans les crèches (81 900 places), 21 % dans les haltes-garderies (24 100 places) et 8 % dans les jardins d'enfants et jardins d'éveil avec 8 700 places (tableau 4 et graphique 1). Leur capacité d'accueil continue de diminuer : on compte 14 000 places de moins en quatre ans, soit une baisse de 2,8 % en moyenne annuelle depuis 2009.

La réduction du nombre d'établissements mono-accueil résulte en grande partie de leur transformation en établissements multi-accueil. Ces transformations sont favorisées par la généralisation de la prestation de service unique (PSU), versée par les caisses des allocations familiales (CAF) depuis le 1^{er} janvier 2005, qui finance l'accueil collectif sur la base du nombre d'heures de fréquentation des établissements et non plus sur celle du nombre de places. Cette PSU a pu inciter des structures relevant jusqu'alors du mono-accueil à augmenter leur taux d'occupation en proposant plusieurs types d'accueil (régulier et occasionnel).

Structures multi-accueil : une expansion dynamique

Les structures multi-accueil représentent 67 % de l'accueil collectif en 2013. Leur développement fait plus que compenser la baisse du nombre d'établissements et de places mono-accueil. En 2013, 8 000 établissements multi-accueil proposent 230 000 places. Les départements agréent ainsi 490 établissements multi-accueil supplémentaires entre 2012 et 2013, pour une offre globale supérieure de 12 000 places (+6 %).

Ces établissements sont de taille moyenne : 45 % offrent moins de 20 places. Peu offrent plus de 40 places (tableau 3), ce qui pourrait être lié à une plus grande difficulté à gérer des formes d'accueil multiples dans les grandes structures.

Les services d'accueil familial : une érosion confirmée de l'offre

Le nombre de services d'accueil familial (hors structures multi-accueil collectives et familiales), plus communément appelés crèches familiales, diminue régulièrement (-11 % depuis 2009) et est de 670 en 2013. Ces services ont une capacité d'accueil moyenne nettement supérieure à celle des autres établissements : seuls 13 % d'entre eux comptent moins de 20 places, tandis que 39 % proposent plus de 60 places. Ces places sont réparties dans les domiciles des assistant.e.s maternel.le.s rattaché.e.s au service, les temps de regroupement des enfants étant minoritaires (par petits groupes, de l'ordre d'un jour par semaine par enfant).

À la fin 2013, les services d'accueil familial et les structures multi-accueil collectives et familiales proposent 52 400 places chez des assistant.e.s maternel.le.s, soit 13 % des places destinées aux enfants de moins de 6 ans, et 5 % de l'offre totale disponible auprès d'assistant.e.s maternel.le.s (c'est-à-dire quel que soit l'employeur : institutions ou particuliers).

Au total, le nombre de places en service d'accueil familial diminue de 1 % entre 2012 et 2013 et de 13 % en quatre ans (-3 % en moyenne annuelle depuis 2009). Le nombre d'assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s dans ces services est passé de 19 500 en 2012 à 18 600 en 2013, le nombre moyen de places offertes par ces assistantes maternelles étant de 2,8 places en 2013.

Les assistant.e.s maternel.le.s : 71 % des places disponibles et une offre toujours en hausse

En dehors de l'accueil collectif et des services d'accueil familial, les enfants peuvent être gardés chez des assistant.e.s maternel.le.s directement employé.e.s par les parents. Le nombre d'assistant.e.s maternel.le.s directement rémunéré.e.s par des particuliers est estimé à 322 000 au deuxième trimestre 2013, selon les données de l'Institut de retraite complémentaire des employés de maison (IRCEM), soit près de 7 500 de plus qu'au deuxième trimestre 2012 (+2 %) (tableau 6).

On peut ainsi évaluer à 982 000⁸ le nombre de places théoriquement disponibles en 2013 auprès des assistant.e.s maternel.le.s effectivement en activité, soit une progression de 4 % par rapport à 2012 (37 500 places supplémentaires), et de 20 % depuis 2009, ce qui porte la croissance annuelle moyenne sur la période 2009-2013 à 5 %. Le nombre de places chez les assistant.e.s maternel.le.s augmente ainsi plus vite que le nombre d'assistant.e.s maternel.le.s en activité (graphique 4). Il peut s'agir d'un effet de la modification de l'article L.421-4 du code de l'action sociale et des familles (loi n° 2010-625). D'une part, celui-ci autorise désormais l'accueil

⁸ Ce résultat est obtenu en multipliant le nombre moyen de places pour lesquelles les assistant.e.s maternel.le.s sont agréé.e.s dans chaque département (source : enquête PMI de la DREES) par le nombre d'assistant.e.s maternel.le.s en exercice à une date donnée (source IRCEM). Il faudrait en toute rigueur y ajouter les places disponibles auprès des assistant.e.s maternel.le.s agréé.e.s mais qui n'exercent pas, n'ayant pas trouvé d'enfant à garder. Toutefois, tous(tes) les assistant.e.s maternel.le.s ne souhaitent ou ne peuvent pas (s'ils.elles ont eux.elles-mêmes des enfants en bas âge) toujours garder le nombre maximal d'enfants autorisé par leur agrément.

simultané de quatre enfants hors dérogation chez un.e assistant.e. maternel.le⁹, sous réserve de l'agrément délivré par le président du conseil départemental, après instruction de la demande par le service de protection maternelle et infantile. D'autre part, l'agrément initial passe de un à deux enfants au minimum (le refus de délivrer un premier agrément de deux enfants doit être spécifiquement motivé par le service de PMI).

Tableau 6 - Évolution de l'offre auprès des assistant.e.s maternel.le.s de 2009 à 2013.

	2009	2010	2011	2012	2013	Taux d'évolution (%)		Taux d'évolution
						2013/2012	2013/2009	2009/2013
Assistan.te.s maternel.le.s agréé.e.s	424 290	438 230	446 370	456 180	452 300	-0,9	6,6	1,6
Capacité liée aux agréments des assistant.e.s maternel.le.s	1 188 790	1 245 580	1 313 400	1 365 980	1 375 450	0,7	15,7	3,7
Assistant.e.s maternel.le.s en activité et directement employé.e.s par les parents	290 570	300 010	308 300	314 230	321 590	2,3	10,7	2,6
Estimation du nombre de places offertes par les assistant.e.s maternel.le.s en activité et directement employé.e.s par les parents	817 060	855 400	910 270	944 280	981 680	4,0	20,1	4,7

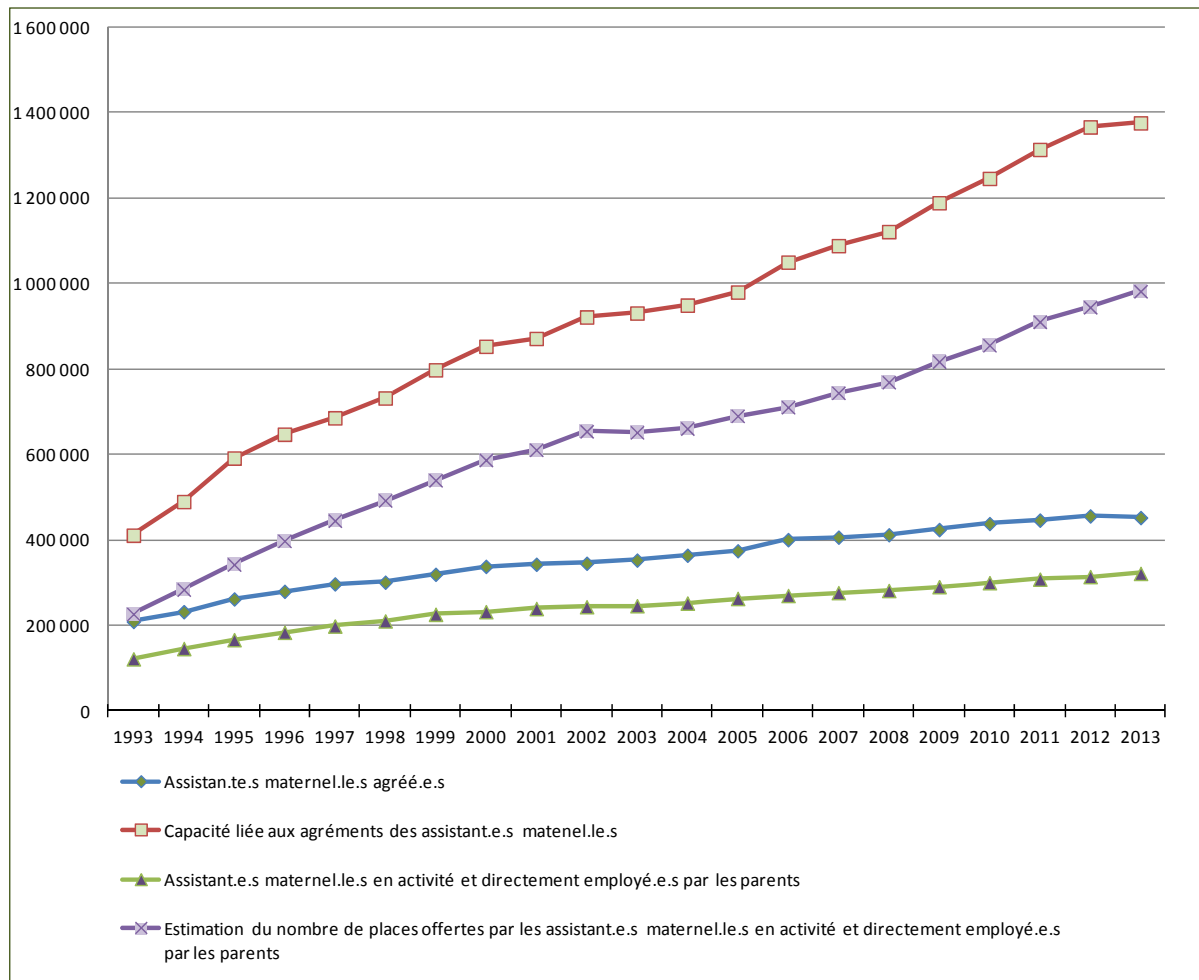
Les chiffres sont arrondis à la dizaine. Les sommes des données détaillées peuvent donc différer légèrement des totaux.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 2009 À 2013 ; IRCEM

⁹ Sur les 314 700 agréments en vigueur fin 2013 dans les 69 départements métropolitains ayant renseigné ce champ de l'enquête, 101 600 autorisent l'accueil de quatre enfants simultanément (hors dérogation).

Graphique 4 – Évolution de l'offre auprès des assistant.e.s maternel.le.s en 20 ans



CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 1993 À 2013; IRCEM.

De plus, les maisons d'assistant.e.s maternel.le.s (MAM) ont été autorisées. Elles permettent désormais à quatre assistant.e.s maternel.le.s au plus d'accueillir un maximum de quatre enfants chacune et d'exercer leur profession en dehors de leur domicile au sein d'un même local par dérogation à l'article L.421-1 du Code de l'action sociale et des familles. Chaque assistant.e maternel.le doit respecter le nombre d'enfants prévu dans son agrément. Cette pratique, initiée en 2009, continue son développement avec 890 maisons en 2013, le taux d'évolution annuel moyen depuis 2009 est de 108 % (160 MAM en 2010, 330 en 2011, 550 en 2012) [carte 5]. En France métropolitaine, 86 départements ont permis la réalisation de ces structures. Parmi ces derniers, 60 % possèdent entre une et dix MAM. Elles offrent 9 100 places en 2013, soit une progression de 53 % par rapport à l'année précédente. Les départements des Pays-de-la-Loire concentrent 25 % des MAM et des places en MAM, région où le recours au mode de garde chez des assistant.e.s maternel.le.s est par ailleurs particulièrement élevé.

■ LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'OFFRE D'ACCUEIL EN FRANCE MÉTROPOLITAINE

Accueil collectif et familial : la région parisienne et le sud-est sont les mieux pourvus

Le taux d'accueil est défini comme le nombre de places rapporté au nombre d'enfants de moins de 3 ans. Il est exprimé en pourcentage.

Globalement, si l'on considère à la fois l'accueil collectif et l'accueil familial, le taux d'accueil en France métropolitaine, hors jardins d'enfants¹⁰, est de 17 places pour 100 enfants de moins de 3 ans. Sur l'ensemble du territoire métropolitain, 59 % des départements ont une capacité globale d'accueil en structures collectives et services familiaux comprise entre 10 et 19 places pour 100 enfants de moins de 3 ans, et 19 % disposent d'une capacité supérieure à 19 places. Le reste des départements (22 %) a une offre comprise entre 5 et 10 places pour 100 enfants de moins de 3 ans (carte 1). C'est principalement en Île-de-France ainsi que dans le sud de la France – et particulièrement dans le sud-est – que l'offre globale d'accueil collectif et familial est la plus importante.

En France métropolitaine, le taux d'accueil collectif, hors jardins d'enfants, est de 14,7 places pour 100 enfants de moins de 3 ans, contre 14 en 2012. Les disparités restent importantes : selon les départements, ce taux varie de 4 à 45 places pour 100 enfants de cette tranche d'âge (carte 2).

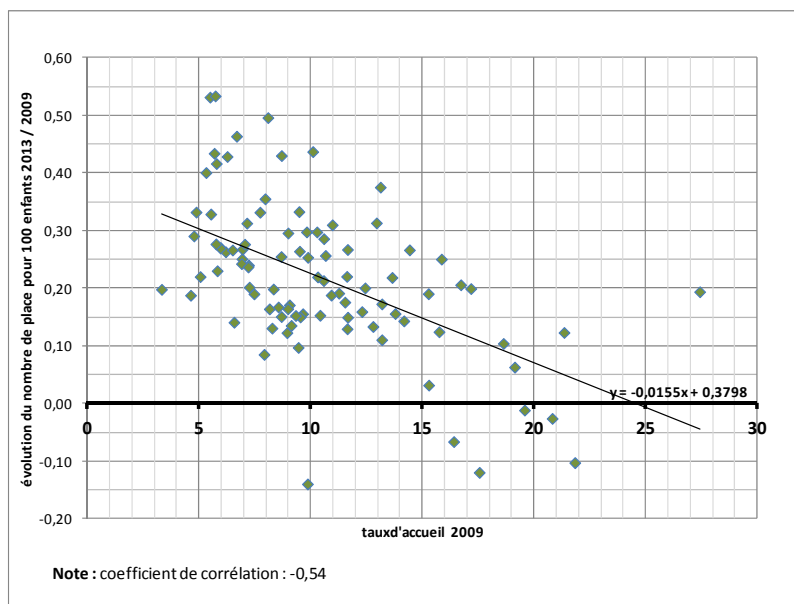
Entre 2012 et 2013, le nombre de places disponibles pour 100 enfants de moins de 3 ans a augmenté dans 88 départements métropolitains : la hausse est supérieure à la moyenne (4,5 %) dans 44 départements et, pour six d'entre eux, elle dépasse 13 %. Les départements où les taux d'accueil étaient faibles en 2009 ont connu, en général, une plus grande progression de celui-ci entre 2009 et 2013 (graphique 5).

Paris, les départements franciliens de la petite couronne ainsi que les départements situés dans les régions du sud de la France sont ceux où le taux d'accueil collectif est le plus élevé. Ce sont les départements les plus urbains qui sont les mieux dotés en accueil collectif. En effet, le nombre de places offertes en structures collectives est positivement lié au taux d'urbanisation du département, défini comme la proportion de personnes habitant en milieu urbain (villes de 2 000 habitants ou plus) rapportée à la population totale.

Le taux d'accueil familial est de 2,3 places pour 100 enfants de moins de 3 ans. Il varie de 0 à 7,5 (carte 3) et il est supérieur à 5 places pour 100 enfants dans 5 départements. Entre 2012 et 2013, 53 départements enregistrent une baisse du taux d'accueil dans ce type de structures.

¹⁰ Les jardins d'enfants, qui accueillent essentiellement des enfants de 3 à 6 ans, sont ici exclus du calcul du taux d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans. En revanche, la totalité des places des haltes-garderies sont incluses : selon l'enquête Modes de garde 2013, 39 % des heures dans les haltes-garderies concernent la garde des 3 à 5 ans contre 61 % pour les moins de 3 ans.

Graphique 5 – Évolution du nombre de places en accueil collectif entre 2009 et 2013 selon le taux d'accueil du département



CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE. HORS PARIS, (POINTS ATYPIQUES).
SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 2009 À 2013.

Les assistant.e.s maternel.le.s : sept places d'accueil disponibles sur dix sont proposées aux domiciles des assistantes maternelles

L'offre théorique d'accueil chez des assistant.e.s maternel.le.s est en moyenne en 2013 de 43 places pour 100 enfants de moins de 3 ans contre 41 en 2012. Ce taux est le plus élevé autour d'un axe rejoignant la Loire-Atlantique au Territoire de Belfort, mais n'incluant pas l'Île-de-France (carte 4). Il est cependant un peu surestimé car une partie des places sont occupées par des enfants de 3 ans ou plus à des plages de temps périscolaires. D'après les données de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la part¹¹ des places occupées par des enfants de moins de 3 ans est estimée à environ huit sur dix. Ce taux reste toutefois un indicateur pertinent pour analyser les disparités géographiques de l'offre de garde chez les assistant.e.s maternel.le.s.

Les départements où les types d'accueil collectif et familial sont les plus développés ont souvent les possibilités d'accueil chez les assistant.e.s maternel.le.s salarié.e.s des particuliers les plus faibles¹². Aucun département ne figure simultanément parmi les mieux dotés dans ces trois modes de garde ; à l'inverse, aucun ne cumule de faibles taux d'accueil dans les différents modes de garde. Ainsi, la région parisienne et le sud de la France sont bien dotés en accueil collectif et familial mais présentent plutôt un déficit d'assistant.e.s maternel.le.s. Paris est ainsi le département ayant le taux d'accueil chez les assistant.e.s maternel.le.s le plus faible, légèrement supérieur à 7,4 alors que le taux d'accueil collectif et familial y est le plus haut avec 48,3 places pour 100 enfants de moins de 3 ans. Certains départements sont faiblement pourvus en places d'accueil collectif et familial mais parmi les mieux dotés en places auprès des assistant.e.s maternel.le.s. Ainsi les départements suivants ont un nombre de places chez les assistant.e.s maternel.le.s supérieur à 66 pour 100 enfants de moins de 3 ans et un taux d'accueil collectif et familial inférieur à 10 : Cantal, Cher, Jura, Manche, Haute-Marne, Mayenne, Deux-Sèvres, Sarthe, Vendée, Vosges.

¹¹ Approchée par la part des cotisations sociales prises en charge par la CAF pour les enfants de moins de 3 ans dans le total des cotisations sociales.

¹² Le coefficient de corrélation entre le nombre de places d'accueil collectif et en crèches familiales et celui chez les assistant.e.s maternel.le.s pour 100 enfants de moins de trois ans s'établit à -0,72.

La scolarisation : 12 % des enfants de 2 ans présents en maternelle

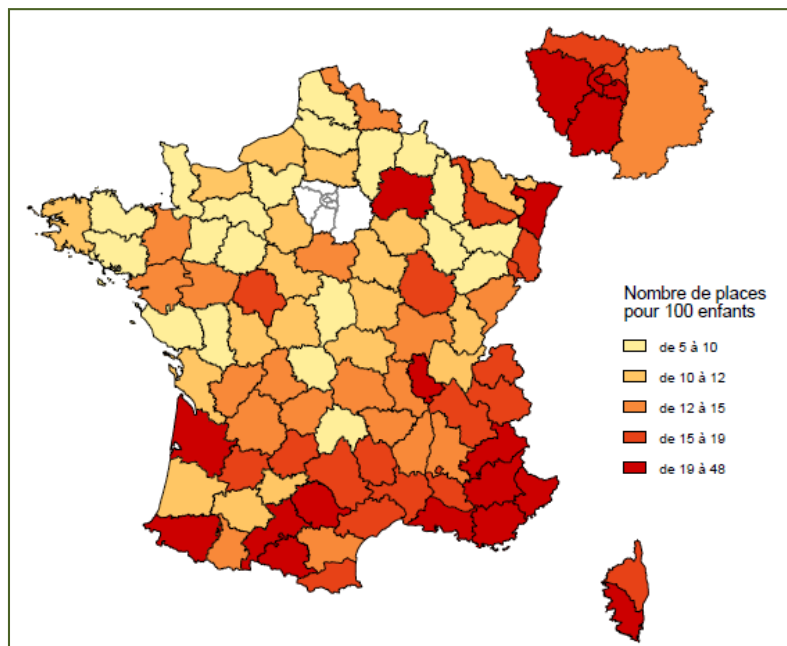
Même s'il s'agit d'un accueil d'une autre nature, il convient de prendre en compte également les places occupées par les enfants de 2 ans dans les écoles maternelles. Selon le ministère de l'Éducation nationale, les écoles maternelles ont accueilli, en France métropolitaine, environ 92 000 enfants de 2 ans lors de la rentrée 2013¹³, soit près d'un enfant de 2 ans sur huit.

La scolarisation à 2 ans est pratiquée de façon très contrastée sur le territoire. Le nombre de places occupées dans les établissements scolaires pour 100 enfants de 2 ans varie de 2 à 51 selon les départements (carte 6). Les départements les plus au Nord, les départements bretons et leurs voisins ainsi que les départements des contreforts du Massif central ont un fort taux de scolarisation des enfants de 2 ans, à l'inverse de ceux de l'Île-de-France, d'Alsace et de l'Est de la région Rhône-Alpes par exemple. Ce taux de scolarisation est par ailleurs plus élevé dans les zones d'éducation prioritaire (Eclair ou RRS) : dans ces zones, un enfant de 2 ans sur cinq est scolarisé¹⁴.

Quelques départements disposent de plus de places d'accueil en école maternelle pour les enfants de moins de 3 ans qu'en établissement collectif et familial. Ceci est le cas pour cinq départements : les Côtes d'Armor, le Finistère, la Haute-Loire, le Morbihan et le Pas-de-Calais.

Enfin, certains départements, tels que l'Aveyron et la Lozère cumulent un taux de places d'accueil scolaire et un taux en établissement collectif et familial élevés. À l'inverse, d'autres départements, l'Eure par exemple, sont dotés de faibles taux pour ces deux types d'accueil.

Carte 1 – Taux d'accueil* collectif et familial au 31 décembre 2013



* pour 100 enfants de moins de 3 ans.

Note : Le taux moyen est de 17 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

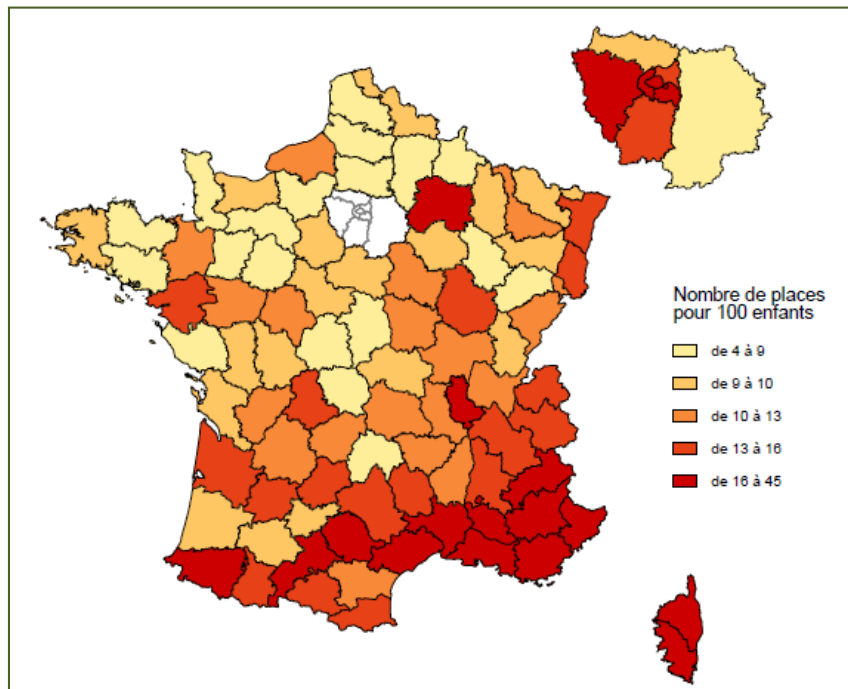
CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013 ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

¹³ Sources : MEN-MESR DEPP – Enquête dans les écoles publiques et privées de l'enseignement préélémentaire et élémentaire – 2013.

¹⁴ Voir ; Abdouni S., 2014, « Près d'un enfant sur huit est scolarisé à deux ans », Note d'information, DEPP, n° 20, juin.

Carte 2 – Taux d'accueil* collectif au 31 décembre 2013



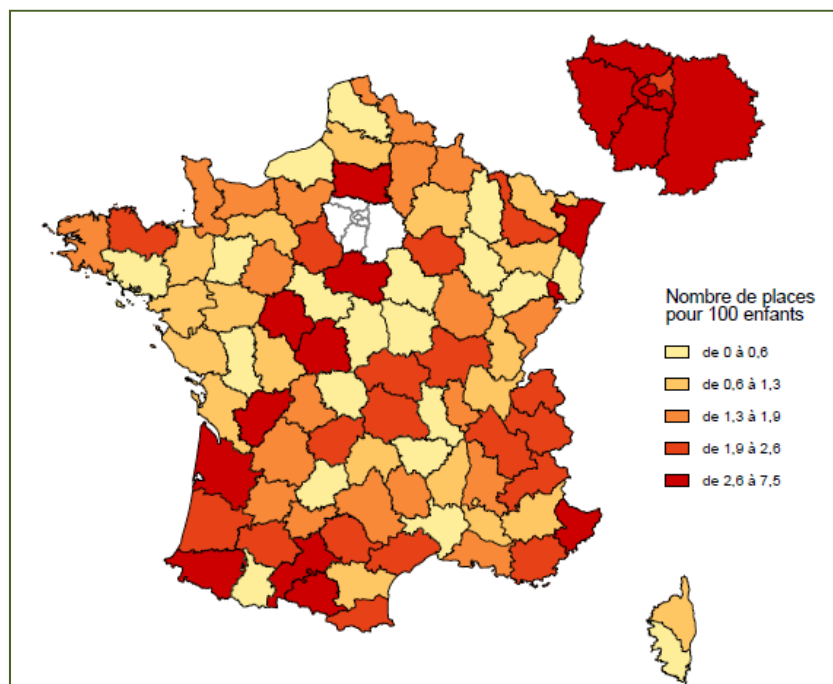
* pour 100 enfants de moins de 3 ans.

Note : Le taux moyen est de 14,7 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013 ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

Carte 3 – Taux d'accueil* familial au 31 décembre 2013



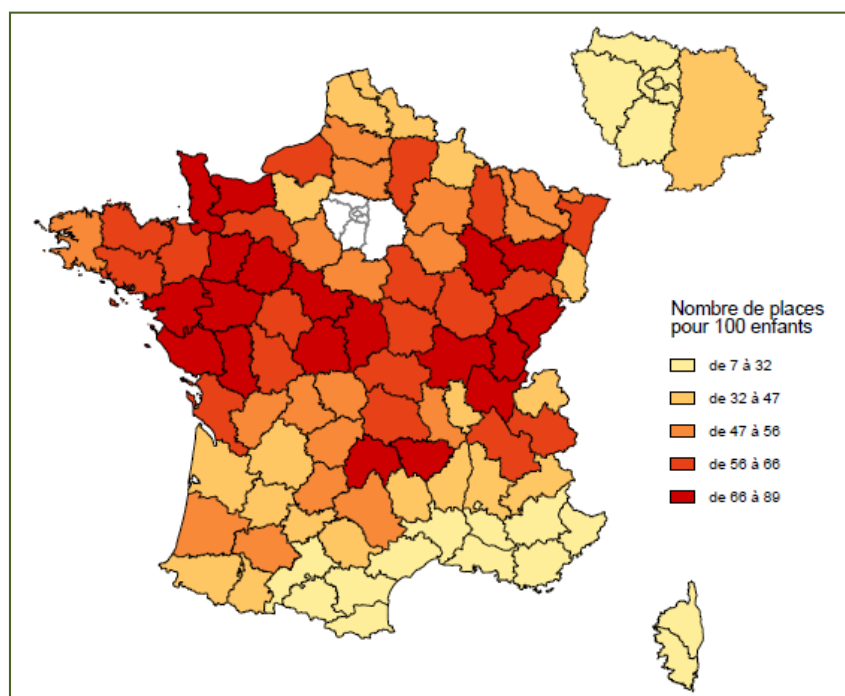
* pour 100 enfants de moins de 3 ans.

Note : Le taux moyen est de 2,3 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCE : DREES ENQUÊTE PMI 2013 ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

Carte 4 – Taux d'accueil* auprès d'assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s directement par des particuliers au 31 décembre 2013



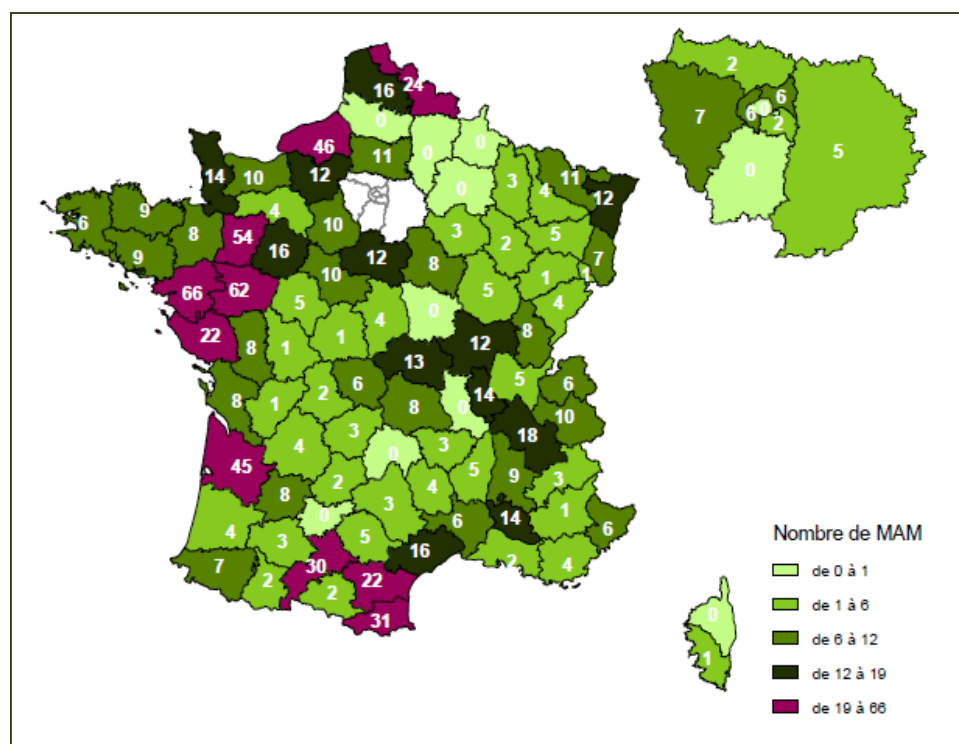
* pour 100 enfants de moins de 3 ans.

Note : Le taux moyen est de 42,8 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013 ; IRCEM ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

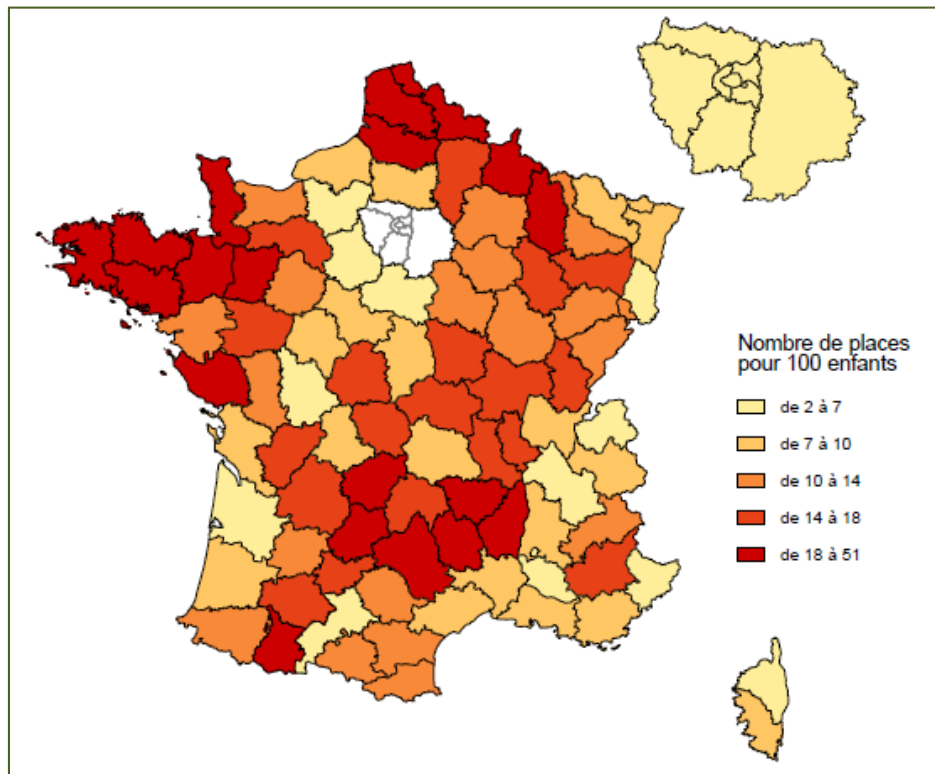
Carte 5 – Nombre de Maisons d'assistant.e.s maternel.le.s (MAM) au 31 décembre 2013



CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

Carte 6 – Taux de scolarisation* des enfants de 2 ans au 31 décembre 2013



*Pour 100 enfants de 2 ans.

Note : Le taux moyen national est de 14,3 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCES : MEN-MESR DEPP – 2013 ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

ENCADRÉ 2 - LE "TAUX GLOBAL D'ACCUEIL" ET LA "CAPACITÉ THÉORIQUE D'ACCUEIL DES ENFANTS DE MOINS DE TROIS ANS" : DEUX INDICATEURS LÉGÈREMENT DIFFÉRENTS

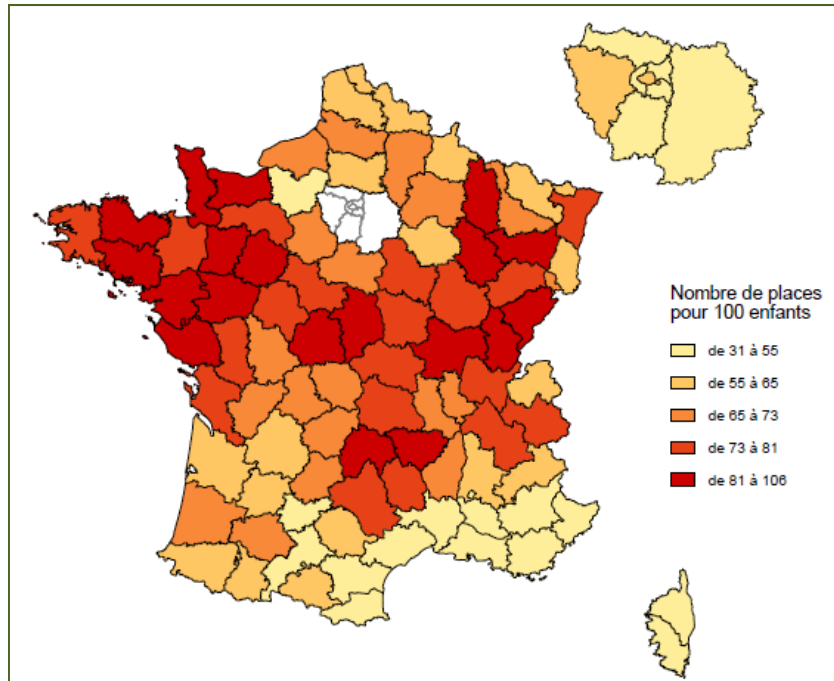
Dans ce document de travail, les diverses modalités d'accueil (crèches collectives, haltes garderies, structures mono-accueil et multi-accueil, services d'accueil familial, assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s par des particuliers) et les pratiques de scolarisation des enfants de moins de 3 ans sont résumées en un "taux global", qui rapporte le nombre total de places dans ces divers modes d'accueil au nombre d'enfants de moins de trois ans (donc hors jardins d'enfants). Dans ce ratio, le champ n'est pas rigoureusement le même au numérateur et au dénominateur, car certaines places sont occupées, en pratique, par des enfants de trois ans ou plus.

L'observatoire national de la petite enfance, auquel participe la DREES, calcule par ailleurs dans son rapport annuel une "capacité d'accueil théorique" des enfants de moins de trois ans par les modes d'accueil formels (voir ONPE, 2014, pages 24 à 27). Cet indicateur est proche du taux d'accueil global, mais s'en distingue par divers aspects, et notamment par le fait qu'il se concentre sur les seuls enfants de moins de trois ans. Ainsi, pour calculer la capacité théorique d'accueil, le nombre de places occupées par des enfants de trois ans et plus est estimé et retranché du nombre total de places disponibles, au numérateur du ratio. La capacité théorique d'accueil inclut par ailleurs, en outre, les gardes à domicile, alors que ces dernières ne sont pas comptabilisées dans le taux global d'accueil présenté dans ce document de travail. À ces deux facteurs d'écart principaux s'ajoutent quelques autres, plus techniques, et qui concernent notamment l'estimation du nombre de place d'accueil collectif et de la population des enfants de moins de trois ans.

Au 31 décembre 2014, la capacité d'accueil théorique pour 100 enfants de moins de trois ans était de 55,1, contre 63,8 pour le taux global d'accueil.

Au regard des différents modes de garde (crèches collectives, haltes garderies, structures mono-accueil et multi-accueil, services d'accueil familial, assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s par des particuliers) et pratiques en matière de scolarisation des enfants de moins de 3 ans¹⁵, le nombre total de places d'accueil divers est de 64 pour 100 enfants de moins de 3 ans en France métropolitaine. Ce nombre varie entre 31 et 106 places¹⁶ avec des disparités géographiquement marquées (carte 7 et carte 8). Ainsi, c'est globalement autour de l'axe allant de la Loire-Atlantique au Territoire de Belfort que se situent les départements les mieux dotés en places d'accueil, tous types confondus. À l'inverse, l'arc méditerranéen, Paris, et dans une moindre mesure la région parisienne, ont les plus faibles taux globaux d'accueil pour ces enfants.

Carte 7 – Taux global d'accueil* au 31 décembre 2013



*Places pour 100 enfants de moins de 3 ans en accueil collectif et familial, auprès des assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s par des particuliers et en écoles maternelles.

Note : Le taux moyen national est de 63,8 places pour 100 enfants de moins de 3 ans.

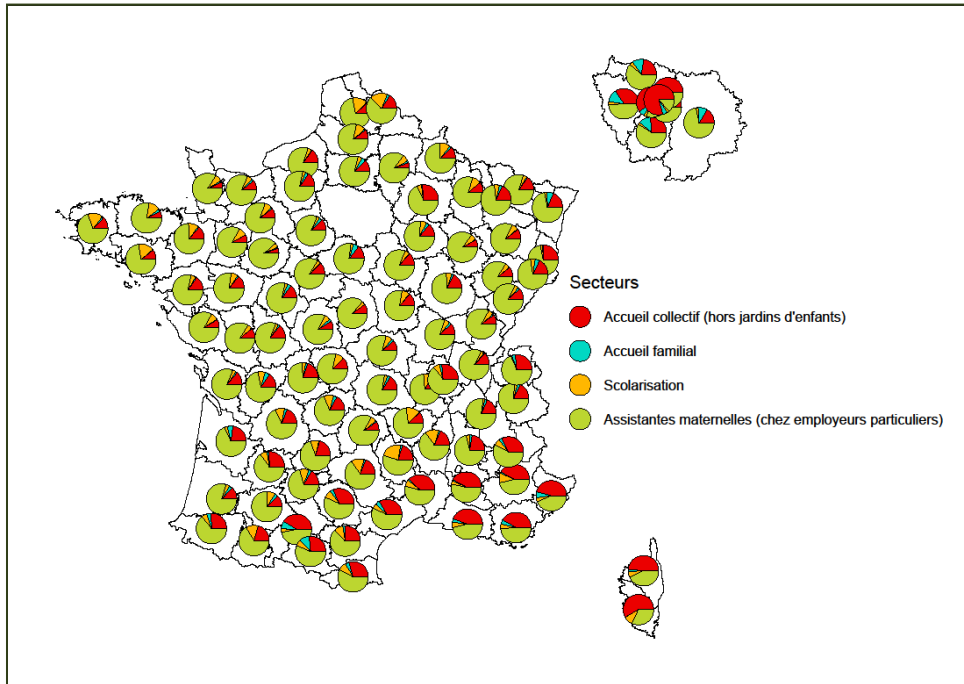
CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.

SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013 ; IRCEM ; MEN-MESR DEPP – 2013 ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

¹⁵ Mais sans tenir compte des gardes à domicile, qui ne sont pas recensées par l'enquête PMI de la DREES.

¹⁶ Le ratio peut être supérieur à 100 pour diverses raisons : les places peuvent être totalement ou en partie utilisées par des enfants de plus de 3 ans (dans le cas d'un accueil par les assistantes maternelles) ; par ailleurs, les enfants peuvent cumuler plusieurs types d'accueil – ces doubles comptes n'étant pas corrigés dans les chiffres présentés ici (par exemple, un enfant de moins de 3 ans peut à la fois être scolarisé à temps partiel et bénéficier d'un autre mode de garde dans une même journée) ; enfin, certaines places pourraient ne pas être occupées.

Carte 8 – Répartition des places par mode d'accueil (accueil collectif, accueil familial, assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s par un particulier et scolarisation)



CHAMP : FRANCE MÉTROPOLITAINE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013 ; IRCEM ; MEN-MESR DEPP - 2013 ; CNAF ; INSEE, ESTIMATIONS DE POPULATION AU 1^{ER} JANVIER 2014 (PROVISOIRES).

■ L'OFFRE D'ACCUEIL DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (DOM)

Les établissements mono-accueil largement majoritaires

Les DOM¹⁷ – hors Mayotte – comptent 411 établissements d'accueil collectif des enfants de moins de 6 ans en 2013 contre 383 en 2012 (tableau 7). Comme en métropole, l'arrivée des micro-crèches participe à cette évolution (+ 24 % en un an et plus de 3 fois plus qu'en 2010).

Les crèches, contrairement à la métropole où elles ne représentent plus que 18 % des établissements d'accueil (graphique 3), restent le principal mode d'accueil collectif avec 282 établissements (soit 68 % de l'ensemble des structures). Elles sont suivies des jardins d'enfants (58 établissements), des structures multi-accueil qui en un an voient leur nombre progresser de 28 % avec 60 établissements et des haltes garderies (10 établissements) – graphique 5.

Tableau 7 – Nombre d'établissements d'accueil collectif et services d'accueil familial de 2009 à 2013

Type d'établissement	Nombre d'établissements					Établissements (%)	Taux d'évolution		Taux d'évolution annuel moyen
	2009	2010	2011	2012	2013		2013	2012/2013	
STRUCTURES MONO-ACCUEIL :	221	252	300	336	351	84,6	4,5	58,8	12,3
Crèches collectives :									
Traditionnelles de quartier	159	196	236	271	282	68,0	4,1	77,4	15,4
De personnel	1	0	0	1	1	0,2	-	0	0
Parentales	1	1	1	2	2	0,5	0	100	18,9
Micro crèches*	-	44	84	118	146	35,2	23,7	-	-
Haltes garderies :									
Traditionnelles de quartier	8	8	11	8	10	2,4	25,0	25,0	5,7
Parentales	0	0	0	0	0	0,0	-	-	-
Jardins d'éveil	-	0	0	1	1	0,2	-	-	-
Jardins d'enfants	54	48	53	56	58	14,0	3,6	7,4	1,8
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL :	40	47	51	47	60	14,4	27,7	50,0	10,7
Traditionnelles de quartier	36	46	49	46	59	14,2	28,3	63,9	13,1
De personnel**	0	0	0	0	0	0,0	-	-	-
Parentales	0	0	1	0	0	0,0	-	-	-
Micro crèches*	-	0	0	0	0	0,0	-	-	-
Collectives/familiales	4	1	1	1	1	0,2	0,0	-75,0	-29,3
TOTAL ACCUEIL COLLECTIF	261	299	351	383	411	99,0	7,3	57,5	12,0
SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL** :	3	4	4	4	4	1,0	0	33,3	7,5
TOTAL ÉTABLISSEMENTS	264	303	355	387	415	100,0	7	57,2	12,0

* Les micro crèches sortent du dispositif expérimental en 2010. En 2009 le nombre d'établissement était estimé à 21 (mono-accueil et multi-accueil non différenciés).

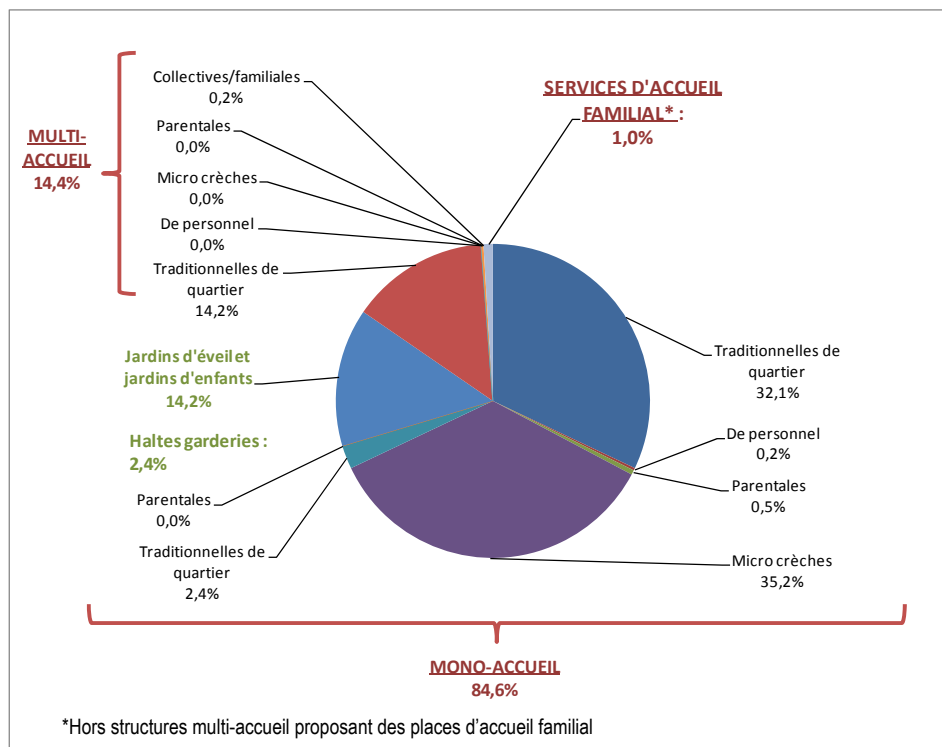
** hors structures multi-accueil proposant des places d'accueil familial.

CHAMP : DOM HORS MAYOTTE.

SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 2009 À 2013.

¹⁷ Le terme « DOM » renvoie aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution.

Graphique 6 – Répartition des établissements selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013



CHAMP : DOM HORS MAYOTTE.
SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

Deux tiers des places sont proposées en crèches collectives

Tout comme le nombre d'établissements, le nombre total de places d'accueil collectif est en augmentation : +2 % entre 2012 et 2013, avec une progression de +17 % en quatre ans (tableau 8).

Pour l'accueil collectif (98 % de l'offre disponible) [graphique 6], les places en crèches collectives sont prédominantes : près de 59 % de l'ensemble des places d'accueil collectif contrairement à la métropole où elles n'en représentent que 21 %. Les jardins d'enfants occupent une part relativement importante en termes de places, 17 %, contre 2 % en métropole.

En comparaison de la situation métropolitaine, le multi-accueil est encore faiblement représenté dans les DOM au sein des modes d'accueil collectif : 21 % des places (2 600 places) contre 58 % en métropole. Il est toutefois en hausse de 28 % en nombre d'établissements, et de 23 % en nombre de places disponibles.

L'accueil familial reste très marginal : moins de 200 places fin 2013, soit moins de 2 % de l'offre totale (accueil collectif et familial).

Tableau 8 – Nombre de places d'accueil collectif et familial de 2009 à 2013

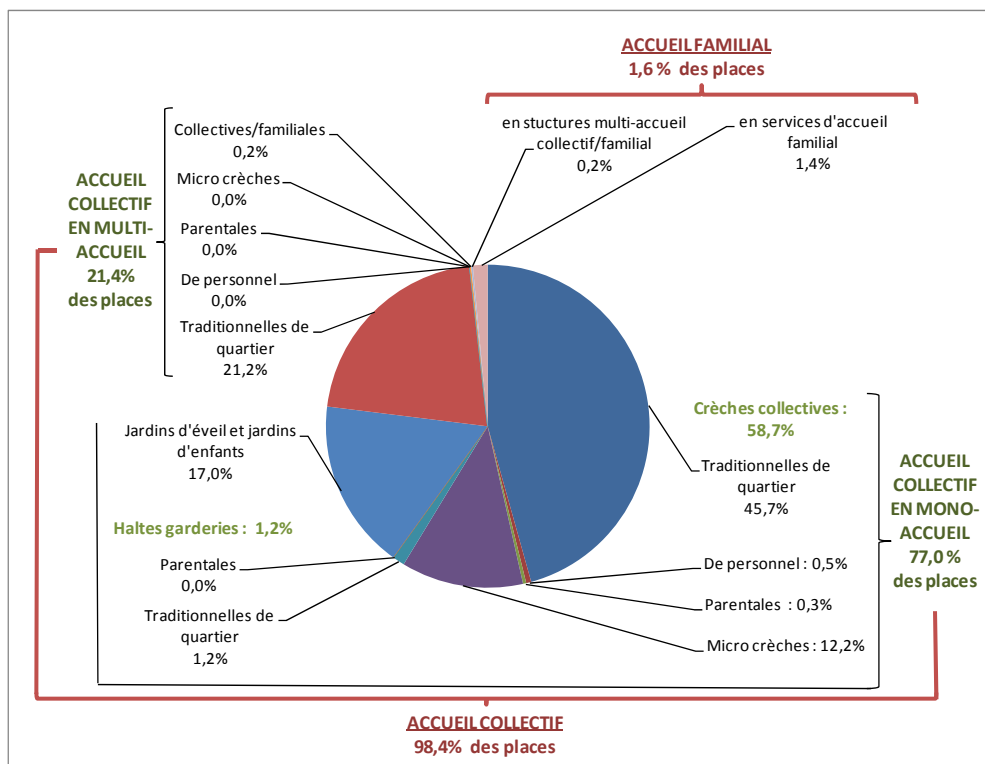
Type de places par structure	Nombre de places					Places (%)	Taux d'évolution (%)		Taux d'évolution annuel moyen (%)
	2009	2010	2011	2012	2013		2012/2013	2009/2013	
STRUCTURES MONO-ACCUEIL :	8 383	8 423	8 965	9 497	9 249	77,0	-2,6	10,3	2,5
Crèches collectives :	6 403	6 550	6 928	7 410	7 055	58,7	-4,8	10,2	2,5
Traditionnelles de quartier	6 318	6 091	6 067	6 138	5 489	45,7	-10,6	-13,1	-3,5
De personnel	60	0	0	60	60	0,5	0,0	0,0	0,0
Parentales	25	25	25	40	40	0,3	0,0	60,0	12,5
Micro crèches*	-	434	836	1 172	1 466	12,2	25,1	-	-
Haltes garderies :	143	145	204	124	148	1,2	19,4	3,5	0,9
Traditionnelles de quartier	143	145	204	124	148	1,2	19,4	3,5	0,9
Parentales	0	0	0	0	0	0,0	-	-	-
Jardins d'éveil	0	0	0	23	23	0,2	0,0	-	-
Jardins d'enfants	1 837	1 728	1 833	1 940	2 023	16,8	4,3	10,1	2,4
STRUCTURES MULTI-ACCUEIL :	1 709	1 978	2 134	2 098	2 573	21,4	22,6	50,6	10,8
Traditionnelles de quartier	1 664	1 958	2 099	2 078	2 553	21,2	22,9	53,4	11,3
De personnel	0	0	0	0	0	0,0	-	-	-
Parentales	0	0	15	0	0	0,0	-	-	-
Micro crèches*	-	0	0	0	0	0,0	-	-	-
Collectives/familiales	45	20	20	20	20	0,2	0,0	-55,6	-18,4
TOTAL ACCUEIL COLLECTIF	10 092	10 401	11 099	11 595	11 822	98,4	2,0	17,1	4,0
ACCUEIL FAMILIAL :	205	210	219	201	197	1,6	-1,9	-3,9	-1,0
• places en multi-accueil collectif/familial	80	20	20	20	20	0,2	0,0	-75,0	-29,3
• places en services d'accueil familial	125	190	199	181	177	1,4	-2,1	41,6	9,1
TOTAL PLACES	10 297	10 611	11 318	11 796	12 019	100,0	1,9	16,7	3,9

* Les micro crèches sortent du dispositif expérimental en 2010. En 2009 le nombre de places était estimé à 190 (mono-accueil et multi-accueil non différenciés).

CHAMP : DOM HORS MAYOTTE.

SOURCES : DREES, ENQUÊTES PMI 2009 À 2013.

Graphique 7 – Répartition des places selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013 – DOM



CHAMP : DOM HORS MAYOTTE.

SOURCE : DREES, ENQUÊTE PMI 2013.

Les assistant.e.s maternel.le.s dans les DOM : une offre en augmentation mais bien moins importante qu'en accueil collectif et familial

Le nombre d'assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s par des particuliers est estimé à 1 853 au deuxième trimestre 2013, selon les données de l'Institut de retraite complémentaire des employés de maison (IRCEM), un chiffre stable sur un an.

Entre 2009 et 2013, le nombre de ces assistant.e.s maternel.le.s agréé.e.s a augmenté de 29 % avec une croissance annuelle moyenne de 5 %. Cependant, l'offre de places, contrairement à la métropole, reste largement inférieure à l'offre en accueil collectif et familial.

On peut ainsi évaluer à 5 650¹⁸ le nombre de places théoriquement disponibles en 2013 auprès des assistant.e.s maternel.le.s effectivement en activité, soit une progression de 5 % par rapport à 2012 (250 places supplémentaires).

Les maisons d'assistant.e.s maternel.le.s (MAM) s'implantent peu à peu avec 22 structures existantes pour 345 places (respectivement 16 structures pour 126 places en 2012 ; 7 structures pour 60 places en 2011 ; 2 structures et 22 places en 2010).

Au total, l'offre d'accueil moyenne pour 100 enfants de moins de 3 ans, dans les DOM, est de 25 places en 2013 (contre 22,7 en 2012). Elle est ainsi répartie :

- Chez des assistant.e.s maternel.le.s : 7,2 places (contre 6,7 en 2012).
- En accueil collectif (hors jardins d'enfants) : 12,4 places (contre 12 en 2012).
- En accueil familial : 0,3 places (comme en 2012).
- Scolarisation : 4,9 enfants (contre 3,8 en 2012).

¹⁸ Ce résultat est obtenu en multipliant le nombre moyen de places pour lesquelles les assistantes maternelles sont agréées dans chaque département (source : enquête PMI de la DREES) par le nombre d'assistantes maternelles en exercice à une date donnée (source IRCEM). Il faudrait en toute rigueur y ajouter les places disponibles auprès des assistantes maternelles agréées mais qui n'exercent pas, n'ayant pas trouvé d'enfant à garder. Toutefois, toutes les assistantes maternelles ne souhaitent ou ne peuvent (si elles ont elles-mêmes des enfants en bas âge) pas toujours garder le nombre maximal d'enfants autorisé par leur agrément.

■ LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des encadrés

Encadré 1 - L'enquête de la DREES sur la protection maternelle et infantile	8
Encadré 2 - Le "taux global d'accueil" et la "capacité théorique d'accueil des enfants de moins de trois ans": deux indicateurs légèrement différents.....	28

Liste des graphiques

Graphique 1 – Répartition des places selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013	17
Graphique 2 – Évolution du nombre de places d'accueil collectif et familial en 20 ans	17
Graphique 3 – Répartition des établissements selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013	19
Graphique 4 – Évolution de l'offre auprès des assistantes maternelles en 20 ans - France métropolitaine .	22
Graphique 5 – Évolution du nombre de places en accueil collectif entre 2009 et 2013 selon le taux d'accueil du département	24
Graphique 6 – Répartition des établissements selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013	32
Graphique 7 – Répartition des places selon les types de structure d'accueil au 31 décembre 2013 – DOM	33

Liste des tableaux

Tableau 1 – Répartition des établissements et services d'accueil de jeunes enfants selon l'organisme gestionnaire en 2013 – France métropolitaine	12
Tableau 2 – La qualification du personnel de direction ou du référent technique des établissements d'accueil collectif et des services d'accueil familial en 2013 – France métropolitaine.....	13
Tableau 3 – Répartition des établissements et services d'accueil de jeunes enfants par capacité d'accueil en 2013 – France métropolitaine.....	14
Tableau 4 – Nombre de places d'accueil collectif et familial de 2009 à 2013 – France métropolitaine	16
Tableau 5 – Nombre d'établissements d'accueil collectif et services d'accueil familial de 2009 à 2013 – France métropolitaine	18
Tableau 6 - Évolution de l'offre auprès des assistant.e.s maternel.le.s de 2009 à 2013.....	21
Tableau 7 – Nombre d'établissements d'accueil collectif et services d'accueil familial de 2009 à 2013.....	31
Tableau 8 – Nombre de places d'accueil collectif et familial de 2009 à 2013	33

Liste des cartes (France métropolitaine)

Carte 1 – Taux d'accueil* collectif et familial au 31 décembre 2013	25
Carte 2 – Taux d'accueil* collectif au 31 décembre 2013	26
Carte 3 – Taux d'accueil* familial au 31 décembre 2013	26
Carte 4 – Taux d'accueil* auprès d'assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s directement par des particuliers au 31 décembre 2013	27
Carte 5 – Nombre de Maisons d'assistant.e.s maternel.le.s (MAM) au 31 décembre 2013	27
Carte 6 – Taux de scolarisation* des enfants de 2 ans au 31 décembre 2013	28
Carte 7 – Taux global d'accueil* des enfants de moins de 3 ans au 31 décembre 2013.....	29
Carte 8 – Répartition des places par mode d'accueil (accueil collectif, accueil familial, assistant.e.s maternel.le.s employé.e.s par un particulier et scolarisation).....	30

POUR EN SAVOIR PLUS

- Borderies F., 2015, « L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 3 ans en 2013 », *Études et Résultats*, DREES, n° 931, août.
- Borderies F., 2015, « L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 3 ans en 2012 », *Document de travail, Série statistiques*, DREES, n° 194, avril.
- Amar E. et Borderies F., 2015, « Les services de PMI : plus de 5 000 sites de consultations en 2012 », *Études et Résultats*, DREES, n° 913, avril.
- Villaume S. et Legendre É., 2014, « Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants en 2013 », *Études et Résultats*, DREES, n°896, octobre.
- Borderies F., 2014, « L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 3 ans en 2012 », *Études et Résultats*, DREES, n° 892, septembre.
- Abdouni S., 2014, « Près d'un enfant sur huit est scolarisé à deux ans », Note d'information, DEPP, n° 20, juin.
- Observatoire national de la petite enfance, « L'accueil du jeune enfant 2014 », *Données statistiques*, Caisse nationale des allocations familiales, via le lien http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/observatoire_petite_enfance/aje_2014_bd.pdf
- Borderies F., 2013, « L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 3 ans en 2011 », *Document de travail, Série statistiques*, DREES, n° 184, août.
- Borderies F., 2013, « L'offre d'accueil collectif des enfants de moins de 3 ans en 2011 », *Études et Résultats*, DREES, n° 840, mai.
- Abérola E. et Jauneau P., 2012, « Les professionnels des établissements d'accueil du jeune enfant en 2011 », *Études et Résultats*, DREES, n° 825, décembre.
- Acs M., 2012, « La fréquentation des établissements d'accueil du jeune enfant par les moins de 3 ans », *Études et Résultats*, DREES, n° 824, décembre.
- Vanovermeir S., 2012, « L'accueil des jeunes enfants : axe majeur de la politique familiale française depuis les années 1970 », *Dossier Solidarité santé*, DREES, n° 31, août.
- Sautory O., 2012, « Impact des incitations financières sur l'arrêt ou la réduction d'activité des parents de jeunes enfants : une analyse par cas-types », *Dossier Solidarité santé*, DREES, n° 28, juin.
- Actes du colloque du 10 et 11 octobre 2011, « Bien-être des jeunes enfants dans l'accueil et l'éducation en France et ailleurs », *Collection Études et Statistiques*, DREES.
- RFAS, 2011, « Politiques sociales locales », dossier thématique coordonné par Galtier B., DREES, RFAS n°4 octobre-décembre.
- Legendre E., Garouste M., 2011, « Les enfants scolarisés à 2 ans vont à l'école surtout le matin et rarement l'après-midi », *Études et Résultats*, DREES, n° 779, octobre.
- Micheau J., Molière E., Ohnheiser S et Chazal J., 2010, « Les modes d'organisations des crèches collectives et les métiers de la petite enfance », *Études et Résultats*, DREES, n° 732, juillet.
- Pillayre H., 2010, « Conditions d'attribution des agréments des assistants maternels », *Études et Résultats*, DREES, n° 719, février.
- Blanpain N., 2009, « Les dépenses pour la garde des jeunes enfants », *Études et Résultats*, DREES, n° 695, juin.

Toutes les publications de la Drees sont disponibles sur <http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/>.

■ DONNÉES DÉTAILLÉES PAR DÉPARTEMENT

Nombre d'établissements d'accueil collectif et de services d'accueil familial par département en 2013

Tableau de données détaillées 1 : Nombre total d'établissements d'accueil collectif au 31 décembre 2013.....	42
Tableau de données détaillées 2 : Nombre de crèches collectives au 31 décembre 2013.....	44
Tableau de données détaillées 3 : Nombre de haltes-garderies au 31 décembre 2013.....	46
Tableau de données détaillées 4 : Nombre d'établissements multi-accueil au 31 décembre 2013.....	48
Tableau de données détaillées 5 : Nombre de services d'accueil familial au 31 décembre 2013.....	50

Nombre de places d'accueil collectif, familial et nombre d'agrément.s pour assistant.e.s maternel.le.s par départements en 2013

Tableau de données détaillées 6 : Nombre total de places d'accueil collectif au 31 décembre 2013.....	54
Tableau de données détaillées 7 : Nombre de places par mode d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans au 31 décembre 2013.....	56
Tableau de données détaillées 8 : Nombre total de places en crèches collectives au 31 décembre 2013.....	58
Tableau de données détaillées 9 : Nombre total de places en halte-garderies et jardins d'enfants au 31 décembre 2013.....	60
Tableau de données détaillées 10 : Nombre total de places d'accueil collectif en structures multi-accueil au 31 décembre 2013.....	62
Tableau de données détaillées 11 : Nombre total de places d'accueil familial et enfants inscrits au 31 décembre 2013.....	64
Tableau de données détaillées 12 : Nombre total de places par assistant.e. maternel.le. des services d'accueil familial au 31 décembre 2013.....	66
Tableau de données détaillées 13 : Nombre d'agrément.s en cours pour les assistant.e.s maternel.le.s au 31 décembre 2013.....	68

Nombre de places d'accueil collectif et familial par département de 2008 à 2013

Tableau de données détaillées 14 : Nombre total de places d'accueil collectif de 2009 à 2013*.....	72
Tableau de données détaillées 15 : Nombre total de places en crèches collectives de 2009 à 2013*.....	74
Tableau de données détaillées 16 : Nombre total de places en halte-garderies de 2009 à 2013.....	76
Tableau de données détaillées 17 : Nombre total de places en jardins d'enfants de 2009 à 2013.....	78
Tableau de données détaillées 18 : Nombre total de places d'accueil collectif en structures multi-accueil de 2009 à 2013.....	80
Tableau de données détaillées 19 : Nombre total de places d'accueil familial de 2009 à 2013.....	82

Nombre d'établissements d'accueil collectif et de services d'accueil familial par département en 2013

Tableau de données détaillées 1 : Nombre total d'établissements d'accueil collectif au 31 décembre 2013.....	42
Tableau de données détaillées 2 : Nombre de crèches collectives au 31 décembre 2013.....	44
Tableau de données détaillées 3 : Nombre de haltes-garderies au 31 décembre 2013	46
Tableau de données détaillées 4 : Nombre d'établissements multi-accueil au 31 décembre 2013	48
Tableau de données détaillées 5 : Nombre de services d'accueil familial au 31 décembre 2013	50

Tableau de données détaillées 1 : Nombre total d'établissements d'accueil collectif au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	TOTAL ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL COLLECTIF					
	Crèches collectives	Haltes-garderies	Jardins d'éveil	Jardins d'enfants	Multi-accueil	Total
01 Ain	0	19	0	0	78	97
02 Aisne	11	13	0	1	20	45
03 Allier	8	7	0	1	22	38
04 Alpes de Haute-Provence	0	1	0	0	42	43
05 Hautes-Alpes	0	0	0	1	39	40
06 Alpes-Maritimes	4	4	2	11	197	218
07 Ardèche	0	0	0	0	57	57
08 Ardennes	7	7	0	0	21	35
09 Ariège	0	1	0	0	26	27
10 Aube	0	5	0	0	27	32
11 Aude	0	1	0	0	55	56
12 Aveyron	1	19	1	1	28	50
13 Bouches-du-Rhône	1	22	0	14	404	441
14 Calvados	21	14	0	0	34	69
15 Cantal	0	0	0	0	14	14
16 Charente	3	15	0	0	34	52
17 Charente-Maritime	3	10	0	0	65	78
18 Cher	2	4	0	1	31	38
19 Corrèze	2	1	0	0	28	31
2A Corse du Sud	1	0	0	1	24	26
2B Haute-Corse	9	1	1	1	30	42
21 Côte-d'Or	16	13	0	2	64	95
22 Côtes-d'Armor	1	7	0	4	39	51
23 Creuse	0	2	0	0	13	15
24 Dordogne	0 (e)	1 (e)	1 (e)	0 (e)	49 (e)	51 (e)
25 Doubs	29	14	0	0	44	87
26 Drôme	4	5	0	2	91	102
27 Eure	7	6	0	1	57	71
28 Eure-et-loir	7	18	0	1	25	51
29 Finistère	15	27	0	1	71	114
30 Gard	0	0	1	4	139	144
31 Haute-Garonne	70	44	0	3	205	322
32 Gers	1	3	0	5	23	32
33 Gironde	19	19	0	0	256	294
34 Hérault	25	4	1	3	171	204
35 Ille-et-Vilaine	60	56	0	2	68	186
36 Indre	1	7	1	1	18	28
37 Indre-et-Loire	14	10	0	0	75	99
38 Isère	40	46	0	3	197	286
39 Jura	3	1	0	0	24	28
40 Landes	1	7	0	1	27	36
41 Loir-et-Cher	4	7	0	0	33	44
42 Loire	14	3	0	18	128	163
43 Haute-Loire	0	3	0	0	46	49
44 Loire-Atlantique	73	48	0	0	133	254
45 Loiret	11	31	0	0	50	92
46 Lot	3	1	2	2	25	33
47 Lot-et-Garonne	2	9	0	0	53	64
48 Lozère	0	0	0	0	14	14
49 Maine-et-Loire	51	33	0	1	68	153
50 Manche	3	5	0	0	32	40
51 Marne	87	10	0	0	53	150
52 Haute-Marne	8	2	0	0	10	20

(e) estimé

DÉPARTEMENTS	TOTAL ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL COLLECTIF					
	Crèches collectives	Haltes-garderies	Jardins d'éveil	Jardins d'enfants	Multi-accueil	Total
53 Mayenne	9	5	0	0	20	34
54 Meurthe-et-Moselle	12	14	0	0	76	102
55 Meuse	1	1	0	0	22	24
56 Morbihan	0	6	0	1	76	83
57 Moselle	2	16	0	0	92	110
58 Nièvre	3	1	0	0	22	26
59 Nord	107	189	1	20	193	510
60 Oise	3	28	0	0	70	101
61 Orne	8	6	0	0	22	36
62 Pas-de-Calais	35	9	2	2	100	148
63 Puy-de-Dôme	50	4	0	1	58	113
64 Pyrénées-Atlantiques	0	0	0	4	116	120
65 Hautes-Pyrénées	8	0	1	0	22	31
66 Pyrénées-Orientales	7	8	1	0	55	71
67 Bas-Rhin	39	33	0	14	154	240
68 Haut-Rhin	14	9	0	8	98	129
69 Rhône	0	0	0	15	570	585
70 Haute-Saône	1	1	2	0	27	31
71 Saône-et-Loire	0	20	0	0	67	87
72 Sarthe	3	14	0	0	34	51
73 Savoie	16	5	0	0	75	96
74 Haute-Savoie	7	22	0	2	156	187
75 Paris	472	137	0	44	159	812
76 Seine-Maritime	26	36	1	0	126	189
77 Seine-et-Marne	72	23	0	0	93	188
78 Yvelines	186	30	0	1	162	379
79 Deux-Sèvres	7	7	0	1	30	45
80 Somme	0	2	0	3	56	61
81 Tarn	2	7	0	1	83	93
82 Tarn-et-Garonne	1	0	3	0	35	39
83 Var	0	14	0	2	220	236
84 Vaucluse	0	7	0	0	114	121
85 Vendée	28	9	0	2	36	75
86 Vienne	1	5	0	0	52	58
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	61	61
88 Vosges	0	9	0	0	34	43
89 Yonne	5	7	0	0	38	50
90 Territoire de Belfort	1	5	0	0	15	21
91 Essonne	77	43	0	4	117	241
92 Hauts-de-Seine	185	38	0	28	325	576
93 Seine-Saint-Denis	71	29	0	2	204	306
94 Val-de-Marne	95	21	0	2	270	388
95 Val-d'Oise	47	23	0	3	116	189
971 Guadeloupe	64	4	0	10	7	85
972 Martinique	58	2	1	11	19	91
973 Guyane	2	0	0	8	13	23
974 Réunion	158	4	0	29	21	212
TOTAL estimé France métropolitaine	2 243	1 429	21	246	8 048	11 987
TOTAL estimé DOM	282	10	1	58	60	411
TOTAL estimé France entière	2 525	1 439	22	304	8 108	12 398

(e) estimé

Tableau de données détaillées 2 : Nombre de crèches collectives au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	CRÈCHES				TOTAL
	de quartier	de personnel	parentales	micro crèches	
01 Ain	0	0	0	0	0
02 Aisne	1	0	0	10	11
03 Allier	3	1	0	4	8
04 Alpes de Haute-Provence	0	0	0	0	0
05 Hautes-Alpes	0	0	0	0	0
06 Alpes-Maritimes	0	4	0	0	4
07 Ardèche	0	0	0	0	0
08 Ardennes	6	1	0	0	7
09 Ariège	0	0	0	0	0
10 Aube	0	0	0	0	0
11 Aude	0	0	0	0	0
12 Aveyron	1	0	0	0	1
13 Bouches-du-Rhône	1	0	0	0	1
14 Calvados	17	4	0	0	21
15 Cantal	0	0	0	0	0
16 Charente	0	0	0	3	3
17 Charente-Maritime	2	1	0	0	3
18 Cher	2	0	0	0	2
19 Corrèze	0	2	0	0	2
2A Corse du Sud	0	0	0	1	1
2B Haute-Corse	0	0	0	9	9
21 Côte-d'Or	13	3	0	0	16
22 Côtes-d'Armor	1	0	0	0	1
23 Creuse	0	0	0	0	0
24 Dordogne	0 (e)	0 (e)	0 (e)	0 (e)	0 (e)
25 Doubs	7	5	0	17	29
26 Drôme	4	0	0	0	4
27 Eure	6	1	0	0	7
28 Eure-et-loir	4	0	0	3	7
29 Finistère	11	4	0	0	15
30 Gard	0	0	0	0	0
31 Haute-Garonne	65	4	1	0	70
32 Gers	1	0	0	0	1
33 Gironde	14	5	0	0	19
34 Hérault	14	0	0	11	25
35 Ille-et-Vilaine	13	3	8	36	60
36 Indre	1	0	0	0	1
37 Indre-et-Loire	14	0	0	0	14
38 Isère	17	6	1	16	40
39 Jura	3	0	0	0	3
40 Landes	1	0	0	0	1
41 Loir-et-Cher	0	0	0	4	4
42 Loire	5	1	0	8	14
43 Haute-Loire	0	0	0	0	0
44 Loire-Atlantique	46	3	0	24	73
45 Loiret	8	1	0	2	11
46 Lot	0	0	0	3	3
47 Lot-et-Garonne	2	0	0	0	2
48 Lozère	0	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	23	4	0	24	51
50 Manche	3	0	0	0	3
51 Marne	19	1	0	67	87
52 Haute-Marne	0	0	0	8	8

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	CRÈCHES				TOTAL
	de quartier	de personnel	parentales	micro crèches	
53 Mayenne	1	0	2	6	9
54 Meurthe-et-Moselle	7	5	0	0	12
55 Meuse	0	0	1	0	1
56 Morbihan	0	0	0	0	0
57 Moselle	2	0	0	0	2
58 Nièvre	3	0	0	0	3
59 Nord	45	5	3	54	107
60 Oise	1	2	0	0	3
61 Orne	4	0	0	4	8
62 Pas-de-Calais	7	3	0	25	35
63 Puy-de-Dôme	15	4	2	29	50
64 Pyrénées-Atlantiques	0	0	0	0	0
65 Hautes-Pyrénées	0	2	0	6	8
66 Pyrénées-Orientales	0	0	0	7	7
67 Bas-Rhin	10	4	25	0	39
68 Haut-Rhin	12	2	0	0	14
69 Rhône	0	0	0	0	0
70 Haute-Saône	1	0	0	0	1
71 Saône-et-Loire	0	0	0	0	0
72 Sarthe	1	0	1	1	3
73 Savoie	4	1	0	11	16
74 Haute-Savoie	5	2	0	0	7
75 Paris	354	38	32	48	472
76 Seine-Maritime	19	3	1	3	26
77 Seine-et-Marne	43	1	4	24	72
78 Yvelines	120	2	7	57	186
79 Deux-Sèvres	3	1	0	3	7
80 Somme	0	0	0	0	0
81 Tarn	2	0	0	0	2
82 Tarn-et-Garonne	1	0	0	0	1
83 Var	0	0	0	0	0
84 Vaucluse	0	0	0	0	0
85 Vendée	9	2	0	17	28
86 Vienne	0	0	0	1	1
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	0
88 Vosges	0	0	0	0	0
89 Yonne	4	1	0	0	5
90 Territoire de Belfort	0	1	0	0	1
91 Essonne	48	5	13	11	77
92 Hauts-de-Seine	124	13	21	27	185
93 Seine-Saint-Denis	53	8	6	4	71
94 Val-de-Marne	76	19	0	0	95
95 Val-d'Oise	37	3	1	6	47
971 Guadeloupe	45	0	1	18	64
972 Martinique	39	0	0	19	58
973 Guyane	2	0	0	0	2
974 Réunion	47	1	1	109	158
TOTAL estimé France métropolitaine	1 339	181	129	594	2 243
TOTAL estimé DOM	133	1	2	146	282
TOTAL estimé France entière	1 472	182	131	740	2 525

(e) : estimé

Tableau de données détaillées 3 : Nombre de haltes-garderies au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	HALTES GARDERIES		TOTAL HALTES-GARDERIES
	Traditionnelles	Parentales	
01 Ain	19	0	19
02 Aisne	13	0	13
03 Allier	7	0	7
04 Alpes de Haute-Provence	1	0	1
05 Hautes-Alpes	0	0	0
06 Alpes-Maritimes	3	1	4
07 Ardèche	0	0	0
08 Ardennes	7	0	7
09 Ariège	1	0	1
10 Aube	5	0	5
11 Aude	1	0	1
12 Aveyron	19	0	19
13 Bouches-du-Rhône	22	0	22
14 Calvados	14	0	14
15 Cantal	0	0	0
16 Charente	15	0	15
17 Charente-Maritime	8	2	10
18 Cher	4	0	4
19 Corrèze	0	1	1
2A Corse du Sud	0	0	0
2B Haute-Corse	1	0	1
21 Côte-d'Or	13	0	13
22 Côtes-d'Armor	6	1	7
23 Creuse	2	0	2
24 Dordogne	1 (e)	0 (e)	1 (e)
25 Doubs	14	0	14
26 Drôme	5	0	5
27 Eure	6	0	6
28 Eure-et-loir	18	0	18
29 Finistère	27	0	27
30 Gard	0	0	0
31 Haute-Garonne	43	1	44
32 Gers	3	0	3
33 Gironde	19	0	19
34 Hérault	4	0	4
35 Ille-et-Vilaine	36	20	56
36 Indre	7	0	7
37 Indre-et-Loire	10	0	10
38 Isère	43	3	46
39 Jura	1	0	1
40 Landes	7	0	7
41 Loir-et-Cher	7	0	7
42 Loire	3	0	3
43 Haute-Loire	3	0	3
44 Loire-Atlantique	48	0	48
45 Loiret	28	3	31
46 Lot	1	0	1
47 Lot-et-Garonne	9	0	9
48 Lozère	0	0	0
49 Maine-et-Loire	33	0	33
50 Manche	5	0	5
51 Marne	9	1	10
52 Haute-Marne	2	0	2

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	HALTES GARDERIES		TOTAL HALTES-GARDERIES
	Traditionnelles	Parentales	
53 Mayenne	5	0	5
54 Meurthe-et-Moselle	13	1	14
55 Meuse	1	0	1
56 Morbihan	6	0	6
57 Moselle	15	1	16
58 Nièvre	1	0	1
59 Nord	187	2	189
60 Oise	28	0	28
61 Orne	6	0	6
62 Pas-de-Calais	9	0	9
63 Puy-de-Dôme	4	0	4
64 Pyrénées-Atlantiques	0	0	0
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	8	0	8
67 Bas-Rhin	31	2	33
68 Haut-Rhin	9	0	9
69 Rhône	0	0	0
70 Haute-Saône	1	0	1
71 Saône-et-Loire	20	0	20
72 Sarthe	14	0	14
73 Savoie	5	0	5
74 Haute-Savoie	20	2	22
75 Paris	137	0	137
76 Seine-Maritime	34	2	36
77 Seine-et-Marne	23	0	23
78 Yvelines	29	1	30
79 Deux-Sèvres	7	0	7
80 Somme	2	0	2
81 Tarn	7	0	7
82 Tarn-et-Garonne	0	0	0
83 Var	14	0	14
84 Vaucluse	7	0	7
85 Vendée	9	0	9
86 Vienne	5	0	5
87 Haute-Vienne	0	0	0
88 Vosges	3	6	9
89 Yonne	7	0	7
90 Territoire de Belfort	5	0	5
91 Essonne	43	0	43
92 Hauts-de-Seine	36	2	38
93 Seine-Saint-Denis	29	0	29
94 Val-de-Marne	21	0	21
95 Val-d'Oise	21	2	23
971 Guadeloupe	4	0	4
972 Martinique	2	0	2
973 Guyane	0	0	0
974 Réunion	4	0	4
TOTAL estimé France métropolitaine	1 375	54	1 429
TOTAL estimé DOM	10	0	10
TOTAL estimé France entière	1 385	54	1 439

(e) : estimé

Tableau de données détaillées 4 : Nombre d'établissements multi-accueil au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	Multi-accueil traditionnel	Multi-accueil de personnel	Multi-accueil parental	Multi-accueil micro crèches	Multi-accueil collectif-familial	TOTAL
01 Ain	58	5	0	9	6	78
02 Aisne	17	2	0	0	1	20
03 Allier	20	1	1	0	0	22
04 Alpes de Haute-Provence	29	0	9	4	0	42
05 Hautes-Alpes	28	0	0	11	0	39
06 Alpes-Maritimes	157	0	1	25	14	197
07 Ardèche	47	3	2	5	0	57
08 Ardennes	14	0	0	7	0	21
09 Ariège	23	1	0	2	0	26
10 Aube	19	1	0	3	4	27
11 Aude	50	0	0	5	0	55
12 Aveyron	20	0	1	4	3	28
13 Bouches-du-Rhône	317	12	6	46	23	404
14 Calvados	24	0	6	4	0	34
15 Cantal	10	1	0	3	0	14
16 Charente	32	0	0	0	2	34
17 Charente-Maritime	46	2	11	5	1	65
18 Cher	22	0	5	4	0	31
19 Corrèze	20	0	0	5	3	28
2A Corse du Sud	21	1	1	0	1	24
2B Haute-Corse	25	0	0	5	0	30
21 Côte-d'Or	38	1	0	22	3	64
22 Côtes-d'Armor	28	3	5	3	0	39
23 Creuse	7	0	0	5	1	13
24 Dordogne	33 (e)	2 (e)	0 (e)	14 (e)	0 (e)	49 (e)
25 Doubs	44	0	0	0	0	44
26 Drôme	79	0	0	10	2	91
27 Eure	48	1	1	7	0	57
28 Eure-et-Loir	24	0	0	0	1	25
29 Finistère	58	5	0	6	2	71
30 Gard	107	1	3	19	9	139
31 Haute-Garonne	192	0	1	9	3	205
32 Gers	23	0	0	0	0	23
33 Gironde	220	14	0	14	8	256
34 Hérault	129	8	0	16	18	171
35 Ille-et-Vilaine	46	6	4	0	12	68
36 Indre	18	0	0	0	0	18
37 Indre-et-Loire	67	1	0	5	2	75
38 Isère	161	3	10	10	13	197
39 Jura	21	1	0	2	0	24
40 Landes	20	1	0	3	3	27
41 Loir-et-Cher	29	3	1	0	0	33
42 Loire	99	2	0	25	2	128
43 Haute-Loire	36	0	3	7	0	46
44 Loire-Atlantique	130	0	0	0	3	133
45 Loiret	42	2	1	0	5	50
46 Lot	13	0	10	0	2	25
47 Lot-et-Garonne	45	0	0	8	0	53
48 Lozère	11	0	0	2	1	14
49 Maine-et-Loire	62	1	0	0	5	68
50 Manche	29	1	1	1	0	32
51 Marne	53	0	0	0	0	53
52 Haute-Marne	10	0	0	0	0	10

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	Multi-accueil traditionnel	Multi-accueil de personnel	Multi-accueil parental	Multi-accueil micro crèches	Multi-accueil collectif-familial	TOTAL
53 Mayenne	19	1	0	0	0	20
54 Meurthe-et-Moselle	64	0	9	0	3	76
55 Meuse	19	0	1	2	0	22
56 Morbihan	68	1	1	6	0	76
57 Moselle	65	0	2	15	10	92
58 Nièvre	22	0	0	0	0	22
59 Nord	187	6	0	0	0	193
60 Oise	54	5	1	7	3	70
61 Orne	22	0	0	0	0	22
62 Pas-de-Calais	95	3	1	0	1	100
63 Puy-de-Dôme	58	0	0	0	0	58
64 Pyrénées-Atlantiques	96	6	3	9	2	116
65 Hautes-Pyrénées	22	0	0	0	0	22
66 Pyrénées-Orientales	48	2	5	0	0	55
67 Bas-Rhin	76	0	2	66	10	154
68 Haut-Rhin	81	0	0	16	1	98
69 Rhône	362	45	17	132	14	570
70 Haute-Saône	22	0	0	5	0	27
71 Saône-et-Loire	49	1	0	13	4	67
72 Sarthe	31	1	0	0	2	34
73 Savoie	68	2	2	3	0	75
74 Haute-Savoie	122 (e)	0	2	32	0 (e)	156 (e)
75 Paris	94	43	0	0	22	159
76 Seine-Maritime	113	2	2	2	7	126
77 Seine-et-Marne	75	1	1	0	16	93
78 Yvelines	148	0	1	0	13	162
79 Deux-Sèvres	29	0	1	0	0	30
80 Somme	48	2	0	5	1	56
81 Tarn	68	3	0	12	0	83
82 Tarn-et-Garonne	30	1	0	3	1	35
83 Var	151	10	21	28	10	220
84 Vaucluse	96	3	0	14	1	114
85 Vendée	36	0	0	0	0	36
86 Vienne	32	0	16	0	4	52
87 Haute-Vienne	44	4	0	7	6	61
88 Vosges	11	0	20	1	2	34
89 Yonne	31	1	0	6	0	38
90 Territoire de Belfort	12	0	1	1	1	15
91 Essonne	96	2	10	0	9	117
92 Hauts-de-Seine	287	22	0	0	16	325
93 Seine-Saint-Denis	144	35	0	3	22	204
94 Val-de-Marne	164	33	16	18	39	270
95 Val-d'Oise	85	8	1	11	11	116
971 Guadeloupe	7	0	0	0	0	7
972 Martinique	18	0	0	0	1	19
973 Guyane	13	0	0	0	0	13
974 Réunion	21	0	0	0	0	21
TOTAL estimé France métropolitaine	6 365	328	219	752	384	8 048
TOTAL estimé DOM	59	0	0	0	1	60
TOTAL estimé France entière	6 424	328	219	752	385	8 108

(e) : estimé

Tableau de données détaillées 5 : Nombre de services d'accueil familial au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL		TOTAL
	Mono-accueil	Multi-accueil Collectif/familial	
01 Ain	1	6	7
02 Aisne	4	1	5
03 Allier	4	0	4
04 Alpes de Haute-Provence	1	0	1
05 Hautes-Alpes	1	0	1
06 Alpes-Maritimes	10	14	24
07 Ardèche	2	0	2
08 Ardennes	2	0	2
09 Ariège	6	0	6
10 Aube	1	4	5
11 Aude	5	0	5
12 Aveyron	0	3	3
13 Bouches-du-Rhône	14	23	37
14 Calvados	4	0	4
15 Cantal	1	0	1
16 Charente	5	2	7
17 Charente-Maritime	2	1	3
18 Cher	1	0	1
19 Corrèze	1	3	4
2A Corse du Sud	0	1	1
2B Haute-Corse	1	0	1
21 Côte-d'Or	6	3	9
22 Côtes-d'Armor	8	0	8
23 Creuse	0	1	1
24 Dordogne	5 (e)	0 (e)	5 (e)
25 Doubs	4	0	4
26 Drôme	3	2	5
27 Eure	6	0	6
28 Eure-et-loir	9	1	10
29 Finistère	4	2	6
30 Gard	1	9	10
31 Haute-Garonne	29	3	32
32 Gers	2	0	2
33 Gironde	27	8	35
34 Hérault	10	18	28
35 Ille-et-Vilaine	3	12	15
36 Indre	2	0	2
37 Indre-et-Loire	10	2	12
38 Isère	12	13	25
39 Jura	2	0	2
40 Landes	4	3	7
41 Loir-et-Cher	1	0	1
42 Loire	0	2	2
43 Haute-Loire	2	0	2
44 Loire-Atlantique	8	3	11
45 Loiret	13	5	18
46 Lot	0	2	2
47 Lot-et-Garonne	3	0	3
48 Lozère	0	1	1
49 Maine-et-Loire	10	5	15
50 Manche	3	0	3
51 Marne	6	0	6
52 Haute-Marne	1	0	1

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	SERVICES D'ACCUEIL FAMILIAL		TOTAL
	Mono-accueil	Multi-accueil Collectif/familial	
53 Mayenne	2	0	2
54 Meurthe-et-Moselle	7	3	10
55 Meuse	0	0	0
56 Morbihan	4	0	4
57 Moselle	1	10	11
58 Nièvre	1	0	1
59 Nord	26	0	26
60 Oise	12	3	15
61 Orne	2	0	2
62 Pas-de-Calais	5	1	6
63 Puy-de-Dôme	7	0	7
64 Pyrénées-Atlantiques	3	2	5
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	5	0	5
67 Bas-Rhin	15	10	25
68 Haut-Rhin	2	1	3
69 Rhône	15	14	29
70 Haute-Saône	1	0	1
71 Saône-et-Loire	3	4	7
72 Sarthe	5	2	7
73 Savoie	4	0	4
74 Haute-Savoie	16	0 (e)	16 (e)
75 Paris	28	22	50
76 Seine-Maritime	5	7	12
77 Seine-et-Marne	29	16	45
78 Yvelines	41	13	54
79 Deux-Sèvres	1	0	1
80 Somme	2	1	3
81 Tarn	4	0	4
82 Tarn-et-Garonne	1	1	2
83 Var	8	10	18
84 Vaucluse	5	1	6
85 Vendée	3	0	3
86 Vienne	3	4	7
87 Haute-Vienne	1	6	7
88 Vosges	0	2	2
89 Yonne	2	0	2
90 Territoire de Belfort	4	1	5
91 Essonne	50	9	59
92 Hauts-de-Seine	23	16	39
93 Seine-Saint-Denis	22	22	44
94 Val-de-Marne	1	39	40
95 Val-d'Oise	42	11	53
971 Guadeloupe	0	0	0
972 Martinique	0	1	1
973 Guyane	2	0	2
974 Réunion	2	0	2
TOTAL estimé France métropolitaine	671	384	1 055
TOTAL estimé DOM	4	1	5
TOTAL estimé France entière	675	385	1 060

(e) : estimé

Nombre de places d'accueil collectif, familial et nombre d'agrément.s pour les assistant.e.s maternel.le.s par départements en 2013

Tableau de données détaillées 6 : Nombre total de places d'accueil collectif au 31 décembre 2013.....	54
Tableau de données détaillées 7 : Nombre de places par mode d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans au 31 décembre 2013	56
Tableau de données détaillées 8 : Nombre total de places en crèches collectives au 31 décembre 2013.....	58
Tableau de données détaillées 9 : Nombre total de places en halte-garderies et jardins d'enfants au 31 décembre 2013.....	60
Tableau de données détaillées 10 : Nombre total de places d'accueil collectif en structures multi-accueil au 31 décembre 2013.....	62
Tableau de données détaillées 11 : Nombre total de places d'accueil familial et enfants inscrits au 31 décembre 2013.....	64
Tableau de données détaillées 12 : Nombre total de places par assistant.e. maternel.le. des services d'accueil familial au 31 décembre 2013	66
Tableau de données détaillées 13 : Nombre d'agrément.s en cours pour les assistant.e.s maternel.le.s au 31 décembre 2013.....	68

Tableau de données détaillées 6 : Nombre total de places d'accueil collectif au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	TOTAL DES PLACES D'ACCUEIL COLLECTIF					Total
	Crèches collectives	Haltes-garderies	Jardins d'éveil	Jardins d'enfants	Multi-accueil	
01 Ain	0	309	0	0	2 179	2 488
02 Aisne	140	168	0	11	488	807
03 Allier	201	122	0	18	537	878
04 Alpes de Haute-Provence	0	25	0	0	967	992
05 Hautes-Alpes	0	0	0	20	798	818
06 Alpes-Maritimes	265	45	44	418	6 830	7 602
07 Ardèche	0	0	0	0	1 225	1 225
08 Ardennes	287	105	0	0	328	720
09 Ariège	0	20	0	0	618	638
10 Aube	0	77	0	0	870	947
11 Aude	0	15	0	0	1 401	1 416
12 Aveyron	45	243	36	14	841	1 179
13 Bouches-du-Rhône	37	390	0	742	14 560	15 729
14 Calvados	1 011	272	0	0	877	2 160
15 Cantal	0	0	0	0	293	293
16 Charente	29	177	0	0	962	1 168
17 Charente-Maritime	140	165	0	0	1 493	1 798
18 Cher	70	71	0	30	646	817
19 Corrèze	51	12	0	0	703	766
2A Corse du Sud	10	0	0	22	803	835
2B Haute-Corse	90	25	24	45	734	918
21 Côte-d'Or	726	281	0	46	1 422	2 475
22 Côtes-d'Armor	23	121	0	72	994	1 210
23 Creuse	0	14	0	0	227	241
24 Dordogne	0	15 (e)	12 (e)	0 (e)	1 222 (e)	1 249 (e)
25 Doubs	707	203	0	0	1 226	2 136
26 Drôme	340	110	0	30	1 958	2 438 (e)
27 Eure	318	89	0	60	1 313	1 780
28 Eure-et-Loir	206	310	0	50	905	1 471
29 Finistère	567	445	0	16	1 920	2 948
30 Gard	0	0	24	71	4 051	4 146
31 Haute-Garonne	2 576	768	0	87	6 420	9 851
32 Gers	40	39	0	98	397	574
33 Gironde	800	273	0	0	6 329	7 402
34 Hérault	764	80	15	67	5 058	5 984
35 Ille-et-Vilaine	1 162	920	0	36	2 106	4 224
36 Indre	40	108	24	35	338	545
37 Indre-et-Loire	528 (e)	165 (e)	0	0	1 690 (e)	2 383 (e)
38 Isère	1 092	810	0	90	5 285	7 277
39 Jura	110	35	0	0	575	720
40 Landes	65	111	0	16	854	1 046
41 Loir-et-Cher	38	82	0	0	911	1 031
42 Loire	249	41	0	389	3 199	3 878
43 Haute-Loire	0	26	0	0	864	890
44 Loire-Atlantique	1 770	745	0	0	4 160	6 675
45 Loiret	282	505	0	0	1 791	2 578
46 Lot	28	10	48	40	543	669
47 Lot-et-Garonne	68	140	0	0	1 231	1 439
48 Lozère	0	0	0	0	322	322
49 Maine-et-Loire	1 111	547	0	12	2 121	3 791
50 Manche	86	75	0	0	798	959
51 Marne	2 048	210	0	0	1 467	3 725
52 Haute-Marne	80	30	0	0	308	418

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	TOTAL DES PLACES D'ACCUEIL COLLECTIF					
	Crèches collectives	Haltes-garderies	Jardins d'éveil	Jardins d'enfants	Multi-accueil	Total
53 Mayenne	135	57	0	0	609	801
54 Meurthe-et-Moselle	802	225	0	0	2 173	3 200
55 Meuse	19	12	0	0	526	557
56 Morbihan	0	75	0	20	1 929	2 024
57 Moselle	85	329	0	0	2 941	3 355
58 Nièvre	150	10	0	0	440	600
59 Nord	2 649	2 834	24	356	5 017	10 880
60 Oise	126	396	0	0	1 931	2 453
61 Orne	130	87	0	0	503	720
62 Pas-de-Calais	754	174	48	31	2 703	3 710
63 Puy-de-Dôme	1 074	81	0	80	1 274	2 509
64 Pyrénées-Atlantiques	0	0	0	66	3 119	3 185
65 Hautes-Pyrénées	144	0	16	0	677	837
66 Pyrénées-Orientales	66	107	24	0	1 771	1 968
67 Bas-Rhin	1 040	609	0	780	3 949	6 378
68 Haut-Rhin	577	172	0	464	3 072	4 285
69 Rhône	0	0	0	298	13 434	13 732
70 Haute-Saône	20	15	24	0	579	638
71 Saône-et-Loire	0	260	0	0	1 516	1 776
72 Sarthe	58	243	0	0	808	1 109
73 Savoie	309	49	0	0	1 588	1 946
74 Haute-Savoie	219	368	0	20	4 095 (e)	4 702 (e)
75 Paris	24 208	3 113	0	2 283	5 719	35 323
76 Seine-Maritime	1 005	608	24	0	3 420	5 057
77 Seine-et-Marne	1 857	347	0	0	2 788 (e)	4 992 (e)
78 Yvelines	5 570	532	0	16	5 350	11 468
79 Deux-Sèvres	188	85	0	14	795	1 082
80 Somme	0	20	0	56	1 467	1 543
81 Tarn	65	123	0	1	1 919	2 108
82 Tarn-et-Garonne	30	0	72	0	693	795
83 Var	0	258	0	54	6 094	6 406
84 Vaucluse	0	113	0	0	3 465 (e)	3 578 (e)
85 Vendée	514	117	0	32	1 007	1 670
86 Vienne	9	47	0	0	1 427	1 483
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	1 505	1 505
88 Vosges	0	162	0	0	839	1 001
89 Yonne	229	123	0	0	847	1 199
90 Territoire de Belfort	60	94	0	0	492	646
91 Essonne	2 562	759	0	61	3 997	7 379
92 Hauts-de-Seine	7 902	811	0	916	14 045	23 674
93 Seine-Saint-Denis	3 676	451	0	50	8 164	12 341
94 Val-de-Marne	5 797	339	0	19	7 771	13 926
95 Val-d'Oise	1 694	347	0	56	3 504	5 601
971 Guadeloupe	1 889	52	0	250	380	2 571
972 Martinique	1 990	37	23	465	821	3 336
973 Guyane	140	0	0	318	484	942
974 Réunion	3 036	59	0	990	888	4 973
TOTAL estimé France métropolitaine	81 923	24 101	459	8 208	230 120	344 811
TOTAL estimé DOM	7 055	148	23	2 023	2 573	11 822
TOTAL estimé France entière	88 978	24 249	482	10 231	232 693	356 633

(e) : estimé

**Tableau de données détaillées 7 : Nombre de places par mode d'accueil
pour 100 enfants de moins de 3 ans au 31 décembre 2013**

DÉPARTEMENTS	Accueil collectif (hors jardins d'enfants)	Accueil familial	Assistantes maternelles (hors accueil familial) *
01 Ain	10,6	0,78	65,8
02 Aisne	4,0	1,47	60,5
03 Allier	8,9	2,03	62,6
04 Alpes de Haute-Provence	20,3	0,61	22,3
05 Hautes-Alpes	19,4	1,87	33,9
06 Alpes-Maritimes	20,6	2,74	19,3
07 Ardèche	12,4	1,01	43,0
08 Ardennes	7,6	1,26	45,9
09 Ariège	14,5	5,78	30,6
10 Aube	8,9	1,92	47,2
11 Aude	12,6	1,18	30,9
12 Aveyron	14,9	1,37	51,1
13 Bouches-du-Rhône	20,3	1,56	21,2
14 Calvados	9,4	1,87	70,8
15 Cantal	7,8	1,15	67,5
16 Charente	11,1	3,50	51,9
17 Charente-Maritime	10,0	1,02	58,8
18 Cher	8,5	0,03	73,2
19 Corrèze	12,0	2,46	47,6
2A Corse du Sud	19,6	0,07	10,7
2B Haute-Corse	17,0	0,78	15,1
21 Côte-d'Or	14,2	1,79	60,2
22 Côtes-d'Armor	6,2	2,13	63,3
23 Creuse	8,4	0,28	52,7
24 Dordogne	11,6	1,69	41,1
25 Doubs	10,8	1,58	75,4
26 Drôme	13,4	1,27	42,6
27 Eure	7,5	1,49	37,6
28 Eure-et-loir	8,7	2,17	55,6
29 Finistère	10,3	1,26	55,7
30 Gard	16,6	0,54	23,4
31 Haute-Garonne	20,6	3,91	23,3
32 Gers	9,4	2,24	54,6
33 Gironde	14,6	3,96	42,7
34 Hérault	15,9	2,24	26,9
35 Ille-et-Vilaine	10,9	1,06	58,9
36 Indre	8,2	2,58	76,0
37 Indre-et-Loire	12,0	2,96	63,2
38 Isère	15,3	1,91	61,6
39 Jura	8,8	1,01	72,3
40 Landes	8,7	1,98	51,4
41 Loir-et-Cher	9,5	0,50	65,7
42 Loire	12,7	0,13	53,1
43 Haute-Loire	12,8	0,46	77,3
44 Loire-Atlantique	13,4	1,06	68,1
45 Loiret	10,0	3,99	53,4
46 Lot	14,4	0,46	48,6
47 Lot-et-Garonne	14,3	1,44	36,7
48 Lozère	15,5	1,44	41,2
49 Maine-et-Loire	12,4	1,09	66,7
50 Manche	6,2	1,69	77,1
51 Marne	18,3	0,83	47,6
52 Haute-Marne	7,4	0,36	77,1

DÉPARTEMENTS	Accueil collectif (hors jardins d'enfants)	Accueil familial	Assistantes maternelles (hors accueil familial) *
53 Mayenne	7,2	0,11	74,9
54 Meurthe-et-Moselle	13,0	2,05	51,5
55 Meuse	9,0	0,00	65,6
56 Morbihan	8,6	0,58	60,0
57 Moselle	9,8	0,82	51,5
58 Nièvre	10,4	0,52	58,2
59 Nord	10,0	1,63	38,6
60 Oise	7,6	2,86	48,5
61 Orne	8,2	1,26	62,0
62 Pas-de-Calais	6,5	0,46	41,7
63 Puy-de-Dôme	12,1	2,19	57,6
64 Pyrénées-Atlantiques	16,2	3,23	41,1
65 Hautes-Pyrénées	13,3	0,00	42,5
66 Pyrénées-Orientales	13,4	1,97	26,1
67 Bas-Rhin	14,8	4,95	56,2
68 Haut-Rhin	14,5	0,44	42,4
69 Rhône	18,2	1,73	44,2
70 Haute-Saône	8,2	0,41	65,2
71 Saône-et-Loire	10,5	1,91	68,7
72 Sarthe	5,5	1,48	88,6
73 Savoie	13,6	2,32	58,2
74 Haute-Savoie	15,8	2,24	40,5
75 Paris	45,2	3,05	7,4
76 Seine-Maritime	11,0	0,56	57,7
77 Seine-et-Marne	8,6	5,12	37,8
78 Yvelines	19,8	7,46	28,0
79 Deux-Sèvres	8,8	0,25	67,9
80 Somme	7,4	0,97	54,6
81 Tarn	18,0	1,91	32,1
82 Tarn-et-Garonne	9,0	1,53	38,3
83 Var	20,2	2,19	23,4
84 Vaucluse	17,7	0,60	22,4
85 Vendée	7,3	0,74	72,5
86 Vienne	10,4	1,15	58,1
87 Haute-Vienne	13,1	1,41	49,1
88 Vosges	8,9	0,83	70,2
89 Yonne	10,7	0,54	65,3
90 Territoire de Belfort	12,6	3,15	50,7
91 Essonne	13,6	7,04	30,7
92 Hauts-de-Seine	32,7	3,22	16,3
93 Seine-Saint-Denis	15,5	2,06	13,0
94 Val-de-Marne	24,0	3,45	17,1
95 Val-d'Oise	10,0	5,53	26,9
972 Guadeloupe	17,2	0,00	12,9
973 Martinique	25,9	0,18	7,8
974 Guyane	3,7	0,46	2,5
974 Réunion	10,9	0,27	7,1
TOTAL estimé France métropolitaine	14,7	2,29	42,8
TOTAL estimé DOM	12,4	0,25	7,2
TOTAL estimé France entière	14,1	2,22	41,7

Sources : Enquête PMI 2013, Drees.

* Ircein, calcul Drees.

Estimations de population au 1er janvier 2014 (provisoires), Insee.

Tableau de données détaillées 8 : Nombre total de places en crèches collectives au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	CRÈCHES				TOTAL
	de quartier	de personnel	parentales	micro crèches	
01 Ain	0	0	0	0	0
02 Aisne	40	0	0	100	140
03 Allier	101	60	0	40	201
04 Alpes de Haute-Provence	0	0	0	0	0
05 Hautes-Alpes	0	0	0	0	0
06 Alpes-Maritimes	0	265	0	0	265
07 Ardèche	0	0	0	0	0
08 Ardennes	247	40	0	0	287
09 Ariège	0	0	0	0	0
10 Aube	0	0	0	0	0
11 Aude	0	0	0	0	0
12 Aveyron	45	0	0	0	45
13 Bouches-du-Rhône	37	0	0	0	37
14 Calvados	780	231	0	0	1 011
15 Cantal	0	0	0	0	0
16 Charente	0	0	0	29	29
17 Charente-Maritime	100	40	0	0	140
18 Cher	70	0	0	0	70
19 Corrèze	0	51	0	0	51
2A Corse du Sud	0	0	0	10	10
2B Haute-Corse	0	0	0	90	90
21 Côte-d'Or	615	111	0	0	726
22 Côtes-d'Armor	23	0	0	0	23
23 Creuse	0	0	0	0	0
24 Dordogne	0	0	0	0	0
25 Doubs	272	270	0	165	707
26 Drôme	340	0	0	0	340
27 Eure	288	30	0	0	318
28 Eure-et-loir	176	0	0	30	206
29 Finistère	413	154	0	0	567
30 Gard	0	0	0	0	0
31 Haute-Garonne	2 304	255	17	0	2 576
32 Gers	40	0	0	0	40
33 Gironde	202	598	0	0	800
34 Hérault	659	0	0	105	764
35 Ille-et-Vilaine	531	144	131	356	1 162
36 Indre	40	0	0	0	40
37 Indre-et-Loire	528	0 (e)	0 (e)	0 (e)	528 (e)
38 Isère	629	264	40	159	1 092
39 Jura	110	0	0	0	110
40 Landes	65	0	0	0	65
41 Loir-et-Cher	0	0	0	38	38
42 Loire	85	84	0	80	249
43 Haute-Loire	0	0	0	0	0
44 Loire-Atlantique	1 383	150	0	237	1 770
45 Loiret	222	40	0	20	282
46 Lot	0	0	0	28	28
47 Lot-et-Garonne	68	0	0	0	68
48 Lozère	0	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	700	175	0	236	1 111
50 Manche	86	0	0	0	86
51 Marne	1 324	60	0	664	2 048
52 Haute-Marne	0	0	0	80	80

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	CRÈCHES				TOTAL
	de quartier	de personnel	parentales	micro crèches	
53 Mayenne	55	0	20	60	135
54 Meurthe-et-Moselle	520	282	0	0	802
55 Meuse	0	0	19	0	19
56 Morbihan	0	0	0	0	0
57 Moselle	85	0	0	0	85
58 Nièvre	150	0	0	0	150
59 Nord	1 846	225	44	534	2 649
60 Oise	48	78	0	0	126
61 Orne	91	0	0	39	130
62 Pas-de-Calais	428	76	0	250	754
63 Puy-de-Dôme	539	204	38	293	1 074
64 Pyrénées-Atlantiques	0	0	0	0	0
65 Hautes-Pyrénées	0	84	0	60	144
66 Pyrénées-Orientales	0	0	0	66	66
67 Bas-Rhin	520	155	365	0	1 040
68 Haut-Rhin	422	155	0	0	577
69 Rhône	0	0	0	0	0
70 Haute-Saône	20	0	0	0	20
71 Saône-et-Loire	0	0	0	0	0
72 Sarthe	32	0	16	10	58
73 Savoie	164	35	0	110	309
74 Haute-Savoie	125	94	0	0	219
75 Paris	20 842	2 336	552	478	24 208
76 Seine-Maritime	828	133	14	30	1 005
77 Seine-et-Marne	1 506	50	66	235	1 857
78 Yvelines	4 808	85	118	559	5 570
79 Deux-Sèvres	119	39	0	30	188
80 Somme	0	0	0	0	0
81 Tarn	65	0	0	0	65
82 Tarn-et-Garonne	30	0	0	0	30
83 Var	0	0	0	0	0
84 Vaucluse	0	0	0	0	0
85 Vendée	236	110	0	168	514
86 Vienne	0	0	0	9	9
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	0
88 Vosges	0	0	0	0	0
89 Yonne	154	75	0	0	229
90 Territoire de Belfort	0	60	0	0	60
91 Essonne	2 016	258	179	109	2 562
92 Hauts-de-Seine	6 358	956	322	266	7 902
93 Seine-Saint-Denis	2 946	593	97	40	3 676
94 Val-de-Marne	4 385	1 412	0	0	5 797
95 Val-d'Oise	1 359	260	15	60	1 694
971 Guadeloupe	1 696	0	15	178	1 889
972 Martinique	1 800	0	0	190	1 990
973 Guyane	140	0	0	0	140
974 Réunion	1 853	60	25	1 098	3 036
TOTAL estimé France métropolitaine	63 220	10 777	2 053	5 873	81 923
TOTAL estimé DOM	5 489	60	40	1 466	7 055
TOTAL estimé France entière	68 709	10 837	2 093	7 339	88 978

(e) : estimé

Tableau de données détaillées 9 : Nombre total de places en halte-garderies et jardins d'enfants
au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS	JARDINS D'ENFANTS	HALTES-GARDERIES		TOTAL HALTES- GARDERIES
		Traditionnelles	Parentales	
01 Ain	0	309	0	309
02 Aisne	11	168	0	168
03 Allier	18	122	0	122
04 Alpes de Haute-Provence	0	25	0	25
05 Hautes-Alpes	20	0	0	0
06 Alpes-Maritimes	418	35	10	45
07 Ardèche	0	0	0	0
08 Ardennes	0	105	0	105
09 Ariège	0	20	0	20
10 Aube	0	77	0	77
11 Aude	0	15	0	15
12 Aveyron	14	243	0	243
13 Bouches-du-Rhône	742	390	0	390
14 Calvados	0	272	0	272
15 Cantal	0	0	0	0
16 Charente	0	177	0	177
17 Charente-Maritime	0	129	36	165
18 Cher	30	71	0	71
19 Corrèze	0	0	12	12
2A Corse du Sud	22	0	0	0
2B Haute-Corse	45	25	0	25
21 Côte-d'Or	46	281	0	281
22 Côtes-d'Armor	72	101	20	121
23 Creuse	0	14	0	14
24 Dordogne	0 (e)	15 (e)	0 (e)	15 (e)
25 Doubs	0	203	0	203
26 Drôme	30	110	0	110
27 Eure	60	89	0	89
28 Eure-et-Loir	50	310	0	310
29 Finistère	16	445	0	445
30 Gard	71	0	0	0
31 Haute-Garonne	87	752	16	768
32 Gers	98	39	0	39
33 Gironde	0	273	0	273
34 Hérault	67	80	0	80
35 Ille-et-Vilaine	36	615	305	920
36 Indre	35	108	0	108
37 Indre-et-Loire	0	165	0 (e)	165 (e)
38 Isère	90	766	44	810
39 Jura	0	35	0	35
40 Landes	16	111	0	111
41 Loir-et-Cher	0	82	0	82
42 Loire	389	41	0	41
43 Haute-Loire	0	26	0	26
44 Loire-Atlantique	0	745	0	745
45 Loiret	0	437	68	505
46 Lot	40	10	0	10
47 Lot-et-Garonne	0	140	0	140
48 Lozère	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	12	547	0	547
50 Manche	0	75	0	75
51 Marne	0	195	15	210
52 Haute-Marne	0	30	0	30

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	JARDINS D'ENFANTS	HALTES-GARDERIES		TOTAL HALTES- GARDERIES
		Traditionnelles	Parentales	
53 Mayenne	0	57	0	57
54 Meurthe-et-Moselle	0	209	16	225
55 Meuse	0	12	0	12
56 Morbihan	20	75	0	75
57 Moselle	0	309	20	329
58 Nièvre	0	10	0	10
59 Nord	356	2 793	41	2 834
60 Oise	0	396	0	396
61 Orne	0	87	0	87
62 Pas-de-Calais	31	174	0	174
63 Puy-de-Dôme	80	81	0	81
64 Pyrénées-Atlantiques	66	0	0	0
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	0	107	0	107
67 Bas-Rhin	780	579	30	609
68 Haut-Rhin	464	172	0	172
69 Rhône	298	0	0	0
70 Haute-Saône	0	15	0	15
71 Saône-et-Loire	0	260	0	260
72 Sarthe	0	243	0	243
73 Savoie	0	49	0	49
74 Haute-Savoie	20	336	32	368
75 Paris	2 283	3 113	0	3 113
76 Seine-Maritime	0	586	22	608
77 Seine-et-Marne	0	347	0	347
78 Yvelines	16	512	20	532
79 Deux-Sèvres	14	85	0	85
80 Somme	56	20	0	20
81 Tarn	1	123	0	123
82 Tarn-et-Garonne	0	0	0	0
83 Var	54	258	0	258
84 Vaucluse	0	113	0	113
85 Vendée	32	117	0	117
86 Vienne	0	47	0	47
87 Haute-Vienne	0	0	0	0
88 Vosges	0	49	113	162
89 Yonne	0	123	0	123
90 Territoire de Belfort	0	94	0	94
91 Essonne	61	759	0	759
92 Hauts-de-Seine	916	769	42	811
93 Seine-Saint-Denis	50	451	0	451
94 Val-de-Marne	19	339	0	339
95 Val-d'Oise	56	320	27	347
971 Guadeloupe	250	52	0	52
972 Martinique	465	37	0	37
973 Guyane	318	0	0	0
974 Réunion	990	59	0	59

TOTAL estimé France métropolitaine	8 208	23 212	889	24 101
TOTAL estimé DOM	2 023	148	0	148
TOTAL estimé France entière	10 231	23 360	889	24 249

(e) : estimé

**Tableau de données détaillées 10 : Nombre total de places d'accueil collectif
en structures multi-accueil au 31 décembre 2013**

DÉPARTEMENT	Multi-accueil traditionnel	Multi-accueil de personnel	Multi-accueil parental	Multi-accueil micro crèche	Multi-accueil collectif- familial	TOTAL
01 Ain	1 691	137	0	86	265	2 179
02 Aisne	418	50	0	0	20	488
03 Allier	495	22	20	0	0	537
04 Alpes de Haute-Provence	764	0	165	38	0	967
05 Hautes-Alpes	688	0	0	110	0	798
06 Alpes-Maritimes	6 078	0	20	246	486	6 830
07 Ardèche	1 089	52	36	48	0	1 225
08 Ardennes	258	0	0	70	0	328
09 Ariège	571	30	0	17	0	618
10 Aube	665	25	0	30	150	870
11 Aude	1 291	0	0	110	0	1 401
12 Aveyron	567	0	19	38	217	841
13 Bouches-du-Rhône	12 366	740	114	459	881	14 560
14 Calvados	731	0	106	40	0	877
15 Cantal	245	20	0	28	0	293
16 Charente	899	0	0	0	63	962
17 Charente-Maritime	1 078	103	212	50	50	1 493
18 Cher	523	0	83	40	0	646
19 Corrèze	518	0	0	48	137	703
2A Corse du Sud	688	20	20	0	75	803
2B Haute-Corse	688	0	0	46	0	734
21 Côte-d'Or	1 101	15	0	220	86	1 422
22 Côtes-d'Armor	758	95	112	29	0	994
23 Creuse	126	0	0	50	51	227
24 Dordogne	1 007 (e)	75 (e)	0 (e)	140 (e)	0	1 222 (e)
25 Doubs	1 226	0	0	0	0	1 226
26 Drôme	1 771	0	0	112	75	1 958
27 Eure	1 161	70	12	70	0	1 313
28 Eure-et-loir	845	0	0	0	60	905
29 Finistère	1 551	215	0	56	98	1 920
30 Gard	3 450	60	41	184	316	4 051
31 Haute-Garonne	6 177	0	17	89	137	6 420
32 Gers	397	0	0	0	0	397
33 Gironde	5 511	496	0	137	185	6 329
34 Hérault	3 790	296	0	160	812	5 058
35 Ille-et-Vilaine	1 137	200	76	0	693	2 106
36 Indre	338	0	0	0	0	338
37 Indre-et-Loire	1 560	15	0 (e)	50	65	1 690 (e)
38 Isère	4 402	121	206	100	456	5 285
39 Jura	525	30	0	20	0	575
40 Landes	693	40	0	30	91	854
41 Loir-et-Cher	808	87	16	0	0	911
42 Loire	2 824	66	0	249	60	3 199
43 Haute-Loire	758	0	49	57	0	864
44 Loire-Atlantique	3 955	0	0	0	205	4 160
45 Loiret	1 586	120	20	0	65	1 791
46 Lot	298	0	182	0	63	543
47 Lot-et-Garonne	1 151	0	0	80	0	1 231
48 Lozère	257	0	0	20	45	322
49 Maine-et-Loire	1 793	60	0	0	268	2 121
50 Manche	731	37	20	10	0	798
51 Marne	1 467	0	0	0	0	1 467
52 Haute-Marne	308	0	0	0	0	308

(e) : estimé

DÉPARTEMENT	Multi-accueil traditionnel	Multi-accueil de personnel	Multi-accueil parental	Multi-accueil micro crèche	Multi-accueil collectif-familial	TOTAL
53 Mayenne	573	36	0	0	0	609
54 Meurthe-et-Moselle	1 942	0	164	0	67	2 173
55 Meuse	486	0	20	20	0	526
56 Morbihan	1 798	56	16	59	0	1 929
57 Moselle	2 280	0	36	150	475	2 941
58 Nièvre	440	0	0	0	0	440
59 Nord	4 825	192	0	0	0	5 017
60 Oise	1 443	276	20	70	122	1 931
61 Orne	503	0	0	0	0	503
62 Pas-de-Calais	2 523	95	25	0	60	2 703
63 Puy-de-Dôme	1 274	0	0	0	0	1 274
64 Pyrénées-Atlantiques	2 677	208	56	88	90	3 119
65 Hautes-Pyrénées	677	0	0	0	0	677
66 Pyrénées-Orientales	1 561	108	102	0	0	1 771
67 Bas-Rhin	2 920	0	44	658	327	3 949
68 Haut-Rhin	2 873	0	0	159	40	3 072
69 Rhône	9 964	1 530	285	1 297	358	13 434
70 Haute-Saône	530	0	0	49	0	579
71 Saône-et-Loire	1 226	40	0	122	128	1 516
72 Sarthe	718	30	0	0	60	808
73 Savoie	1 459	57	42	30	0	1 588
74 Haute-Savoie	3 748 (e)	0	34	313	0 (e)	4 095 (e)
75 Paris	3 306	1 607	0	0	806	5 719
76 Seine-Maritime	2 990	175	32	20	203	3 420
77 Seine-et-Marne	2 480	25	29	0	254 (e)	2 788 (e)
78 Yvelines	4 905	0	20	0	425	5 350
79 Deux-Sèvres	773	0	22	0	0	795
80 Somme	1 287	105	0	50	25	1 467
81 Tarn	1 709	94	0	116	0	1 919
82 Tarn-et-Garonne	628	24	0	30	11	693
83 Var	4 758	363	412	280	281	6 094
84 Vaucluse	3 146 (e)	149	0	140	30	3 465 (e)
85 Vendée	1 007	0	0	0	0	1 007
86 Vienne	968	0	303	0	156	1 427
87 Haute-Vienne	952	155	0	70	328	1 505
88 Vosges	252	0	447	10	130	839
89 Yonne	747	40	0	60	0	847
90 Territoire de Belfort	449	0	16	9	18	492
91 Essonne	3 393	85	196	0	323	3 997
92 Hauts-de-Seine	12 509	982	0	0	554	14 045
93 Seine-Saint-Denis	5 860	1 270	0	28	1 006	8 164
94 Val-de-Marne	5 127	1 480	275	180	709	7 771
95 Val-d'Oise	2 716	323	26	109	330	3 504
971 Guadeloupe	380	0	0	0	0	380
972 Martinique	801	0	0	0	20	821
973 Guyane	484	0	0	0	0	484
974 Réunion	888	0	0	0	0	888
TOTAL estimé France métropolitaine	192 175	12 802	4 168	7 484	13 491	230 120
TOTAL estimé DOM	2 553	0	0	0	20	2 573
TOTAL estimé France entière	194 728	12 802	4 168	7 484	13 511	232 693

(e) : estimé

**Tableau de données détaillées 11 : Nombre total de places d'accueil familial et enfants inscrits
au 31 décembre 2013**

DÉPARTEMENTS	MONO-ACCUEIL		MULTI-ACCUEIL		TOTAL	
	places	enfants inscrits	places	enfants inscrits	places	enfants inscrits
01 Ain	60	91	123	186	183	277
02 Aisne	245	306	48	70	293	376
03 Allier	195	253	0	0	195	253
04 Alpes de Haute-Provence	30	36	0	0	30	36
05 Hautes-Alpes	77	110 (e)	0	0	77	110 (e)
06 Alpes-Maritimes	750	1 074 (e)	206	342 (e)	956	1 416 (e)
07 Ardèche	100	145	0	0	100	145
08 Ardennes	120	140	0	0	120	140
09 Ariège	254	378	0	0	254	378
10 Aube	61	93	144	220	205	313
11 Aude	132	202	0	0	132	202
12 Aveyron	0	0	107	182	107	182
13 Bouches-du-Rhône	890	1 274 (e)	259	430 (e)	1 149	1 704 (e)
14 Calvados	430	436	0	0	430	436
15 Cantal	43	64	0	0	43	64
16 Charente	293	388	74	18	367	406
17 Charente-Maritime	138	251	45	50	183	301
18 Cher	3	4 (e)	0	0	3	4 (e)
19 Corrèze	103	139	54	334	157	473
2A Corse du Sud	0	0	3	6	3	6
2B Haute-Corse	40	57 (e)	0	0	40	57 (e)
21 Côte-d'Or	256	299	50	57	306	356
22 Côtes-d'Armor	393	494	0	0	393	494
23 Creuse	0	0	8	13 (e)	8	13 (e)
24 Dordogne	181 (e)	259 (e)	0 (e)	0 (e)	181 (e)	259 (e)
25 Doubs	313	368	0	0	313	368
26 Drôme	152	213	77	128 (e)	229	341 (e)
27 Eure	343	402	0	0	343	402
28 Eure-et-loir	350	426	6	6	356	432
29 Finistère	288	376	70	83	358	459
30 Gard	21	30 (e)	112	186 (e)	133	216 (e)
31 Haute-Garonne	1 767 (e)	2 524 (e)	90 (e)	134	1 857 (e)	2 658 (e)
32 Gers	114	130	0	0	114	130
33 Gironde	1 871	2 679 (e)	129	214 (e)	2 000	2 893 (e)
34 Hérault	480	687 (e)	352	584 (e)	832	1 271 (e)
35 Ille-et-Vilaine	157	225 (e)	251	416 (e)	408	641 (e)
36 Indre	160	223	0	0	160	223
37 Indre-et-Loire	507	691	80	213	587	904
38 Isère	519	743 (e)	379	629 (e)	898	1 372 (e)
39 Jura	83	119	0	0	83	119
40 Landes	201	305	33	55 (e)	234	360 (e)
41 Loir-et-Cher	54	69	0	0	54	69
42 Loire	0	0	36	60 (e)	36	60 (e)
43 Haute-Loire	32	76	0	0	32	76
44 Loire-Atlantique	445	637 (e)	80	133 (e)	525	770 (e)
45 Loiret	809	997	217	239	1 026	1 236
46 Lot	0	0	20	16	20	16
47 Lot-et-Garonne	145	158	0	0	145	158
48 Lozère	0	0	30	50 (e)	30	50 (e)
49 Maine-et-Loire	331	474 (e)	0	0 (e)	331	474 (e)
50 Manche	263	349	0	0	263	349
51 Marne	170	267	0	0	170	267
52 Haute-Marne	20	29 (e)	0	0	20	29 (e)

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	MONO-ACCUEIL		MULTI-ACCUEIL		TOTAL	
	places	enfants inscrits	places	enfants inscrits	places	enfants inscrits
53 Mayenne	12	25	0	0	12	25
54 Meurthe-et-Moselle	373	534 (e)	133	221 (e)	506	755 (e)
55 Meuse	0	0	0	0	0	0
56 Morbihan	136	195 (e)	0	0	136	195 (e)
57 Moselle	100	172	180	256	280	428
58 Nièvre	30	47	0	0	30	47
59 Nord	1 715	2 456 (e)	0	0	1 715	2 456 (e)
60 Oise	881	1 383	47	164	928	1 547
61 Orne	111	160	0	0	111	160
62 Pas-de-Calais	258	310	0	0	258	310
63 Puy-de-Dôme	440	630 (e)	0	0	440	630 (e)
64 Pyrénées-Atlantiques	589	843 (e)	33	55 (e)	622	898 (e)
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	290	415 (e)	0	0	290	415 (e)
67 Bas-Rhin	1 615	2 521	261	354	1 876	2 875
68 Haut-Rhin	65	66	50	15	115	81
69 Rhône	828	1 186 (e)	452	750 (e)	1 280	1 935 (e)
70 Haute-Saône	32	29	0	0	32	29
71 Saône-et-Loire	213	270	111	162	324	432
72 Sarthe	213	354	86	138	299	492
73 Savoie	331	474 (e)	0	0	331	474 (e)
74 Haute-Savoie	665	952 (e)	0	0	665	952 (e)
75 Paris	1 547	2 215 (e)	683	1 133 (e)	2 230	3 348 (e)
76 Seine-Maritime	145	227	113	163	258	390
77 Seine-et-Marne	2 212	3 167 (e)	761	1 262 (e)	2 973	4 429 (e)
78 Yvelines	3 439	4 924 (e)	867	1 438 (e)	4 306	6 362 (e)
79 Deux-Sèvres	30	58	0	0	30	58
80 Somme	184	241	12	25	196	266
81 Tarn	223	363	0	0	223	363
82 Tarn-et-Garonne	101	144	34	61	135	205
83 Var	427	610	264	423	691	1 033
84 Vaucluse	111	159 (e)	11	18 (e)	122	177 (e)
85 Vendée	165 (e)	236 (e)	0 (e)	0	165 (e)	236 (e)
86 Vienne	108	174	56	105	164	279
87 Haute-Vienne	39	75	123	185	162	260
88 Vosges	0	0	93	154 (e)	93	154 (e)
89 Yonne	60	108	0	0	60	108
90 Territoire de Belfort	144	206 (e)	18	25	162	231 (e)
91 Essonne	3 439	4 924 (e)	361	599 (e)	3 800	5 523 (e)
92 Hauts-de-Seine	1 746	2 500 (e)	494	819 (e)	2 240	3 319 (e)
93 Seine-Saint-Denis	1 204	1 724 (e)	434	720 (e)	1 638	2 444 (e)
94 Val-de-Marne	567	812 (e)	1 435	2 380 (e)	2 002	3 192 (e)
95 Val-d'Oise	2 538	3 634 (e)	535	887 (e)	3 073	4 521 (e)
971 Guadeloupe	0	0	0	0	0	0
972 Martinique	0	0	20	33 (e)	20	33 (e)
973 Guyane	78	112 (e)	0	0	78	112 (e)
974 Réunion	99 (e)	142 (e)	0	0	99 (e)	142 (e)
TOTAL estimé France métropolitaine	41 715	59 214	10 730	17 563	52 445	76 777
TOTAL estimé DOM	177	253	20	33	197	287
TOTAL estimé France entière	41 892	59 467	10 750	17 596	52 642	77 063

(e) : estimé

**Tableau de données détaillées 12 : Nombre total de places par assistant.e. maternel.le.
des services d'accueil familial au 31 décembre 2013**

DÉPARTEMENTS	Nombre d'assistant.e.s maternel.le.s en services d'accueil familial	Nombre de places en services d'accueil familial	Nombre moyen de places par assistant.e.s maternel.le.s
01 Ain	54	183	3,4
02 Aisne	81	293	3,6
03 Allier	59	195	3,3
04 Alpes de Haute-Provence	8	30	3,8
05 Hautes-Alpes	23	77	3,3
06 Alpes-Maritimes	365	956	2,6
07 Ardèche	29	100	3,4
08 Ardennes	36	120	3,3
09 Ariège	87	254	2,9
10 Aube	69	205	3,0
11 Aude	52	132	2,5
12 Aveyron	36	107	3,0
13 Bouches-du-Rhône	422 (e)	1 149	2,7 (e)
14 Calvados	91	430	4,7
15 Cantal	16	43	2,7
16 Charente	113	367	3,2
17 Charente-Maritime	68	183	2,7
18 Cher	1	3	3,0
19 Corrèze	104	157	1,5
2A Corse du Sud	1	3	3,0
2B Haute-Corse	15 (e)	40	2,7 (e)
21 Côte-d'Or	91	306	3,4
22 Côtes-d'Armor	96	393	4,1
23 Creuse	8	8	1,0
24 Dordogne	67 (e)	181 (e)	2,7 (e)
25 Doubs	88	313	3,6
26 Drôme	67 (e)	229	3,4 (e)
27 Eure	62	343	5,5
28 Eure-et-loir	111	356	3,2
29 Finistère	160	358	2,2
30 Gard	55	133	2,4
31 Haute-Garonne	622	1 857 (e)	3,0 (e)
32 Gers	33	114	3,5
33 Gironde	687	2 000	2,9
34 Hérault	306 (e)	832	2,7 (e)
35 Ille-et-Vilaine	150 (e)	408	2,7 (e)
36 Indre	51	160	3,1
37 Indre-et-Loire	183	587	3,2
38 Isère	360	898	2,5
39 Jura	33	83	2,5
40 Landes	63	234	3,7
41 Loir-et-Cher	18	54	3,0
42 Loire	13 (e)	36	2,7 (e)
43 Haute-Loire	12 (e)	32	2,7 (e)
44 Loire-Atlantique	193 (e)	525	2,7 (e)
45 Loiret	279	1 026	3,7
46 Lot	8	20	2,5
47 Lot-et-Garonne	45	145	3,2
48 Lozère	9	30	3,3
49 Maine-et-Loire	164	331	2,0
50 Manche	79	263	3,3
51 Marne	66	170	2,6
52 Haute-Marne	8	20	2,5

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS	Nombre d'assistant.e.s maternel.le.s en services d'accueil familial	Nombre de places en services d'accueil familial	Nombre moyen de places par assistant.e.s maternel.le.s
53 Mayenne	5	12	2,4
54 Meurthe-et-Moselle	192 (e)	506	2,6 (e)
55 Meuse	0	0	0,0
56 Morbihan	50 (e)	136	2,7 (e)
57 Moselle	103 (e)	280	2,7 (e)
58 Nièvre	14	30	2,1
59 Nord	495	1 715	3,5
60 Oise	293	928	3,2
61 Orne	32	111	3,5
62 Pas-de-Calais	71	258	3,6
63 Puy-de-Dôme	177	440	2,5
64 Pyrénées-Atlantiques	229 (e)	622	2,7 (e)
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0,0
66 Pyrénées-Orientales	107 (e)	290	2,7 (e)
67 Bas-Rhin	614	1 876	3,1
68 Haut-Rhin	35	115	3,3
69 Rhône	579 (e)	1 280	2,2 (e)
70 Haute-Saône	13	32	2,5
71 Saône-et-Loire	101	324	3,2
72 Sarthe	118	299	2,5
73 Savoie	122 (e)	331	2,7 (e)
74 Haute-Savoie	250	665	2,7
75 Paris	839 (e)	2 230	2,7 (e)
76 Seine-Maritime	105	258	2,5
77 Seine-et-Marne	1 093 (e)	2 973	2,7 (e)
78 Yvelines	1 472 (e)	4 306	2,9 (e)
79 Deux-Sèvres	11	30	2,7
80 Somme	56	196	3,5
81 Tarn	82	223	2,7
82 Tarn-et-Garonne	53 (e)	135	2,6 (e)
83 Var	255	691	2,7
84 Vaucluse	47	122	2,6
85 Vendée	61 (e)	165 (e)	2,7 (e)
86 Vienne	53	164	3,1
87 Haute-Vienne	58	162	2,8
88 Vosges	19	93	4,9
89 Yonne	20	60	3,0
90 Territoire de Belfort	48	162	3,4
91 Essonne	1 421 (e)	3 800	2,7 (e)
92 Hauts-de-Seine	819 (e)	2 240	2,7 (e)
93 Seine-Saint-Denis	602 (e)	1 638	2,7 (e)
94 Val-de-Marne	869	2 002	2,3
95 Val-d'Oise	1 048	3 073	2,9
971 Guadeloupe	0	0	0,0
972 Martinique	5	20	4,0
973 Guyane	19	78	4,1
974 Réunion	33	99 (e)	3,0 (e)
Moyenne estimée France métropolitaine	18 545	52 445	2,7
Moyenne estimée DOM	57	197	3,0
Moyenne estimée France entière	18 602	52 642	2,7

(e) : estimé

Tableau de données détaillées 13 : Nombre d'agrément en cours pour les assistant.e.s maternel.le.s
au 31 décembre 2013

DÉPARTEMENTS		Nombre d'agrément pour assistant.e.s maternel.le.s	
01	Ain	5 555	
02	Aisne	4 886	
03	Allier	2 318	
04	Alpes de Haute-Provence	529	(e)
05	Hautes-Alpes	696	
06	Alpes-Maritimes	3 892	(e)
07	Ardèche	1 893	
08	Ardennes	2 050	
09	Ariège	918	
10	Aube	2 126	
11	Aude	1 680	
12	Aveyron	1 635	
13	Bouches-du-Rhône	8 565	
14	Calvados	6 328	
15	Cantal	1 112	
16	Charente	2 337	
17	Charente-Maritime	4 355	
18	Cher	2 819	
19	Corrèze	1 312	
2A	Corse du Sud	257	
2B	Haute-Corse	445	
21	Côte-d'Or	4 482	
22	Côtes-d'Armor	5 156	
23	Creuse	607	
24	Dordogne	1 921	(e)
25	Doubs	6 236	
26	Drôme	3 811	
27	Eure	5 060	
28	Eure-et-loir	3 712	
29	Finistère	6 523	
30	Gard	3 422	
31	Haute-Garonne	8 726	
32	Gers	1 155	
33	Gironde	11 103	
34	Hérault	5 446	
35	Ille-et-Vilaine	9 852	
36	Indre	1 709	
37	Indre-et-Loire	5 220	
38	Isère	11 736	
39	Jura	2 250	
40	Landes	2 264	
41	Loir-et-Cher	2 746	
42	Loire	5 632	
43	Haute-Loire	1 519	
44	Loire-Atlantique	14 486	
45	Loiret	6 444	
46	Lot	1 029	
47	Lot-et-Garonne	1 612	
48	Lozère	340	
49	Maine-et-Loire	8 245	
50	Manche	4 873	
51	Marne	3 880	

(e) : estimé

DÉPARTEMENTS		Nombre d'agrément.s pour assistant.e.s maternel.le.s
52	Haute-Marne	1 824
53	Mayenne	2 999
54	Meurthe-et-Moselle	5 652
55	Meuse	1 759
56	Morbihan	5 482
57	Moselle	8 638
58	Nièvre	1 548
59	Nord	20 581
60	Oise	6 729
61	Orne	1 997
62	Pas-de-Calais	10 794
63	Puy-de-Dôme	4 897
64	Pyrénées-Atlantiques	3 645
65	Hautes-Pyrénées	913
66	Pyrénées-Orientales	1 744
67	Bas-Rhin	9 840
68	Haut-Rhin	5 137
69	Rhône	16 671
70	Haute-Saône	2 949
71	Saône-et-Loire	4 566
72	Sarthe	6 462
73	Savoie	3 228
74	Haute-Savoie	5 848
75	Paris	3 272
76	Seine-Maritime	11 698
77	Seine-et-Marne	11 008 (e)
78	Yvelines	9 221
79	Deux-Sèvres	3 048
80	Somme	4 893
81	Tarn	1 578
82	Tarn-et-Garonne	1 585
83	Var	3 919
84	Vaucluse	2 371
85	Vendée	6 684
86	Vienne	3 633
87	Haute-Vienne	2 311
88	Vosges	3 184
89	Yonne	2 721
90	Territoire de Belfort	1 276
91	Essonne	10 957
92	Hauts-de-Seine	6 365
93	Seine-Saint-Denis	6 152
94	Val-de-Marne	6 796
95	Val-d'Oise	8 818
971	Guadeloupe	706
972	Martinique	478
973	Guyane	245
974	Réunion	1 332
TOTAL estimé France métropolitaine		452 298
TOTAL estimé DOM		2 761
TOTAL estimé France entière		455 059

(e) : estimé

Nombre de places d'accueil collectif et familial par département de 2009 à 2013

Tableau de données détaillées 14 : Nombre total de places d'accueil collectif de 2009 à 2013*	72
Tableau de données détaillées 15 : Nombre total de places en crèches collectives de 2009 à 2013*	74
Tableau de données détaillées 16 : Nombre total de places en halte-garderies de 2009 à 2013	76
Tableau de données détaillées 17 : Nombre total de places en jardins d'enfants de 2009 à 2013	78
Tableau de données détaillées 18 : Nombre total de places d'accueil collectif en structures multi-accueil de 2009 à 2013	80
Tableau de données détaillées 19 : Nombre total de places d'accueil familial de 2009 à 2013	82

Tableau de données détaillées 14 : Nombre total de places d'accueil collectif de 2009 à 2013*

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
01 Ain	2 102	2 204	2 337	2 496	2 488
02 Aisne	692	799	764	748	807
03 Allier	661	737	750	814	878
04 Alpes de Haute-Provence	1 030	979	979	1 028	992
05 Hautes-Alpes	842	819	835	841	818
06 Alpes-Maritimes	6 391	6 731	6 943	7 330	7 602
07 Ardèche	1 053	1 171	1 184	1 243	1 225
08 Ardennes	642	624	656	684	720
09 Ariège	505	583	607	644	638
10 Aube	835	845	864	959	947
11 Aude	1 133	1 178	1 178	1 247	1 416
12 Aveyron	1 067	1 077	1 194	1 165	1 179
13 Bouches-du-Rhône	14 300	14 256	14 681	15 272	15 729
14 Calvados	1 800	1 804	1 875	2 059	2 160
15 Cantal	257	257	283	291	293
16 Charente	1 089	1 127	1 177	1 152	1 168
17 Charente-Maritime	1 607	1 694	1 731	1 741	1 798
18 Cher	986	986	744	805	817
19 Corrèze	648	716	719	750	766
2A Corse du Sud	843	870	775	833	835
2B Haute-Corse	594	632	688	688	918
21 Côte-d'Or	2 005	2 135	2 298	2 385	2 475
22 Côtes-d'Armor	1 006	1 139	1 249	1 112	1 210
23 Creuse	176	205	227	229	241
24 Dordogne	1 035	1 144	1 184	1 249	1 249
25 Doubs	1 631	1 847	1 949	2 039	2 136
26 Drôme	1 934	2 037	2 209	2 313	2 438
27 Eure	1 549	1 549	1 605	1 707	1 780
28 Eure-et-loir	1 198	1 334	1 382	1 484	1 471
29 Finistère	2 349	2 523	2 714	2 782	2 948
30 Gard	3 399	3 516	3 884	4 053	4 146
31 Haute-Garonne	8 368	8 636	9 052	9 468	9 851
32 Gers	480	461	517	576	574
33 Gironde	6 430	6 594	6 758	7 143	7 402
34 Hérault	5 041	5 317	5 578	5 849	5 984
35 Ille-et-Vilaine	3 310	3 479	3 643	3 993	4 224
36 Indre	487	490	504	541	545
37 Indre-et-Loire	2 109	2 208	2 269	2 405	2 383
38 Isère	7 728	8 013	6 677	6 882	7 277
39 Jura	540	638	654	692	720
40 Landes	876	931	984	1 047	1 046
41 Loir-et-Cher	908	991	988	1 124	1 031
42 Loire	3 064	3 323	3 569	3 781	3 878
43 Haute-Loire	778	832	973	993	890
44 Loire-Atlantique	5 568	5 883	5 992	6 598	6 675
45 Loiret	2 338	2 434	2 445	2 523	2 578
46 Lot	555	559	627	640	669
47 Lot-et-Garonne	1 268	1 362	1 408	1 419	1 439
48 Lozère	420	277	272	321	322
49 Maine-et-Loire	2 709	2 973	3 021	3 229	3 791
50 Manche	834	894	880	902	959
51 Marne	2 937	3 314	2 979	3 561	3 725
52 Haute-Marne	325	369	389	390	418

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
53 Mayenne	709	750	808	804	801
54 Meurthe-et-Moselle	2 794	2 953	3 037	3 138	3 200
55 Meuse	477	484	500	544	557
56 Morbihan	1 700	1 777	1 882	1 944	2 024
57 Moselle	2 442	2 615	2 840	3 126	3 355
58 Nièvre	562	599	588	594	600
59 Nord	9 227	9 544	10 364	10 514	10 880
60 Oise	2 020	2 076	1 970	2 245	2 453
61 Orne	547	628	674	649	720
62 Pas-de-Calais	2 881	3 111	3 221	3 519	3 710
63 Puy-de-Dôme	1 775	2 018	2 360	2 293	2 509
64 Pyrénées-Atlantiques	2 771	2 761	2 909	3 068	3 185
65 Hautes-Pyrénées	660	697	797	793	837
66 Pyrénées-Orientales	1 663	1 706	1 820	1 968	1 968
67 Bas-Rhin	5 329	5 645	5 750	5 921	6 378
68 Haut-Rhin	3 997	4 071	4 146	4 185	4 285
69 Rhône	10 862	11 904	12 661	13 191	13 732
70 Haute-Saône	498	522	567	615	638
71 Saône-et-Loire	1 544	1 660	1 642	1 781	1 776
72 Sarthe	988	977	998	1 075	1 109
73 Savoie	1 571	1 649	1 803	1 927	1 946
74 Haute-Savoie	4 223	4 116	4 314	4 414	4 702
75 Paris	28 271	28 663	29 107	33 976	35 323
76 Seine-Maritime	4 524	4 702	4 661	4 831	5 057
77 Seine-et-Marne	4 498	4 605	4 665	5 209	4 992
78 Yvelines	9 411	10 171	10 381	11 403	11 468
79 Deux-Sèvres	881	991	1 003	1 106	1 082
80 Somme	1 274	1 326	1 482	1 515	1 543
81 Tarn	1 622	1 869	1 965	2 033	2 108
82 Tarn-et-Garonne	607	655	813	774	795
83 Var	5 447	3 224	6 488	6 456	6 406
84 Vaucluse	3 115	3 160	3 185	3 504	3 578
85 Vendée	1 291	1 351	1 354	1 495	1 670
86 Vienne	1 371	1 372	1 441	1 480	1 483
87 Haute-Vienne	1 356	1 442	1 491	1 511	1 505
88 Vosges	910	1 079	1 004	971	1 001
89 Yonne	1 120	1 138	1 357	1 210	1 199
90 Territoire de Belfort	587	619	599	630	646
91 Essonne	6 013	6 339	7 201	6 905	7 379
92 Hauts-de-Seine	20 842	22 026	22 388	23 129	23 674
93 Seine-Saint-Denis	10 467	10 925	11 407	11 853	12 341
94 Val-de-Marne	12 459	13 109	13 909	13 977	13 926
95 Val-d'Oise	4 623	4 798	5 213	5 401	5 601
971 Guadeloupe	2 611	2 513	2 680	2 689	2 571
972 Martinique	3 155	3 208	3 239	3 287	3 336
973 Guyane	994	1 044	1 015	970	942
974 Réunion	3 332	3 636	4 165	4 649	4 973
TOTAL estimé France	292 361	303 323	316 609	333 897	344 811
TOTAL estimé DOM	10 092	10 401	11 099	11 595	11 822
TOTAL estimé France entière	302 453	313 724	327 708	345 492	356 633

*Pour les données de Paris : la rupture de série entre 2011 et 2012 fait suite à une amélioration des données pour ce département. Le nombre de places en structures de personnel (mono accueil et multi accueil) entre 2008 et 2011 a été uniquement révisé dans le tableau 4 (page 15) afin d'observer les évolutions.

Tableau de données détaillées 15 : Nombre total de places en crèches collectives de 2009 à 2013*

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
01 Ain	218	0	0	0	0
02 Aisne	40	50	99	109	140
03 Allier	227	183	183	221	201
04 Alpes de Haute-Provence	0	30	30	0	0
05 Hautes-Alpes	0	0	0	0	0
06 Alpes-Maritimes	0	0	0	0	265
07 Ardèche	0	0	0	0	0
08 Ardennes	279	283	254	254	287
09 Ariège	0	0	0	0	0
10 Aube	0	0	0	0	0
11 Aude	35	55	55	0	0
12 Aveyron	108	108	108	45	45
13 Bouches-du-Rhône	37	37	37	37	37
14 Calvados	881	881	844	981	1 011
15 Cantal	0	0	0	0	0
16 Charente	531	271	246	98	29
17 Charente-Maritime	126	126	136	140	140
18 Cher	79	79	127	107	70
19 Corrèze	30	50	52	51	51
2A Corse du Sud	40	0	0	0	10
2B Haute-Corse	82	82	82	82	90
21 Côte-d'Or	847	907	922	792	726
22 Côtes-d'Armor	23	23	23	23	23
23 Creuse	0	0	0	40	0
24 Dordogne	0	0	0	0	0
25 Doubs	422	572	642	690	707
26 Drôme	340	384	408	426	340
27 Eure	404	404	380	380	318
28 Eure-et-loir	226	205	205	205	206
29 Finistère	590	554	620	610	567
30 Gard	0	0	0	0	0
31 Haute-Garonne	2 824	2 712	2 660	2 605	2 576
32 Gers	40	40	50	50	40
33 Gironde	1 002	937	711	658	800
34 Hérault	921	741	727	764	764
35 Ille-et-Vilaine	1 000	903	942	1 094	1 162
36 Indre	40	40	40	40	40
37 Indre-et-Loire	667	624	624	605	528
38 Isère	1 466	1 587	988	1 035	1 092
39 Jura	110	110	110	100	110
40 Landes	60	60	60	65	65
41 Loir-et-Cher	103	10	10	38	38
42 Loire	202	302	298	249	249
43 Haute-Loire	0	0	0	0	0
44 Loire-Atlantique	1 036	1 200	1 384	1 611	1 770
45 Loiret	317	319	262	260	282
46 Lot	12	0	0	18	28
47 Lot-et-Garonne	68	68	68	68	68
48 Lozère	0	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	844	965	972	1 060	1 111
50 Manche	107	107	93	93	86
51 Marne	1 328	1 641	1 668	1 900	2 048
52 Haute-Marne	0	19	39	40	80

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
53 Mayenne	368	367	478	238	135
54 Meurthe-et-Moselle	768	858	792	797	802
55 Meuse	39	48	0	0	19
56 Morbihan	100	100	0	0	0
57 Moselle	162	162	85	85	85
58 Nièvre	150	150	150	150	150
59 Nord	2 317	2 139	2 517	2 546	2 649
60 Oise	424	424	269	126	126
61 Orne	88	91	120	131	130
62 Pas-de-Calais	579	589	589	589	754
63 Puy-de-Dôme	699	881	968	658	1 074
64 Pyrénées-Atlantiques	0	95	95	70	0
65 Hautes-Pyrénées	149	150	114	124	144
66 Pyrénées-Orientales	30	0	0	66	66
67 Bas-Rhin	1 309	1 326	1 330	1 049	1 040
68 Haut-Rhin	568	651	677	523	577
69 Rhône	0	0	0	0	0
70 Haute-Saône	20	20	20	20	20
71 Saône-et-Loire	60	0	0	0	0
72 Sarthe	106	147	58	58	58
73 Savoie	197	194	272	312	309
74 Haute-Savoie	36	288	203	237	219
75 Paris	21 984	22 482	22 931	23 625	24 208
76 Seine-Maritime	955	955	989	1 014	1 005
77 Seine-et-Marne	1 725	1 824	1 631	1 852	1 857
78 Yvelines	4 865	5 190	5 383	5 583	5 570
79 Deux-Sèvres	164	173	182	194	188
80 Somme	0	0	0	0	0
81 Tarn	65	65	65	65	65
82 Tarn-et-Garonne	18	50	30	30	30
83 Var	140	40	40	40	0
84 Vaucluse	149	49	119	0	0
85 Vendée	380	440	455	484	514
86 Vienne	0	9	9	9	9
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	0
88 Vosges	0	0	0	0	0
89 Yonne	250	274	239	229	229
90 Territoire de Belfort	332	334	330	248	60
91 Essonne	2 788	2 814	2 804	2 631	2 562
92 Hauts-de-Seine	9 658	9 409	8 864	8 657	7 902
93 Seine-Saint-Denis	4 886	4 146	3 727	3 580	3 676
94 Val-de-Marne	9 640	10 628	5 957	5 957	5 797
95 Val-d'Oise	1 991	1 594	1 869	1 772	1 694
971 Guadeloupe	2 260	1 975	2 032	1 948	1 889
972 Martinique	1 885	1 865	1 915	1 941	1 990
973 Guyane	644	634	610	652	140
974 Réunion	1 614	2 076	2 371	2 869	3 036
TOTAL estimé France	85 871	86 825	81 520	81 393	81 923
TOTAL estimé DOM	6 403	6 550	6 928	7 410	7 055
TOTAL estimé France entière	92 274	93 375	88 448	88 803	88 978

*Pour les données de Paris : la rupture de série entre 2011 et 2012 fait suite à une amélioration des données pour ce département. Le nombre de places en structures de personnel (mono accueil et multi accueil) entre 2008 et 2011 a été uniquement révisé dans le tableau 4 (page 15) afin d'observer les évolutions.

Tableau de données détaillées 16 : Nombre total de places en halte-garderies de 2009 à 2013

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
01 Ain	417	325	311	326	309
02 Aisne	191	191	195	170	168
03 Allier	151	104	105	123	122
04 Alpes de Haute-Provence	25	25	25	25	25
05 Hautes-Alpes	5	0	0	0	0
06 Alpes-Maritimes	30	30	35	35	45
07 Ardèche	0	0	0	0	0
08 Ardennes	137	115	117	105	105
09 Ariège	20	20	20	20	20
10 Aube	156	112	90	85	77
11 Aude	0	0	0	15	15
12 Aveyron	262	262	255	255	243
13 Bouches-du-Rhône	238	328	407	378	390
14 Calvados	407	399	382	324	272
15 Cantal	0	0	0	0	0
16 Charente	335	258	259	237	177
17 Charente-Maritime	209	213	179	180	165
18 Cher	151	151	99	79	71
19 Corrèze	0	0	0	12	12
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0
2B Haute-Corse	10	0	0	0	25
21 Côte-d'Or	441	386	344	281	281
22 Côtes-d'Armor	169	139	194	133	121
23 Creuse	8	8	14	14	14
24 Dordogne	15	15	15	15	15
25 Doubs	345	303	271	203	203
26 Drôme	209	151	130	110	110
27 Eure	131	131	119	89	89
28 Eure-et-loir	295	327	326	344	310
29 Finistère	544	476	460	463	445
30 Gard	0	0	0	0	0
31 Haute-Garonne	844	791	768	760	768
32 Gers	100	124	39	39	39
33 Gironde	391	381	281	276	273
34 Hérault	101	101	91	91	80
35 Ille-et-Vilaine	1 075	1 016	1 012	980	920
36 Indre	169	154	119	119	108
37 Indre-et-Loire	130	185	185	185	165
38 Isère	1 773	1 742	955	873	810
39 Jura	60	60	60	35	35
40 Landes	77	87	87	97	111
41 Loir-et-Cher	201	153	155	137	82
42 Loire	93	58	41	41	41
43 Haute-Loire	90	32	30	32	26
44 Loire-Atlantique	840	837	830	765	745
45 Loiret	516	514	476	478	505
46 Lot	10	10	10	10	10
47 Lot-et-Garonne	140	140	140	140	140
48 Lozère	0	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	745	674	661	575	547
50 Manche	60	75	75	75	75
51 Marne	200	130	210	210	210
52 Haute-Marne	20	30	30	30	30

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
53 Mayenne	196	208	126	79	57
54 Meurthe-et-Moselle	235	241	242	252	225
55 Meuse	45	45	0	0	12
56 Morbihan	128	128	91	101	75
57 Moselle	529	549	419	329	329
58 Nièvre	102	67	27	25	10
59 Nord	2 949	2 919	2 956	2 835	2 834
60 Oise	399	409	494	481	396
61 Orne	130	106	96	84	87
62 Pas-de-Calais	728	712	669	540	174
63 Puy-de-Dôme	80	66	128	109	81
64 Pyrénées-Atlantiques	12	25	25	15	0
65 Hautes-Pyrénées	40	20	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	100	83	119	107	107
67 Bas-Rhin	829	814	749	629	609
68 Haut-Rhin	296	285	252	218	172
69 Rhône	0	0	0	0	0
70 Haute-Saône	0	15	15	15	15
71 Saône-et-Loire	407	389	375	317	260
72 Sarthe	318	319	309	275	243
73 Savoie	149	82	52	91	49
74 Haute-Savoie	431	267	362	368	368
75 Paris	4 146	4 094	4 131	3 195	3 113
76 Seine-Maritime	965	864	689	692	608
77 Seine-et-Marne	403	376	348	356	347
78 Yvelines	728	699	585	650	532
79 Deux-Sèvres	100	95	95	83	85
80 Somme	35	20	48	20	20
81 Tarn	114	132	123	123	123
82 Tarn-et-Garonne	0	0	0	0	0
83 Var	217	197	164	166	258
84 Vaucluse	194	177	162	128	113
85 Vendée	129	129	117	117	117
86 Vienne	70	36	66	57	47
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	0
88 Vosges	154	199	174	174	162
89 Yonne	266	243	372	170	123
90 Territoire de Belfort	94	114	94	94	94
91 Essonne	979	948	801	793	759
92 Hauts-de-Seine	1 254	1 260	1 170	998	811
93 Seine-Saint-Denis	673	638	563	493	451
94 Val-de-Marne	432	371	371	371	339
95 Val-d'Oise	470	380	327	347	347
971 Guadeloupe	58	75	85	28	52
972 Martinique	30	30	30	37	37
973 Guyane	0	0	0	0	0
974 Réunion	55	40	89	59	59
TOTAL estimé France	32 062	30 484	28 513	25 866	24 101
TOTAL estimé DOM	143	145	204	124	148
TOTAL estimé France entière	32 205	30 629	28 717	25 990	24 249

Tableau de données détaillées 17 : Nombre total de places en jardins d'enfants de 2009 à 2013

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
01 Ain	26	30	32	32	0
02 Aisne	11	11	11	11	11
03 Allier	18	60	21	21	18
04 Alpes de Haute-Provence	0	0	0	0	0
05 Hautes-Alpes	20	20	20	20	20
06 Alpes-Maritimes	396	396	453	413	418
07 Ardèche	0	0	0	0	0
08 Ardennes	0	0	0	0	0
09 Ariège	0	0	0	0	0
10 Aube	0	0	0	0	0
11 Aude	62	62	62	0	0
12 Aveyron	0	0	14	14	14
13 Bouches-du-Rhône	667	713	711	756	742
14 Calvados	0	0	0	0	0
15 Cantal	0	0	0	0	0
16 Charente	0	0	0	0	0
17 Charente-Maritime	0	0	0	0	0
18 Cher	30	30	30	30	30
19 Corrèze	0	0	0	0	0
2A Corse du Sud	0	0	0	22	22
2B Haute-Corse	0	0	0	0	45
21 Côte-d'Or	0	12	12	12	46
22 Côtes-d'Armor	56	92	88	72	72
23 Creuse	6	6	0	0	0
24 Dordogne	0	0	0	0	0
25 Doubs	0	0	0	0	0
26 Drôme	32	32	31	31	30
27 Eure	60	60	60	60	60
28 Eure-et-loir	50	50	50	50	50
29 Finistère	0	0	16	16	16
30 Gard	51	14	51	71	71
31 Haute-Garonne	90	98	98	98	87
32 Gers	48	3	72	94	98
33 Gironde	0	0	0	0	0
34 Hérault	66	66	66	66	67
35 Ille-et-Vilaine	0	20	20	36	36
36 Indre	35	35	35	35	35
37 Indre-et-Loire	25	25	25	25	0
38 Isère	60	60	75	90	90
39 Jura	0	0	0	0	0
40 Landes	0	0	0	16	16
41 Loir-et-Cher	0	0	0	0	0
42 Loire	365	363	348	376	389
43 Haute-Loire	0	0	0	0	0
44 Loire-Atlantique	0	0	0	0	0
45 Loiret	0	0	0	0	0
46 Lot	40	40	40	40	40
47 Lot-et-Garonne	17	0	0	0	0
48 Lozère	0	0	0	0	0
49 Maine-et-Loire	0	12	12	12	12
50 Manche	3	3	0	0	0
51 Marne	0	0	0	0	0
52 Haute-Marne	0	0	0	0	0

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
53 Mayenne	0	0	0	0	0
54 Meurthe-et-Moselle	0	0	0	0	0
55 Meuse	0	0	0	0	0
56 Morbihan	18	18	20	20	20
57 Moselle	0	0	0	0	0
58 Nièvre	0	0	0	0	0
59 Nord	255	292	337	298	356
60 Oise	12	0	0	0	0
61 Orne	0	0	0	0	0
62 Pas-de-Calais	31	31	31	31	31
63 Puy-de-Dôme	92	96	96	88	80
64 Pyrénées-Atlantiques	0	50	46	66	66
65 Hautes-Pyrénées	0	0	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	0	0	0	0	0
67 Bas-Rhin	855	875	775	775	780
68 Haut-Rhin	544	484	469	469	464
69 Rhône	203	246	244	282	298
70 Haute-Saône	0	0	0	0	0
71 Saône-et-Loire	0	0	0	0	0
72 Sarthe	0	0	0	0	0
73 Savoie	0	0	0	0	0
74 Haute-Savoie	10	12	10	10	20
75 Paris	2 141	2 087	2 045	2 303	2 283
76 Seine-Maritime	0	0	0	0	0
77 Seine-et-Marne	15	15	0	0	0
78 Yvelines	20	20	16	36	16
79 Deux-Sèvres	14	14	14	14	14
80 Somme	61	41	66	56	56
81 Tarn	0	0	0	0	1
82 Tarn-et-Garonne	0	0	0	0	0
83 Var	210	74	54	54	54
84 Vaucluse	40	40	0	0	0
85 Vendée	12	12	12	16	32
86 Vienne	0	0	0	0	0
87 Haute-Vienne	0	0	0	0	0
88 Vosges	8	0	0	0	0
89 Yonne	0	0	0	0	0
90 Territoire de Belfort	0	0	0	0	0
91 Essonne	0	0	14	14	61
92 Hauts-de-Seine	1 155	1 154	1 105	1 015	916
93 Seine-Saint-Denis	50	50	20	50	50
94 Val-de-Marne	69	36	19	19	19
95 Val-d'Oise	15	70	70	71	56
971 Guadeloupe	273	233	253	245	250
972 Martinique	517	525	465	465	465
973 Guyane	55	80	115	318	318
974 Réunion	992	890	1 000	912	990
TOTAL estimé France	8 064	8 030	7 916	8 206	8 208
TOTAL estimé DOM	1 837	1 728	1 833	1 940	2 023
TOTAL estimé France entière	9 901	9 758	9 749	10 146	10 231

**Tableau de données détaillées 18 : Nombre total de places d'accueil collectif
en structures multi-accueil de 2009 à 2013**

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
01 Ain	1 441	1 849	1 994	2 138	2 179
02 Aisne	450	547	459	458	488
03 Allier	265	390	441	449	537
04 Alpes de Haute-Provence	1 005	924	924	1 003	967
05 Hautes-Alpes	817	799	815	821	798
06 Alpes-Maritimes	5 965	6 305	6 431	6 838	6 830
07 Ardèche	1 053	1 171	1 184	1 243	1 225
08 Ardennes	226	226	285	325	328
09 Ariège	485	563	587	624	618
10 Aube	679	733	774	874	870
11 Aude	1 036	1 061	1 061	1 232	1 401
12 Aveyron	697	707	781	815	841
13 Bouches-du-Rhône	13 358	13 178	13 526	14 101	14 560
14 Calvados	512	524	649	754	877
15 Cantal	257	257	283	291	293
16 Charente	223	598	672	817	962
17 Charente-Maritime	1 272	1 355	1 416	1 421	1 493
18 Cher	726	726	488	589	646
19 Corrèze	618	666	667	687	703
2A Corse du Sud	803	870	775	811	803
2B Haute-Corse	502	550	606	606	734
21 Côte-d'Or	717	830	996	1 276	1 422
22 Côtes-d'Armor	758	885	944	884	994
23 Creuse	162	191	213	175	227
24 Dordogne	1 020	1 129	1 169	1 222	1 222
25 Doubs	864	972	1 036	1 146	1 226
26 Drôme	1 353	1 470	1 640	1 746	1 958
27 Eure	954	954	1 046	1 178	1 313
28 Eure-et-loir	627	752	801	885	905
29 Finistère	1 215	1 493	1 606	1 693	1 920
30 Gard	3 348	3 502	3 809	3 958	4 051
31 Haute-Garonne	4 610	5 035	5 526	6 005	6 420
32 Gers	292	294	356	393	397
33 Gironde	5 037	5 276	5 766	6 209	6 329
34 Hérault	3 953	4 409	4 679	4 913	5 058
35 Ille-et-Vilaine	1 235	1 540	1 669	1 883	2 106
36 Indre	243	261	310	323	338
37 Indre-et-Loire	1 287	1 374	1 435	1 590	1 690
38 Isère	4 429	4 624	4 659	4 884	5 285
39 Jura	370	468	484	557	575
40 Landes	739	784	837	869	854
41 Loir-et-Cher	604	828	823	949	911
42 Loire	2 404	2 600	2 882	3 115	3 199
43 Haute-Loire	688	800	943	961	864
44 Loire-Atlantique	3 692	3 846	3 778	4 222	4 160
45 Loiret	1 505	1 601	1 707	1 785	1 791
46 Lot	493	509	529	524	543
47 Lot-et-Garonne	1 043	1 154	1 200	1 211	1 231
48 Lozère	420	277	272	321	322
49 Maine-et-Loire	1 120	1 322	1 376	1 582	2 121
50 Manche	664	709	712	734	798
51 Marne	1 409	1 543	1 101	1 451	1 467
52 Haute-Marne	305	320	320	320	308

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
53 Mayenne	145	175	204	487	609
54 Meurthe-et-Moselle	1 791	1 854	2 003	2 089	2 173
55 Meuse	393	391	500	544	526
56 Morbihan	1 454	1 531	1 771	1 823	1 929
57 Moselle	1 751	1 904	2 336	2 712	2 941
58 Nièvre	310	382	411	419	440
59 Nord	3 706	4 194	4 530	4 811	5 017
60 Oise	1 185	1 243	1 207	1 638	1 931
61 Orne	329	431	458	434	503
62 Pas-de-Calais	1 543	1 779	1 908	2 335	2 703
63 Puy-de-Dôme	904	975	1 168	1 438	1 274
64 Pyrénées-Atlantiques	2 759	2 591	2 743	2 917	3 119
65 Hautes-Pyrénées	471	527	683	653	677
66 Pyrénées-Orientales	1 533	1 623	1 677	1 771	1 771
67 Bas-Rhin	2 336	2 630	2 896	3 468	3 949
68 Haut-Rhin	2 589	2 651	2 748	2 975	3 072
69 Rhône	10 659	11 658	12 417	12 909	13 434
70 Haute-Saône	478	487	532	556	579
71 Saône-et-Loire	1 077	1 271	1 267	1 464	1 516
72 Sarthe	564	511	631	742	808
73 Savoie	1 225	1 373	1 479	1 524	1 588
74 Haute-Savoie	3 746	3 549	3 739	3 799	4 095
75 Paris	0	0	0	4 853	5 719
76 Seine-Maritime	2 604	2 883	2 983	3 125	3 420
77 Seine-et-Marne	2 355	2 390	2 686	3 001	2 788
78 Yvelines	3 798	4 262	4 397	5 134	5 350
79 Deux-Sèvres	603	709	712	815	795
80 Somme	1 178	1 265	1 368	1 439	1 467
81 Tarn	1 443	1 672	1 777	1 845	1 919
82 Tarn-et-Garonne	589	605	711	672	693
83 Var	4 880	2 913	6 230	6 196	6 094
84 Vaucluse	2 732	2 894	2 904	3 376	3 465
85 Vendée	770	770	770	878	1 007
86 Vienne	1 301	1 327	1 366	1 414	1 427
87 Haute-Vienne	1 356	1 442	1 491	1 511	1 505
88 Vosges	748	880	830	797	839
89 Yonne	604	621	746	811	847
90 Territoire de Belfort	161	171	175	288	492
91 Essonne	2 246	2 577	3 582	3 467	3 997
92 Hauts-de-Seine	8 775	10 203	11 249	12 459	14 045
93 Seine-Saint-Denis	4 858	6 091	7 097	7 730	8 164
94 Val-de-Marne	2 318	2 074	7 562	7 630	7 771
95 Val-d'Oise	2 147	2 754	2 947	3 211	3 504
971 Guadeloupe	20	230	310	468	380
972 Martinique	723	788	829	821	821
973 Guyane	295	330	290	0	484
974 Réunion	671	630	705	809	888
TOTAL estimé France	166 364	177 984	198 333	218 021	230 120
TOTAL estimé DOM	1 709	1 978	2 134	2 098	2 573
TOTAL estimé France entière	168 073	179 962	200 467	220 119	232 693

*Pour les données de Paris : la rupture de série entre 2011 et 2012 fait suite à une amélioration des données pour ce département. Le nombre de places en structures de personnel (mono accueil et multi accueil) entre 2008 et 2011 a été uniquement révisé dans le tableau 4 (page 15) afin d'observer les évolutions.

Tableau de données détaillées 19 : Nombre total de places d'accueil familial de 2009 à 2013

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
01 Ain	206	207	211	190	183
02 Aisne	316	357	313	313	293
03 Allier	255	249	211	209	195
04 Alpes de Haute-Provence	36	30	30	30	30
05 Hautes-Alpes	90	77	65	57	77
06 Alpes-Maritimes	1 250	1 167	1 156	1 145	956
07 Ardèche	100	100	100	100	100
08 Ardennes	117	117	120	117	120
09 Ariège	254	254	254	254	254
10 Aube	256	234	236	215	205
11 Aude	103	105	105	119	132
12 Aveyron	137	137	137	137	107
13 Bouches-du-Rhône	1 563	1 455	1 213	1 161	1 149
14 Calvados	384	384	417	430	430
15 Cantal	66	61	49	49	43
16 Charente	370	357	361	376	367
17 Charente-Maritime	255	183	175	183	183
18 Cher	220	220	20	3	3
19 Corrèze	357	329	342	345	157
2A Corse du Sud	6	6	3	3	3
2B Haute-Corse	40	40	40	40	40
21 Côte-d'Or	386	346	325	326	306
22 Côtes-d'Armor	432	432	363	389	393
23 Creuse	27	27	27	27	8
24 Dordogne	151	163	180	181	181
25 Doubs	365	344	347	326	313
26 Drôme	305	294	279	229	229
27 Eure	368	272	329	343	343
28 Eure-et-loir	406	348	349	289	356
29 Finistère	401	423	423	423	358
30 Gard	170	143	132	129	133
31 Haute-Garonne	1 771	1 771	1 770	1 799	1 857
32 Gers	114	114	114	114	114
33 Gironde	1 734	2 048	2 041	1 998	2 000
34 Hérault	891	886	879	886	832
35 Ille-et-Vilaine	414	411	411	411	408
36 Indre	160	160	160	160	160
37 Indre-et-Loire	747	573	562	586	587
38 Isère	1 118	1 093	896	896	898
39 Jura	118	107	100	80	83
40 Landes	233	243	258	248	234
41 Loir-et-Cher	63	60	60	60	54
42 Loire	76	76	36	36	36
43 Haute-Loire	67	50	50	50	32
44 Loire-Atlantique	795	727	699	535	525
45 Loiret	1 116	1 114	1 042	1 019	1 026
46 Lot	20	20	20	20	20
47 Lot-et-Garonne	157	155	150	139	145
48 Lozère	40	40	40	30	30
49 Maine-et-Loire	598	525	460	384	331
50 Manche	244	244	287	272	263
51 Marne	278	285	202	170	170
52 Haute-Marne	20	20	20	20	20

DÉPARTEMENTS	2009	2010	2011	2012	2013
53 Mayenne	50	50	39	28	12
54 Meurthe-et-Moselle	516	521	521	521	506
55 Meuse	0	0	0	0	0
56 Morbihan	155	155	143	143	136
57 Moselle	360	330	285	270	280
58 Nièvre	40	38	37	30	30
59 Nord	1 735	1 738	1 667	1 751	1 715
60 Oise	773	803	937	990	928
61 Orne	133	132	154	124	111
62 Pas-de-Calais	341	324	330	279	258
63 Puy-de-Dôme	807	807	807	505	440
64 Pyrénées-Atlantiques	594	607	622	622	622
65 Hautes-Pyrénées	9	0	0	0	0
66 Pyrénées-Orientales	330	330	320	290	290
67 Bas-Rhin	1 718	1 733	1 797	1 695	1 876
68 Haut-Rhin	240	170	135	115	115
69 Rhône	1 347	1 372	1 334	1 293	1 280
70 Haute-Saône	55	48	46	42	32
71 Saône-et-Loire	484	473	369	349	324
72 Sarthe	288	291	305	305	299
73 Savoie	315	326	326	324	331
74 Haute-Savoie	747	747	747	732	665
75 Paris	2 189	2 199	2 210	2 230	2 230
76 Seine-Maritime	336	342	290	284	258
77 Seine-et-Marne	3 415	3 390	3 325	3 101	2 973
78 Yvelines	5 957	6 201	6 571	4 199	4 306
79 Deux-Sèvres	30	30	30	30	30
80 Somme	208	208	208	208	196
81 Tarn	273	277	260	265	223
82 Tarn-et-Garonne	135	135	135	135	135
83 Var	736	755	738	681	691
84 Vaucluse	139	136	139	134	122
85 Vendée	110	110	110	165	165
86 Vienne	244	190	182	168	164
87 Haute-Vienne	200	174	166	168	162
88 Vosges	180	95	95	95	93
89 Yonne	80	80	80	80	60
90 Territoire de Belfort	161	158	143	158	162
91 Essonne	4 921	4 798	3 991	3 991	3 800
92 Hauts-de-Seine	2 939	2 430	2 634	2 384	2 240
93 Seine-Saint-Denis	1 687	1 687	1 671	1 640	1 638
94 Val-de-Marne	1 583	1 520	1 430	1 420	2 002
95 Val-d'Oise	3 651	3 567	3 179	3 219	3 073
971 Guadeloupe	0	0	0	0	0
972 Martinique	20	20	20	20	20
973 Guyane	68	70	79	78	78
974 Réunion	117	120	120	103	99
TOTAL estimé France	60 377	59 060	57 077	53 214	52 445
TOTAL estimé DOM	205	210	219	201	197
TOTAL estimé France entière	60 582	59 270	57 296	53 415	52 642

DOCUMENT DE TRAVAIL

ISSN : 1621-4358

Reproduction autorisée sous réserve de la mention des sources
